

BURKINA FASO

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

UNIVERSITE DE OUAGADOUGOU

**INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
IN. S. HU. S.**

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

MEMOIRE DE MAITRISE

Option : GEOGRAPHIE RURALE

**LES BANQUES DE CEREALES DANS L'ECONOMIE RURALE
BURKINABE :**

**LES EXPERIENCES DE GUILOUNGOU ET NAKAMTENGA
DANS LA PROVINCE D'OUBRITENGA**

PRESENTE PAR :

SANFO MAMADOU

Année : Mai 1990

Sous la Direction de

SOME P. HONORE

Maître Assistant au Département de Géographie

S O M M A I R E

	<u>PAGES</u>
Remerciements	1
Avant propos	2
Mots clés	3
Résumé du mémoire	4
Introduction	5
<u>PREMIERE PARTIE : LE PAYS ET LES HOMMES</u>	7
<u>CHAPITRE I : LE CADRE PHYSIQUE DE LA PRODUCTION AGRICOLE</u>	9
11 <u>LE SUPPORT MORPHO-PEDOLOGIQUE DE L'OUBRITENGA</u>	9
111 Les données morphologiques	9
112 Les potentialités pédologiques	10
12 <u>LES CONDITIONS AGRO-CLIMATIQUES</u>	10
13 <u>LES POTENTIALITES HYDRAULIQUES</u>	17
<u>CHAPITRE II : LA SOCIETE TRADITIONNELLE MOAGA</u>	18
21 <u>LE POIDS DEMOGRAPHIQUE</u>	18
22 <u>LES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES</u>	24
23 <u>LES MUTATIONS SOCIALES</u>	27
24 <u>LA PRODUCTION ET LA GESTION DES VIVRES</u>	29
2.4.1. Les activités productives principales	29
2.4.2. La gestion traditionnelle des céréales chez les mossi	36
2..4.2.1. De l'utilisation de la production familiale	36
2.4.2.2. Le marché traditionnel des céréales	38
<u>DEUXIEME PARTIE : LES BANQUES DE CEREALES :</u>	
<u>PERCEPTION DE LA CRISE DES SYSTEMES</u>	
<u>TRADITIONNELS ET SOLUTIONS ENVISAGEES</u>	44
<u>CHAPITRE III : CARACTERISTIQUES GENERALES DES BANQUES DE CEREALES</u>	

31. <u>LES BUTS POURSUIVIS</u>	46
3.1.1. Les objectifs principaux	46
3.1.2. Les objectifs secondaires	47
3.2 <u>LA GEOGRAPHIE DE L'IMPLANTATION DES BANQUES DE CEREALES</u>	47
3.3 <u>LE FINANCEMENT DES BANQUES CEREAALIERES</u>	52
3.4 <u>LE FONCTIONNEMENT DES BC</u>	55
3.4.1 Les structures de gestion	55
3.4.2 Efficacité des BC par rapport aux objectifs fixés	56
3.4.3 Les problèmes d'ordre technique	62
<u>CHAPITRE IV : LES EXPERIENCES DE GUILONGOU ET NAKAMTENGA</u>	65
4.1 <u>LES ACTIVITES COMMERCIALES</u>	64
4.1.1 L'approvisionnement du magasin	65
4.1.2 La rotation des stocks	68
4.2 <u>L'ANALYSE DES RESULTATS</u>	71
4.2.1 BC et pouvoir d'achat des paysans	72
4.2.2. L'impact des BC sur l'évolution de la situation alimentaire	75
4.2.3 Les retombées économiques des activités commerciales	78
4.2.4 La capacité d'autogestion des structures paysannes	85
4.2.4.1 La tenue des documents comptables	85
4.2.4.2 Le fonctionnement des structures de gestion	86
4.2.4.3 Les multiples problèmes des BC	87
<u>CONCLUSION</u>	89
<u>ANNEXES</u>	92
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	102

TABLES DES CARTES - FIGURES ET TABLEAUX

CARTES

N°	TITRES	PAGES
1	Situation de la Zone d'Etude	8
2	Densités de population au Burkina Faso	22
3	Occupation du sol dans la région de Ziniaré en 1979	23
4	Le cadre physique de la zone d'étude	25

FIGURES

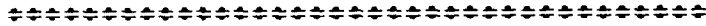
N°	TITRES	PAGES
1	Les précipitations annuelles à Ziniaré de 1955 à 1988	11
2	Pluviométrie mensuelle à Ziniaré en 1987	13
3	Pluviométrie mensuelle à Ziniaré en 1988	13
4	Pyramide des âges de Guilongou	21
5	Pyramide des âges de Nakamtenga	21
6	Prix mensuels des céréales à Ziniaré en 1988	41
7	Les étapes de l'implantation d'une BC	55
8	Evolution du solde de la banque de céréales de Nakamtenga (1981/82 - 1988/89)	82
9	Evolution du chiffre d'affaires des banques de céréales de Guilongou et Nakamtenga.(1983/84 - 1988/89)	84

TABLEAUX

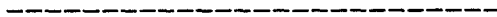
N°	TITRES	PAGES
1	Variation de la pluviométrie et du nombre de jours de pluies à Ziniaré.1955 - 1988	15
2	Variation des températures moyennes mensuelles de 1986 - 1988	16
3	Structure des populations de Guilongou et Nakamtenga en 1985	19
4	Calendrier agricole des paysans de Guilongou et Nakamtenga	30
5	Bilan céréalier de la Province d'Oubritenga : 1984 / 1989	32
6	Taux et durée de couverture des besoins familiaux en céréales à Nakamtenga et Guilongou en 1986/87	32
7	Composition du cheptel par espèce à Guilongou et Nakamtenga	33
8	Evolution de la production de la bière à Guilongou selon les saisons en 1988	34
9	Variation des prix du sorgho-mil entre la récolte et la soudure sur le marché de Ziniaré 1981/82-1988	42
0	Répartition des banques de céréales par CRPA de 1975 à 1985	49

N°	TITRE	PAGES
11	Conditions de mise en place des fonds de roulements initiaux des BC de Guilongou et Nakamtenga	55
12	Evolution de la trésorerie des BC FEER selon les années d'implantation et les conditions de financement	58
13	Gestion des stocks à la BC de Nadiala 1982/83 - 1985/86	63
14	Quantités de céréales collectées selon les mois à Nakamtenga 1983/84 - 1988/89	66
15	Quantités de céréales collectées selon les mois à Guilongou 1984/85 - 1988/89	67
16	Villages Satellites des BC de Guilongou et de Nakamtenga	69
17	Prix de vente des céréales à Nakamtenga selon leur Provenance	70
18	Evolution prix du marché de Ziniaré et des BC de Guilongou et de Nakamtenga 1983/84 - 1987/88	73
19	Fréquentation des BC de Guilongou et Nakamtenga 1983/84 à 1988/89	74
22	Résultats des activités commerciales de la BC de Guilongou 1984/85 1988/1989	80

R E M E R C I E M E N T S



- A Mon père et ma mère : ce mémoire est le fruit des efforts que vous avez consentis pour mon éducation et mon instruction. Vous n'avez ménagé aucun sacrifice pour me mettre dans de bonnes conditions de travail tout au long de mes études.
 - A mon directeur de mémoire, SOME P. Honoré : vous avez guidé nos premiers pas dans la recherche depuis l'année de licence et soutenu courageusement la réalisation de ce travail malgré vos multiples occupations. La pertinence de vos points de vue nous a énormément été utile. Trouvez ici notre profonde gratitude.
 - A la direction du FEER, notamment le Camarade OUEDRAOGO Moussa : vous avez contribué sans faille à la confection de /^e document. vos suggestions et conseils et les documents que vous avez mis à notre disposition nous ont été d'une grande utilité. Soyez rassuré de notre reconnaissance.
 - A tous les professeurs du Département de Géographie : l'aboutissement de la présente étude est le résultat de la formation que nous avons reçue auprès de vous.
 - A monsieur Mahé DJIRE à Bingerville, mon cousin DAO Boukary et mon correspondant OUEDRAOGO Yacouba : vous avez manifesté un intérêt particulier à mes études. Vos nombreux conseils durant mes séjours à vos côtés m'ont incité à persévérer.
 - A tous les responsables de services contactés, les auteurs des travaux consultés et amis sans exception, les uns pour leur disponibilité à notre égard pendant nos enquêtes, l'exploitation de leurs connaissances et les autres pour les multiples encouragements qu'ils n'ont cessé de nous prodiguer.
- Enfin aux braves paysans et membres des groupements villageois de Guilongou et Nakamtenga : ce travail n'aurait pu être réalisé sans votre participation. Nous vous en sommes reconnaissants.



AVANT PROPOS

Le présent mémoire entre dans le cadre d'une contribution à l'étude des unités socio-économiques en milieu rural. Nous avons opté de travailler sur les banques de céréales en raison des multiples objectifs qui leur sont consignés pour l'amélioration des conditions de vie des masses rurales. Pour mener ce travail, nous avons bénéficié du soutien du FEER. L'organisme a photocopié nos questionnaires et assuré notre transport à Guiloungou et Nakamtenga. Ces moyens aussi appréciables soient-ils ne nous ont pas permis d'étendre l'étude sur plusieurs villages.

Toutefois les contacts effectués avec quelques principaux pourvoyeurs de banques céréalières nous permettent de généraliser les caractéristiques des banques de céréales.

Par ailleurs, dans notre analyse, nous avons chaque fois discerné l'effort fourni par les structures paysannes des apports venant des organismes, afin de mieux appréhender l'efficacité des banques de céréales. En outre, il ne s'agissait pas pour nous de faire un catalogue d'avantages ou d'inconvénients à l'instar de certains écrits.

Nous espérons que l'étude permettra d'apprécier les fonctions jusque là remplies par les banques de céréales.

MOTS CLES : BURKINA FASO - Province d'Oubritenga - Guilongou -
Nakamtenga - Banques de céréales - Sécurité alimen-
taire - Rentabilité économique - Autogestion -
Structures paysannes.

RESUME DU MEMOIRE

Le présent mémoire traite du rôle joué par les banques de céréales dans l'économie rurale burkinabè, particulièrement à Guilongou et Nakamtenga.

La dégradation des conditions de production engendre de plus en plus l'insuffisance des vivres et pose le problème de leur gestion. La création de structures locales de commercialisation des céréales autogérées s'avère indispensable quelle que soit la zone agro-climatique : les banques de céréales. Plusieurs pourvoyeurs en proposent des stratégies diverses mais visent les mêmes objectifs.

L'analyse a montré que les résultats escomptés ne sont pas atteints dans la majorité des cas. La rentabilité n'est pas certaine, des banques ont cessé de fonctionner, d'autres ont été redynamisées. Les prix de vente n'ont pas toujours été plus attrayants que ceux du marché. Les banques sont forcées de collaborer avec les commerçants alors qu'elles devraient les concurrencer.

Dans les villages de Guilongou et Nakamtenga, elles ont l'avantage de réduire les déplacements et de pratiquer des prix toujours inférieurs au marché de Ziniaré. Mais ces atouts ne profitent pas à tous les villageois ; la cession exclusivement en tine écarte les familles à faibles revenus. Aussi, en dépit de l'accroissement des avoirs de Nakamtenga, le volume de céréales commercialisées regresse régulièrement du fait d'un manque de dynamisme et d'une mauvaise perception de la banque, ce qui n'est pas un bon augure pour assurer la sécurité alimentaire. Par ailleurs, la mauvaise tenue des documents comptables, la monopolisation des banques par quelques personnes influentes des deux villages ne sont pas favorables à l'évolution des groupements villageois vers des formes coopératives.

Toutefois les banques de céréales doivent être encouragées et même intensifiées sous réserve que : les problèmes de stockage soient résolus, les paysans remettent en cause certaines pratiques traditionnelles incompatibles avec le progrès et les pourvoyeurs se préoccupent tant du suivi dès les premières années.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, la dégradation des conditions de production au Burkina Faso est manifeste : pluviométrie décroissante, érosion des sols, croissance démographique sans amélioration des techniques de production. La crise céréalière qui s'ensuit a de multiples conséquences en milieu rural où vivent plus de 90 % des Burkinabè : migration des populations les plus valides ou longs déplacements de ceux-ci en période de soudure, variations importantes des prix de céréales entre la récolte et la soudure. L'économie rurale s'en trouve durement affectée. Ceci a suscité à partir de 1974 la création de structures locales de commercialisation de céréales autogérées par les organisations paysannes : les banques de céréales.

Expérimentée en 1974 par une Organisation Non Gouvernementale (ONG), la FONADES (Fondation Nationale pour le Développement Economique et Social) ex FOVODES (Fondation Voltaïque pour le Développement Economique et Social), l'idée sera suivie par d'autres ONG et projets nationaux. Ainsi de 10 en 1975/1976, le nombre des banques installées au Burkina Faso atteint 1177 en 1985/86. Elles ont une capacité de 31 022 tonnes et un coût d'investissement extérieur de 1,9 milliard F CFA (1).

Par cette politique, on vise à long terme, la sécurisation alimentaire des masses rurales et leur autofinancement. Ces objectifs nobles ont suscité notre intérêt pour le sujet : les banques de céréales dans l'économie rurale burkinabè. Les expériences de Guilon, gou et de Nakamtenga dans la Province d'Oubritenga.

L'étude a pour objectif d'apprécier l'efficacité des banques de céréales par rapport aux buts poursuivis. Pour la mener à bien, la méthodologie suivante a été adoptée :

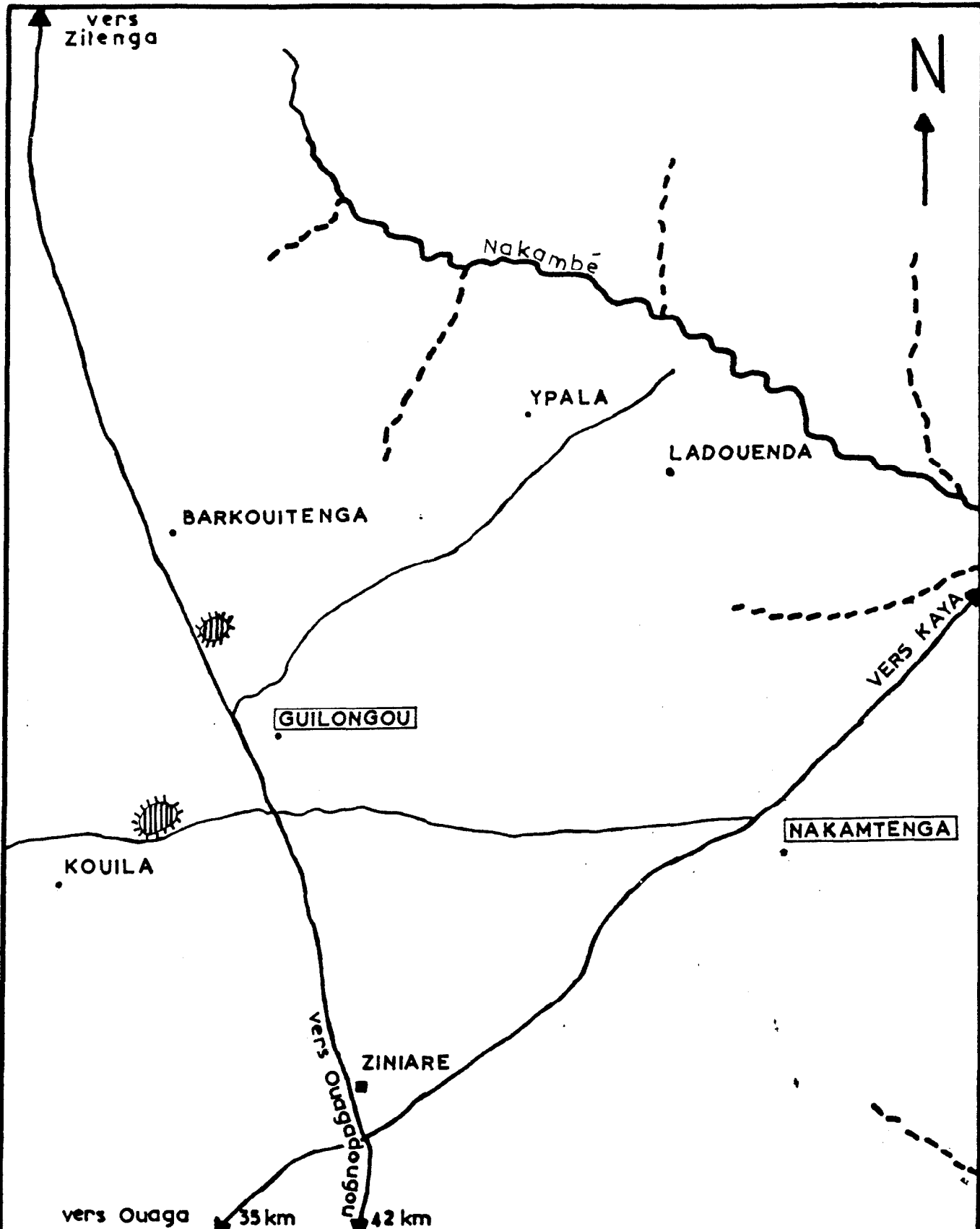
(1) Guy LEDOUX (1986)

- Recherche bibliographique : elle a porté sur les cartes, les photographies aériennes que nous avons interprétées, les travaux sur le thème et la région. Ainsi les différentes cartes ont été élaborées, les potentialités et contraintes du milieu cernées .
- Enquête de terrain : nous avons interviewé quelques promoteurs de banques céréalières : FONADES, ODE/FEME, COE, OXFAM, AFRICARE, Sahel Solidarité, ADRA, FEER, ACOPAM, 6 "S", CRPA du Centre (1). Les interviews ont porté sur les stratégies d'intervention, les objectifs visés, le nombre de banques installées, les résultats atteints et les perspectives d'avenir. Par raiileurs, les multiples entretiens ont eu lieu avec les paysans, les comités de gestion dont les documents comptables ont été compulsés.
- Le dépouillement : il a permis de dégager un plan de rédaction qui s'article en deux grandes parties : dans la première, les aspects physiques et humains, l'analyse porte sur le bilan de la production et établit le diagnostic des maux. La seconde traite des caractéristiques générales des banques de céréales au Burkina Faso, l'évolution dans le temps et dans l'espace, les stratégies d'intervention et les résultats avec les cas particuliers de Guilo ngou et de Nakamtenga. Dans la conclusion nous faisons surtout les propositions pour l'amélioration des prestations des banques de céréales.


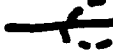
(1) Pour les sigles, voir sous chapitre "Géographie de l'implantation des banques de céréales"

PREMIERE PARTIE : LE PAYS ET LES HOMMES

CARTE N°1 SITUATION DE LA ZONE D'ETUDE



LEGENDE

GUILONGOU	village étudié	■	chef lieu de province
—	route	—	piste
	colline		cours d'eau

Echelle 1/50000
 0 1 2km

L'étude porte sur les villages de Guilongou et de Nakamtenga, dans la Province d'Oubritenga dont Ziniaré est le chef lieu. Ils se caractérisent par :

- des conditions naturelles difficiles,
- une croissance démographique galopante qui entraîne un fort taux d'occupation du sol ;
- une organisation sociale en pleine mutation ;
- des conditions matérielles d'existence basées essentiellement sur l'agriculture et l'élevage et accessoirement l'artisanat.

CHAPITRE I : LE CADRE PHYSIQUE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Les données morphologiques (les formes topographiques), les potentialités hydrauliques du sous-sol, la nature des sols et les conditions agro-climatiques influent de façon déterminante sur les activités économiques des populations rurales

1.1 - LE SUPPORT MORPHO-PEDOLOGIQUE DE L'OUBRITENGA

1.1.1 - Les données morphologiques

Deux principales formes topographiques se partagent la Province (cf feuille de Ouagadougou au 1/200000) :

- une succession de pénéplaines mollement ondulées, arasées et légèrement inclinées vers le Sud. L'altitude moyenne se situe à 300 m de commandement au dessus du niveau de la mer. Sur cet ensemble, se dégagent des reliefs résiduels tels les collines de Guilongou (318 m) et de Séaba (317 m au Sud de Ziniaré) et des tables cuirassées dont la plus importante se situe à Absouya (1) (extrême Est de la Province).
- les zones de dépression : elles sont constituées d'une part des bas-fonds, surfaces d'alluvionnement, situées en aval du premier ensemble et de l'autre, des vallées sèches drainant les eaux de petites rivières en saison des pluies.

(1) SIGUIBEOGO T. Raoul (1987)

1.1.2 - Les potentialités pédologiques

D'une manière générale, le plateau mossi est recouvert de sols ferrugineux tropicaux qui s'ordonnent suivant les unités paysagiques définies plus haut. Ainsi on distingue :

- les sols de bas-fonds
- et les autres.

Les premiers sont les sols hydromorphes à composition argilo-sablonneuse et sablo-limonneuse. Ils ont une bonne capacité de rétention en eau et permettent aux plantes de résister à la sécheresse si elle n'est pas prononcée. Mais la très forte proportion de l'argile par endroits entraîne l'asphyxie des plantes. En outre, ils sont lourds et leur exploitation exige du matériel plus performant que les outils couramment utilisés.

Les autres sont des sols ferrugineux sur matériaux gravillonnaires de profil du type AC ou AB. Ils sont constamment érodés. Par rapport aux sols hydromorphes, ils ont une faible capacité de rétention en eau et sont pauvres en éléments organo-minéraux ; leur mise en culture nécessite l'apport d'éléments fertilisants.

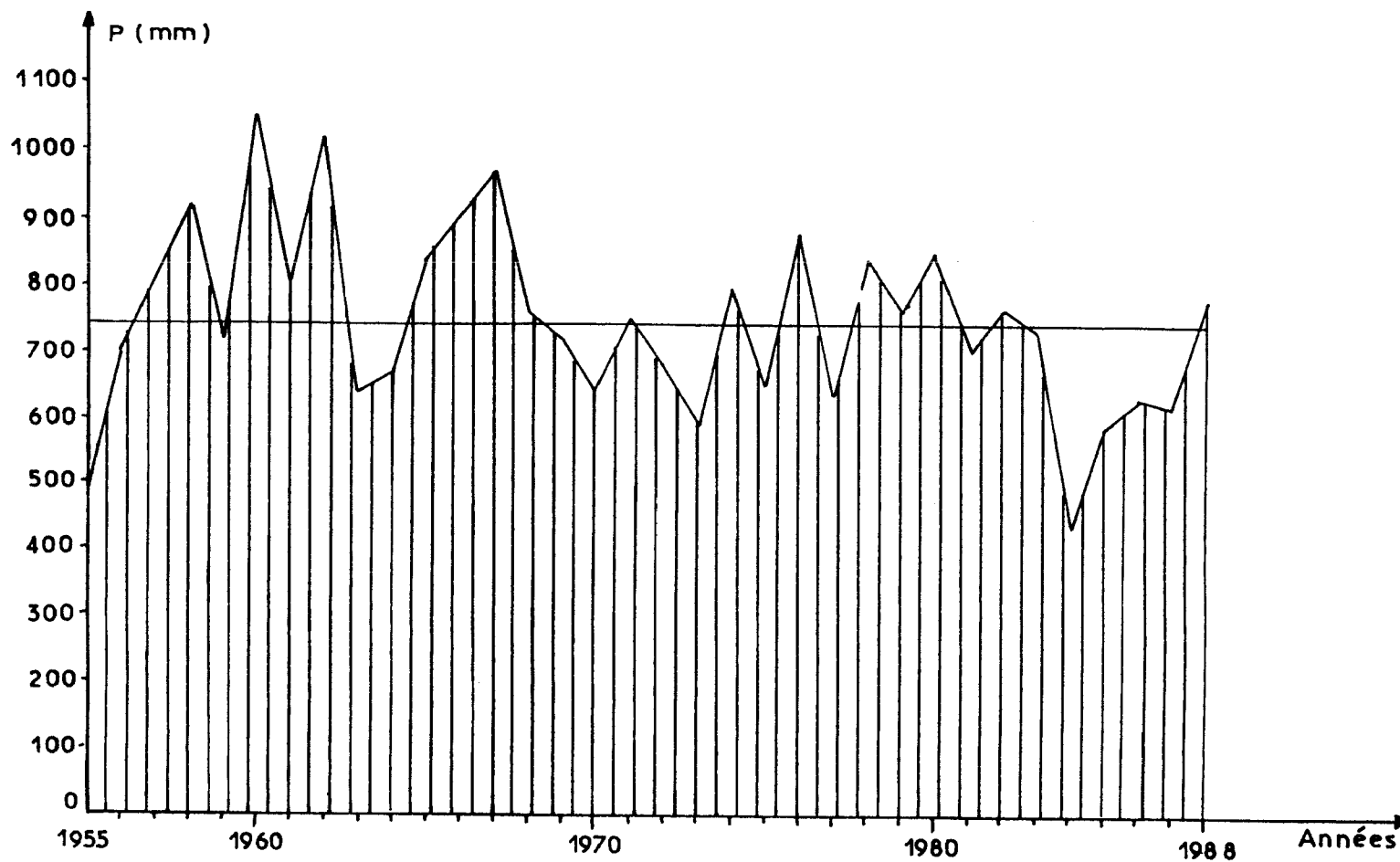
1.2 - LES CONDITIONS AGRO-CLIMATIQUES

Les pluies et les températures sont les principaux éléments du climat dont une agriculture de type pluvial doit tenir compte. Elles conditionnent l'échec et la réussite de la récolte.

Du point de vue pluviométrique, les données sont fournies par la station de Guilongou. Elles vont de 1955 à 1988. La moyenne de la période considérée est d'environ 742 mm. Toutefois, les quantités d'eau varient d'une année à l'autre comme le montre la figure N° 1.

Les années déficitaires ont souvent été marquées par des sécheresses inoubliables au Burkina Faso : 1955 (487,4 mm), 1973 (590,3 mm), 1984 (435,3 mm). Les conséquences les plus sensibles furent la chute de la production agricole et une perte préjudiciable du cheptel.

Fig.1: LES PRECIPITATIONS ANNUELLES A ZINIARE DE 1955 A 1988



SOURCE : Direction de la Météorologie - Ouagadougou -

Toutefois 50 % des années se situent au dessus de la moyenne, dont 4 années très excédentaires :

1957	923,1	+ 24 %
1960	1 050	+ 42 %
1962	1 033,7	+ 39 %
1967	979	+ 32 %

Par contre, on note une baisse sensible des totaux annuels depuis 1970. Durant cette période de 18 ans, 32 % des années ont enregistré des totaux inférieurs à 650 mm dont deux sont encore gravées dans la mémoire des paysans de Guilongou et Nakamtenga en raison des disettes prononcées qui en ont découlé : 1973 (590,3 mm) et 1984 (435,5 mm). En outre, les pluies sont inégalement réparties à l'intérieur de la saison des pluies qui commence généralement en juin pour finir en octobre (voir figures N° 2 et 3).

En effet le mois d'août est le plus pluvieux. Il y tombe plus de 40 % des totaux annuels :

août 1958	(336 mm ; 41 %)
août 1959	(390,4 mm ; 54 %)
août 1988	(392,5 mm ; 50 %)

Par ailleurs des périodes sèches apparaissent souvent à l'intérieur des mois de pluies. En 1988, la dernière pluie du mois de juin (20,5 mm) est tombée le 20 et la première de juillet (5,3 mm) le 7 ; l'écart est de 17 jours. En septembre, le total de la deuxième décade a été de 4,4 mm avec un trou de 8 jours. Ces interruptions obligent le paysan à recommencer le semis, mais avec d'énormes risques que les plantes n'arrivent pas à maturité avant la fin de la saison des pluies. Pour pallier ces inconvénients, les paysans sèment le niébé, plante à cycle végétatif court à la place du sorgho/mil.

./.

Fig.2: PLUVIOMETRIE MENSUELLE
A ZINIARE EN 1987

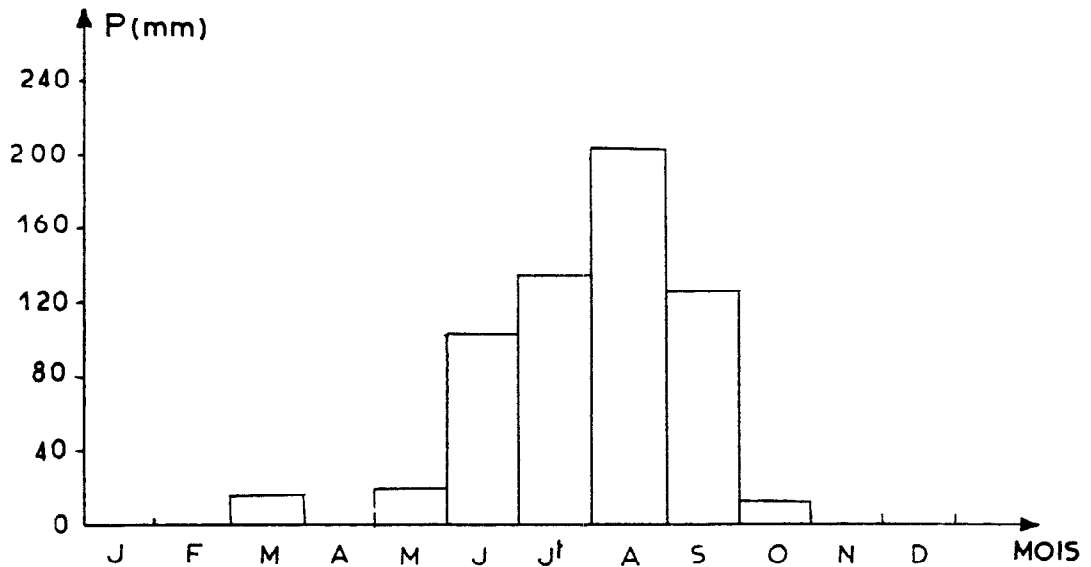
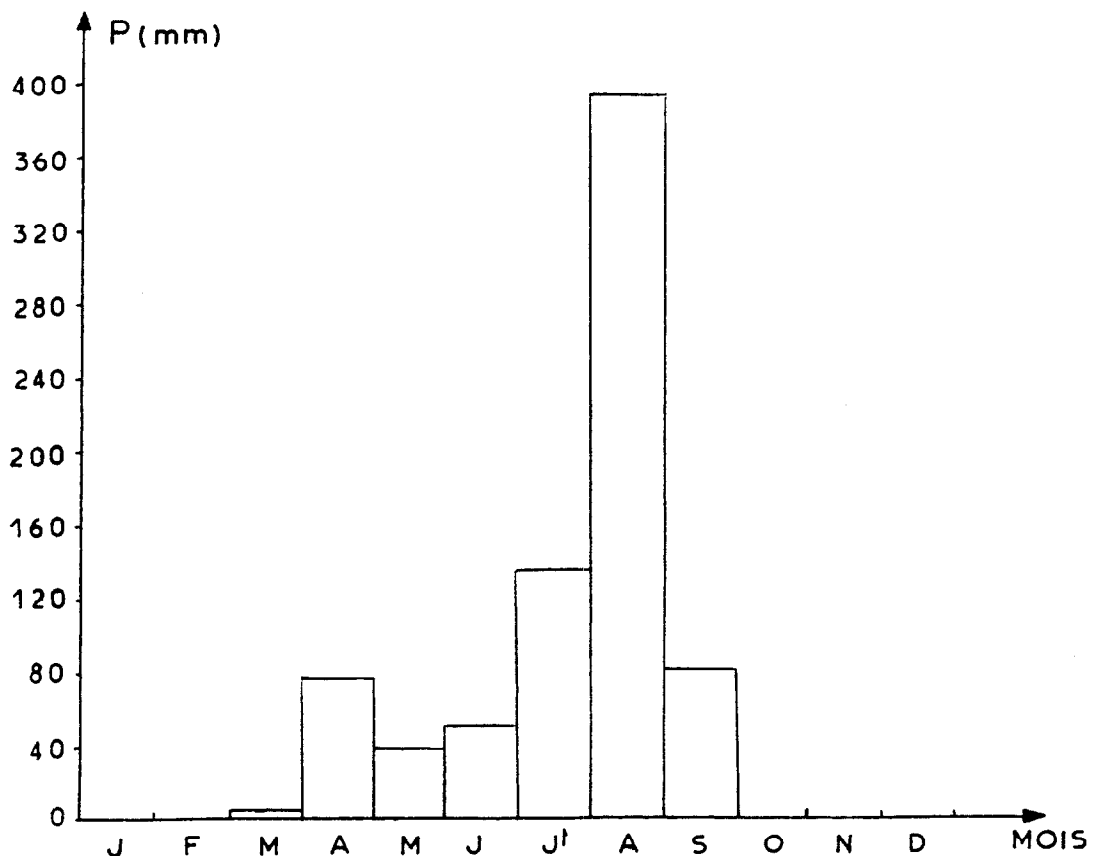


Fig.3: PLUVIOMETRIE MENSUELLE
A ZINIARE EN 1988



D'une manière générale, ces irrégularités caractérisent la pluviométrie au Burkina Faso. Le nombre de jours de pluies varie d'une année à l'autre (voir tableau N° 1). La moyenne de 1955 à 1988 est de 50 jours. Des années caractérisent une bonne répartition des pluies : 1957 (71 jours), 1960 (70 jours), 1962 (70 jours), 1958 (67 jours), 1956 (65 jours) et 1969 (64 jours). Cependant de 1970 à 1988, les pluies ont été généralement mal réparties. Seules les années 1972 (61 jours), 1970 (56 jours), 1976 (55 jours) et 1979 (50 jours) ont enregistré des répartitions convenables par rapport à la moyenne générale. Les autres ont accusé une baisse du nombre de jours pluvieux de 48 à 33 jours. La concentration de fortes pluies sur quelques ^{jours} entraîne des inondations dans les bas-fonds. En 1988 les 392,5 mm du mois d'août tombés en 10 jours ont entraîné l'inondation de 25 et 33 ha respectivement à Nakamtenga et Guilongou .

Nous pouvons retenir que les irrégularités inter et intra-annuelles perturbent l'activité agricole : reprise incessante des semis, épiaison de fin de saison fortement compromise, inondation désastreuse des champs.

- Les températures :

Sans être aussi déterminantes que la pluviométrie, elles ont leur importance dans les activités de par leur action sur les plantes et les facteurs de production notamment les sols et les eaux. Les relevés ont été fournis par le poste de Ouagadougou (1).

En effet, les moyennes annuelles sont supérieures à 27°C comme le laisse apparaître le tableau N° 2.

(1) Le poste de Ouagadougou couvre un rayon de 50 km. Notre zone d'étude située à 40 km y est incluse.

Tableau N° 1 : Variation de la pluviométrie et du nombre de jours de pluies à Ziniaré de 1955 à 1988

ANNEES	HAUTEURS DE PLUIES (mm)	NOMBRE DE JOURS DE PLUIES
1955	487,4	28
1956	703,1	65
1957	800	71
1958	923,1	67
1959	721,2	57
1960	1 050,6	70
1961	802,6	58
1962	1 033,7	70
1963	641,7	60
1964	676,8	49
1965	841	57
1966	900,3	56
1967	979	58
1968	763,8	61
1969	710	64
1970	649,9	56
1971	756,4	44
1972	674,4	61
1973	590,3	43
1974	809,4	44
1975	654,5	45
1976	880,6	55
1977	650,2	31
1978	838,9	41
1979	756,8	50
1980	851,5	41
1981	707,4	39
1982	769,9	37
1983	740,7	36
1984	435,3	33
1985	599,1	39
1986	630,5	40
1987	620,5	40
1988	780,1	48

TABLEAU N° 2 VARIATION DES TEMPERATURES MOYENNES MENSUELLES DE 1986- 1988

(EN DEGRES CELSUS)

MOIS ANNEES	JANV	FEV	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC	MOYENNES ANNUELLES
1986	23,45	28,79	30,81	33,89	31,92	29,07	26,57	26,26	26,31	29,23	27,32	23,55	28,10
1987	25,45	28,55	30,40	32,65	33,80	29,60	28,35	27,15	28,40	29,10	27,95	25,05	28,87
1988	23,90	27,25	31,95	32,20	32,25	28,81	26,92	26,27	26,73	29,40	27,41	23,91	28,08

SOURCE : Direction de la météorologique - Ouagadougou.

Toutefois elles baissent de novembre à février avec des minimas en décembre autour de 24°C. L'Harmattan, vent sec soufflant durant cette période, occasionne la perte des feuilles de la plupart des arbres à l'exception de l'Acacia albida. Il dessèche le sol, flétrit les végétaux, accélère le tarissement des cours d'eau.

Les températures remontent ensuite de mars à mai où elles atteignent leur maximum (32 à 34°C). Ces fortes températures sont à l'origine d'une forte évaporation, d'où la réduction du volume des eaux retenues (1).

La courbe des températures fléchit légèrement de juin à août, période de précipitations abondantes ; la moyenne se situe à 26°C. L'effet des températures durant cette période se fait sentir surtout quand la sécheresse persiste. Selon le rapport de campagne 1986/1987 du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, l'absence de pluies en 1987 dans la deuxième décade du mois d'août a provoqué dans plusieurs régions du plateau mosi, la brûlure et le flétrissement des plantes.

1.3 - LES POTENTIALITES HYDRAULIQUES

Elles sont liées d'une part au réseau hydrographique et de l'autre à la structure géologique. Elles importent dans la mise en valeur d'un milieu.

Le Massili, principal affluent du Nakambé (ex Volta Blanche) a permis de réaliser dans la Province d'Oubritenga les retenues d'eau de Voaga, Donsé, Ramintenga, Tanguiga, Goundry, les barrages de Loumbila et de Pabré à des fins de productions maraîchère, rizicole et piscicole (2).

Les villages de Nakamtenga et de Guilongou n'offrent aucune opportunité pour de telles réalisations. L'accent y est donc mis sur les forages, lente possibilité pour fournir de l'eau à la population pendant la saison sèche, par l'exploitation du sous-sol. Les fiches de forage (voir annexes) attestent la présence de deux principales couches géologiques.

(1) OUEDRAOGO Adama (1982-1983)

(2) SIGUIBEOGO T. Raoul : 1986/1987

La première est constituée de la latérite associée à de l'argile en altération, avec par endroits des cristaux de feldspath en décomposition et des filons de quartz. Il s'agit d'un ensemble en aération, très pauvre en eau.

La seconde, plus en profondeur, est composée de granite plus ou moins fracturé et traversé de filons de quartz remarquables à Nakamtenga où les failles, principaux éléments de la montée des eaux souterraines, sont peu nombreuses. Un seul forage y a été réalisé dont le débit est faible. 13 puits ont également été creusés, mais ils tarissent de façon précoce. Par contre à Guilongou, les cassures sont très importantes. Elles ont permis d'y réaliser 5 forages dont 4 étaient fonctionnels et 23 puits busés au moment de l'enquête.

CHAPITRE II : LA SOCIETE TRADITIONNELLE MOAGA

L'accroissement naturel (environ 2,7 % par an) de la population dans la partie centrale du Burkina constitue une charge : une faible proportion de la population supporte la majorité et la densité humaine est élevée. La dégradation des conditions de vie qui en résulte est palliée dans les deux villages par l'existence de quelques infrastructures socio-économiques.

Les formes d'organisations socio-culturelles qui caractérisent les Mossi connaissent de nos jours des transformations liées à plusieurs facteurs.

La majorité de la population vit du travail de la terre. Mais les variations généralement négatives de la production posent le problème de la gestion des vivres.

2.1 - LE POIDS DEMOGRAPHIQUE

Les villages de Guilongou et Nakamtenga sont essentiellement composés de Mossi. Le recensement de la population de 1985 en donne la structure suivante pour chaque village considéré par âge et par sexe:

./.

Tableau N° 3 : Structure des populations de Guilo ngou et Nakamtenga en 1985

GUILONGOU				
AGES \ SEXE	MASCULIN	FEMININ	TOTAL	%
0 - 19	362	409	771	54,76
20 - 60	283	241	524	37,22
60 et plus	62	51	113	8,02
TOTAL	707	701	1 408	100
NAKAMTENGA				
AGES \ SEXE	MASCULIN	FEMININ	TOTAL	%
0 - 19	160	143	303	53,53
20 - 60	83	120	203	35,87
60 et plus	27	33	60	10,60
TOTAL	270	296	566	100

Source : Institut National des Statistiques et de la Démographie, Burkina Faso, Ouagadougou : Recensement général de la population en 1985.

Les deux villages ont une population jeune : les moins de 20 ans représentent plus de 50 % des habitants : 53,53 % à Nakamtenga et 54,76 % à Guilongou .Les adultes (20 - 60 ans) constituent plus du tiers de la population : 35,87 % et 37,22 % respectivement à Nakamtenga et à Guilongou

La proportion de vieux est inférieure à 11 %. Elle est de 10,60 et 8,02 dans l'ordre précédent. Ces chiffres permettent d'apprécier la main-d'oeuvre agricole disponible. En effet, en considérant comme actives les personnes âgées de 15 à 65 ans, on dénombre 250 à 659 actives respectivement à Nakamtenga et Guilongou . Le rapport de dépendance est donc de 126 (1) dans le premier village et de 136 dans le second.

(1) 100 actifs pour 136 inactifs (0 - 14 ans ; 65 ans et plus).

Il s'avère que la force de travail dans les deux villages n'est pas négligeable, si toutefois les éléments valides de la population ne migrent pas vers d'autres horizons.

En effet, les migrations de travail touchent essentiellement les jeunes hommes âgés de 20 à 45 ans. A Guilongou et Nakamtenga, ce sont respectivement 42 et 35 personnes qui sont parties à destination de la Côte-D'Ivoire (70 %) et de Ouagadougou (30 %), soit plus de 30 % des jeunes de cette classe d'âge. Ces départs expliquent le surplus de femmes sur les hommes dans la tranche d'âge de 20 à 40 ans sur les figures N° 4 et 5. Deux des raisons de départ évoquées sont la dégradation du milieu et la pression démographique.

L'observation de la carte N° 2 laisse apparaître un contraste de densité de population. Le plateau mossi concentre en moyenne plus de 85 habitants/km². La Province d'Oubritenga (65 habitants/km²) vient en 4ème position sur le plan national après celle de : Kadiogo (393 habitants/km²), Kouritenga (121 habitants/km²) et Bulkiemdé (88 habitants/km²). Cette forte concentration humaine entraîne l'occupation intégrale des terres. A titre d'exemple, le taux d'occupation (zones cultivées, jachères et habitations) dans les deux villages, calculé sur la carte N° 3 est supérieur à 90 % (91,83 %). En effet, les défrichements et l'action des éléments du climat se conjuguent pour créer une végétation de savane sélectionnée. Les espèces ligneuses sont celles qui ont été épargnées par l'homme lors des mises en cultures pour leur utilité. Il s'agit notamment de : *Butyrospermum parkii* (karité) dont l'amande sert à faire le beurre, *Parkia biglobosa* (Néré) dont les graines sont utilisées pour la fabrication du "sombala"(1) et quelques *Adonsonia digitata* auxquels s'ajoutent des espèces du domaine sahélien ; les plus couramment rencontrées sont : *Cymbopogon*, *Ziziphus mauritania*, *Priximus*. Le long des cours d'eau, les galeries forestières, sous les agressions multiples de l'homme se dégradent en savane boisée piquetée de *khaya sénégalisensis*. Aux alentours des villages, l'*Anogeissus leiocarpus* constitue l'essence des bois sacrés. Ces formations bénéficient de la protection coutumière en ce qui concerne la chasse, la coupe et la culture.

(1) Condiment qui entre dans la préparation de la sauce.

Fig.4: PYRAMIDE DES AGES DE GUILONGOU

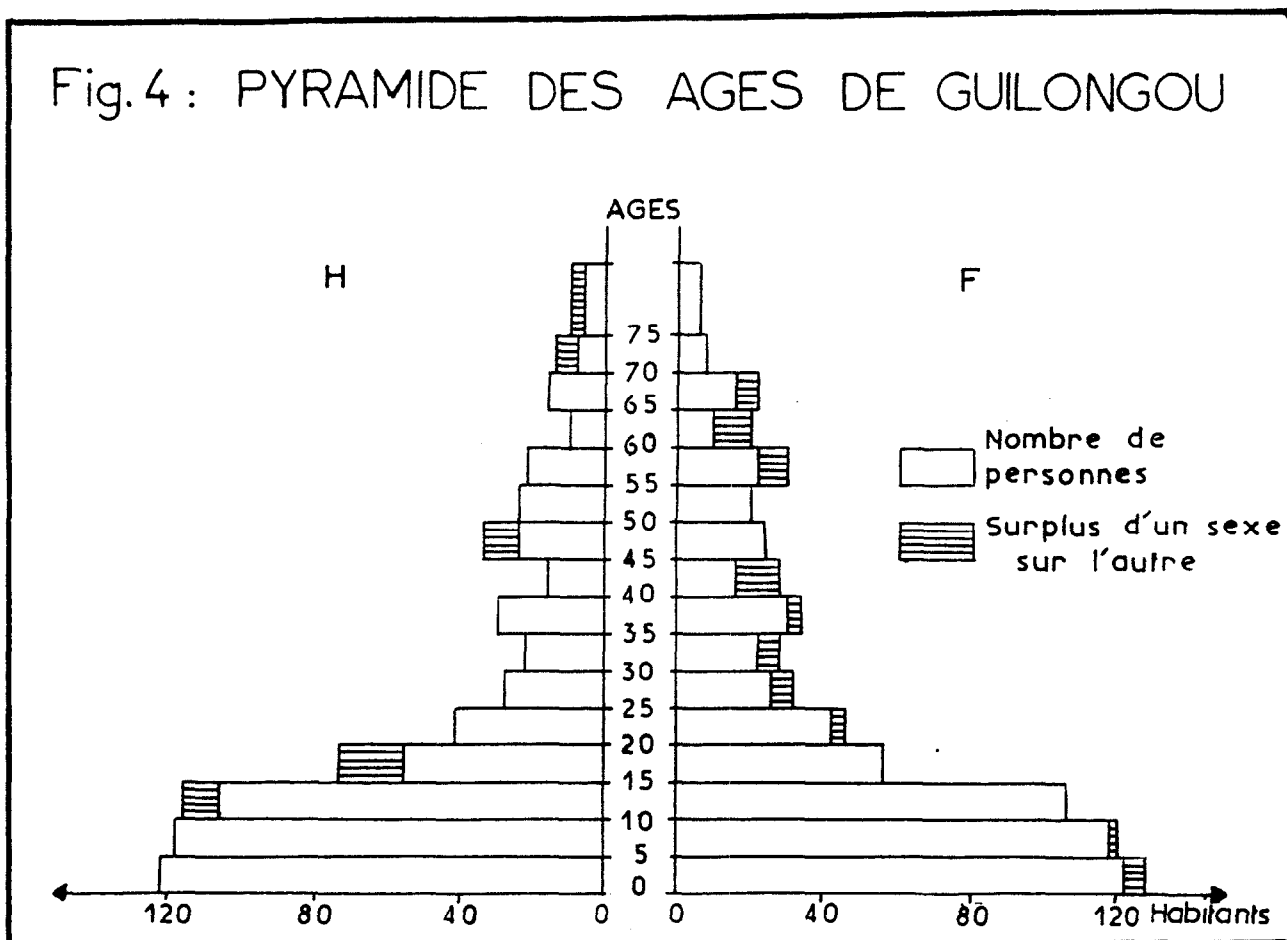
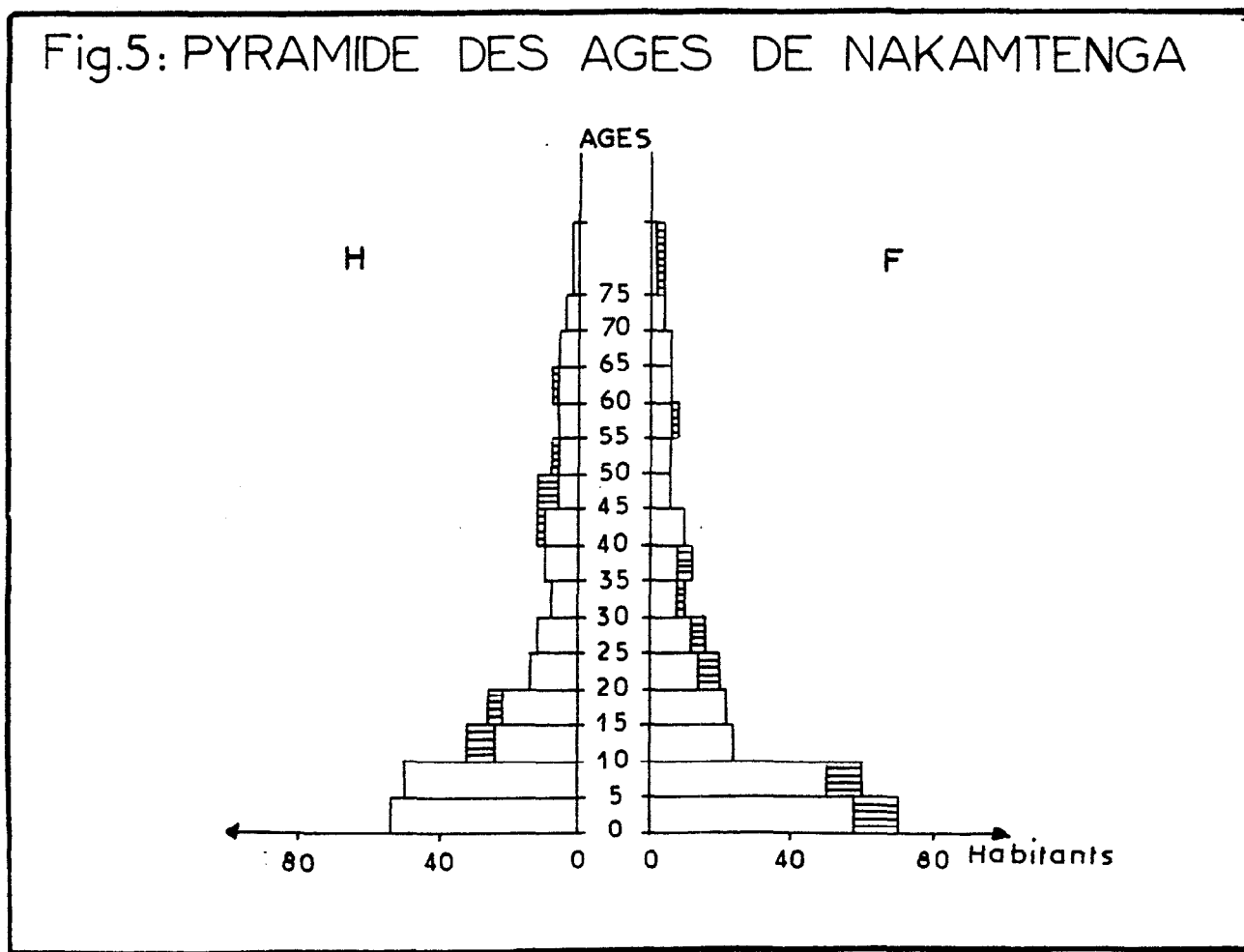


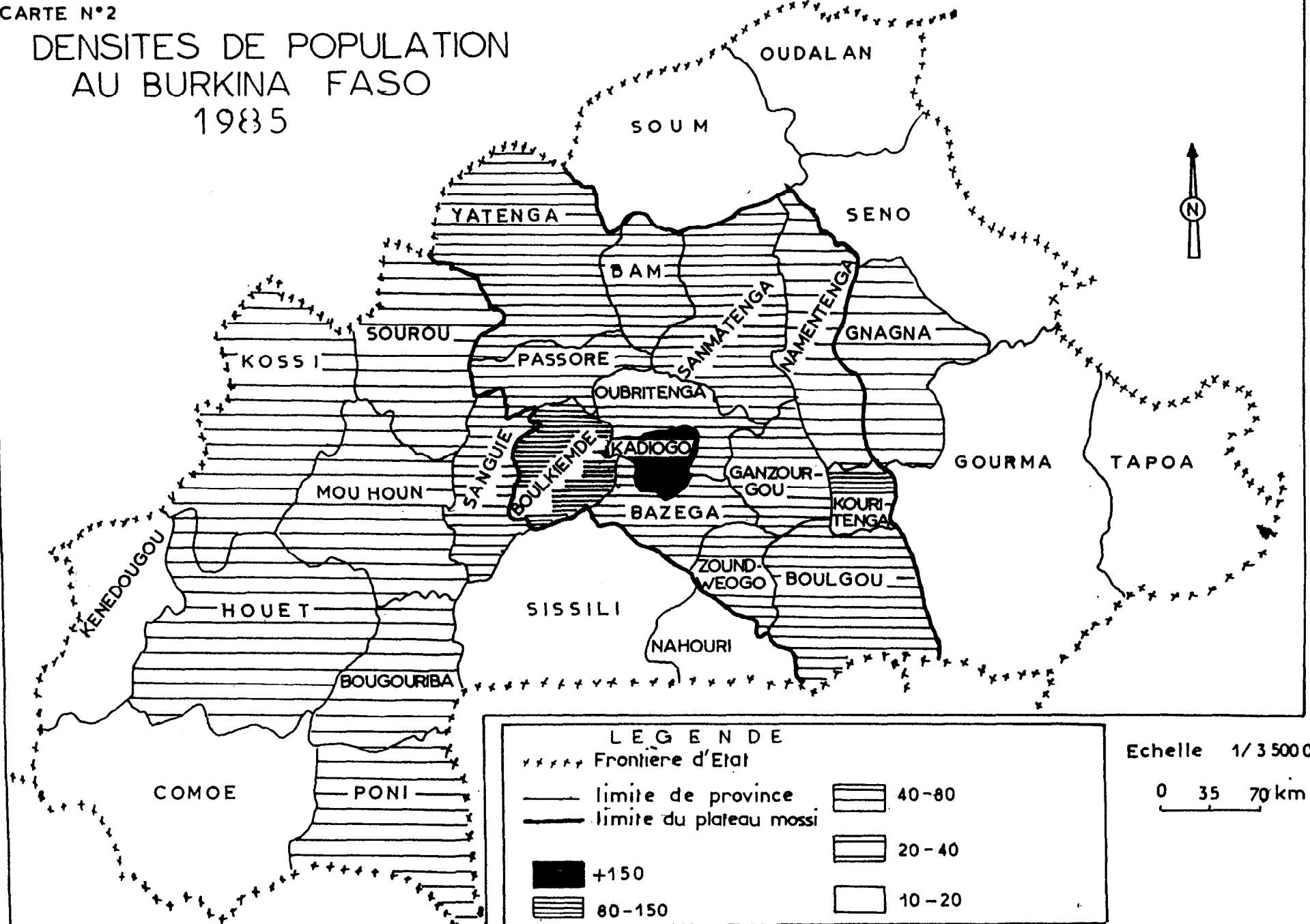
Fig.5: PYRAMIDE DES AGES DE NAKAMTENGA



SOURCE: Institut National de la Statistique et de la Démographie
Recensement Général de la Population 1985

CARTE N°2

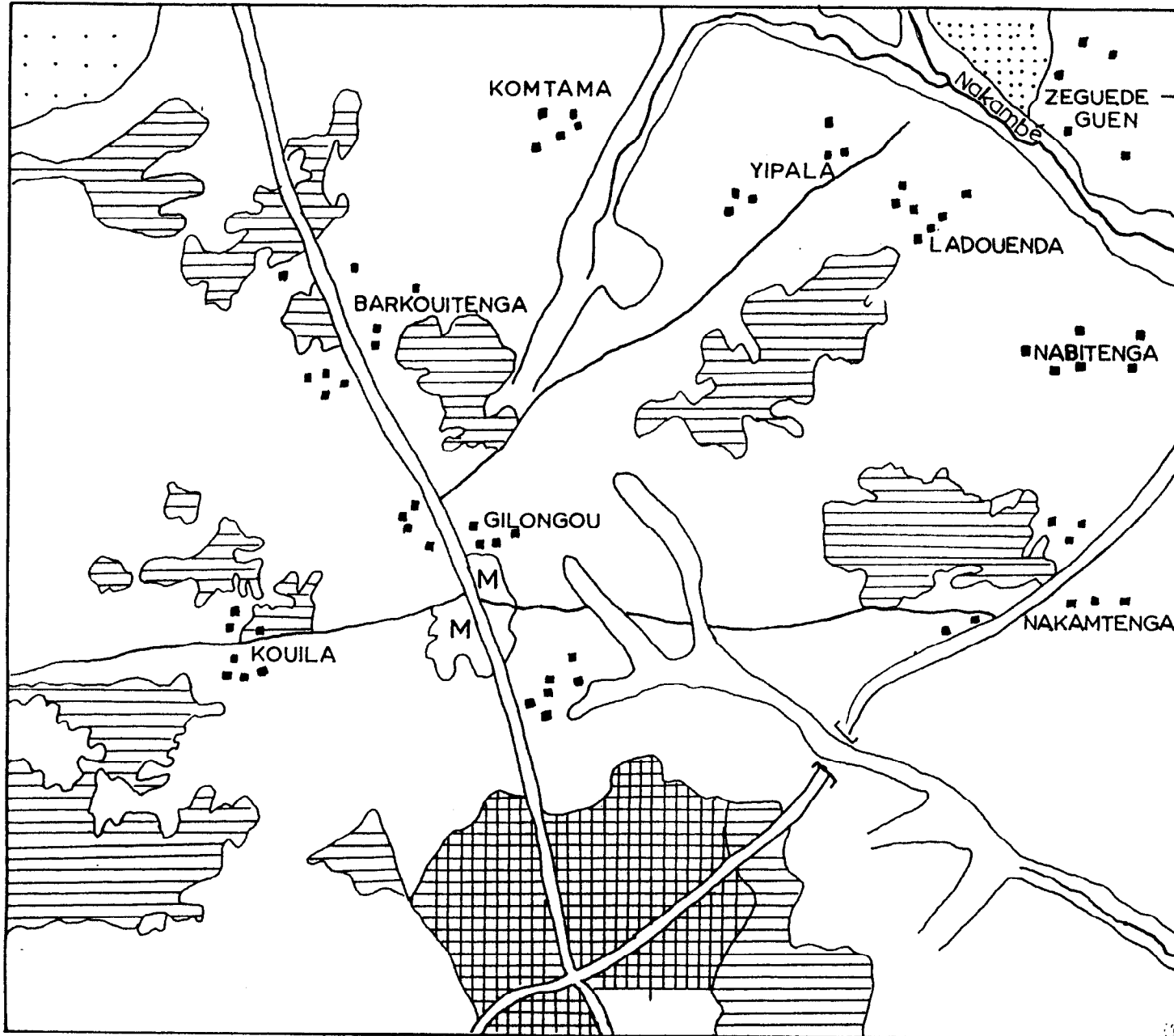
DENSITES DE POPULATION AU BURKINA FASO 1985














Source : Recensement général de la population résultats provisoires (INSD (1985) - 03/90

SANFO Mamadou

CARTE N°3: OCCUPATION DU SOL DANS LA REGION DE ZINIARE EN 1979



LEGENDE

-  jachère
-  cultures
-  chef lieu de province
-  végétation dense
-  végétation lâche
-  habitations
-  routes
-  pistes
-  port
-  marché
-  cours d'eau

ECHELLE 1/50000

0 1 2km

Une telle évolution du couvert végétal présente un danger au plan de la conservation des sols cultivés. Les tiges de mis, laissées dans les champs pour enrichir les sols en matières organiques sont désormais utilisées comme combustibles à la place des ligneux en voie de disparition. Les sols ainsi dénudés sont soumis à l'érosion pluviale et éolienne. L'eau de ruissellement transporte les particules les plus fines du sol des plateaux vers les bas-fonds, ce qui peut aboutir aux ablations qui apparaissent sur la carte N°4. L'action éolienne se résume à celle de l'Harmatan qui, tout en transportant aussi les particules fines du sol, le dessèche en profondeur. Il en résulte une baisse progressive de la fertilité agronomique des sols. C'est pour remédier à cette situation que l'on a essayé de protéger 1,5 et 2 ha de terres par des sites anti-érosifs à Nakamtenga et Guilongou. Aussi de nouvelles espèces végétales y ont été introduites par le reboisement entrepris dans le cadre de la lutte contre la désertification. Ce sont : les Eucalyptus et les Terminalia dont 3 ha ont été plantés par les villageois à Nakamtenga. Malheureusement la plupart des arbres sont morts par manque d'entretien.

Par ailleurs, dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des masses rurales d'une manière générale, des infrastructures socio-économiques ont été implantées dans les deux villages. D'autres sont en voie de viabilisation.

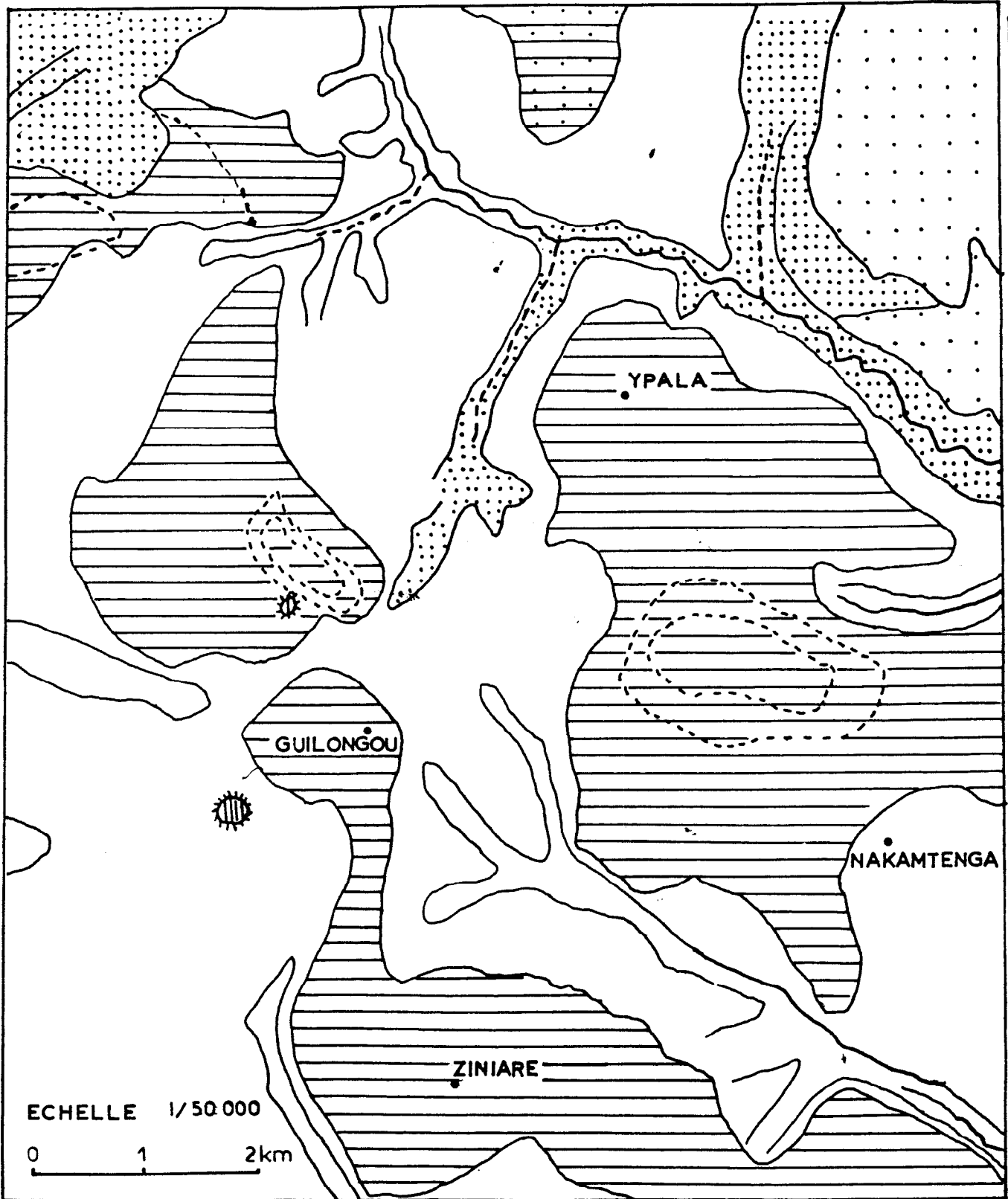
2.2 - LES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES

Elles jouent un rôle très important dans la dynamique du milieu rural. Certaines, notamment les routes et les marchés favorisent ou non les échanges commerciaux.









- Les voies de communication sont essentiellement routières. La plus importante reliant Ziniaré à Kaya (Province du Sanmentenga) longue de 65 Km, traverse Nakamtenga dès le kilomètre 5. Le bitumage en voie de réalisation stimulera les flux commerciaux favorables à la région de Ziniaré. Toutefois

./.

CARTE N°4 LE CADRE PHYSIQUE DE LA ZONE D'ETUDE



LEGENDE

- | | | | |
|--|---|--|---|
|  plateaux |  bas-fonds |  végétation dense |  végétation lâche |
|  colline |  cours d'eau |  vallées |  niveau d'ablation |

elle est plus carrossable par rapport à celle reliant Ziniaré à Zitenga et sur laquelle est sis le village de Guilongou à 3 Km du chef-lieu de la Province. La moins bonne des voies que nous avons rencontrées est celle qui relie Ziniaré à Sawana (17 km du chef-lieu de la Province). En période d'hivernage, surtout en août, les déplacements des populations vers la capitale provinciale sont quasiment impossibles sur certaines pistes à cause des inondations.

Le mauvais état des voies de communication limite les échanges commerciaux dont les plus importants se déroulent sur le marché de Ziniaré.

- Les marchés ruraux : tous ceux de la Province ont une périodicité de 3 jours.

Un marché exceptionnel, appelé le marché de 21 a lieu à Ziniaré. Sa périodicité est de 3 semaines à compter du marché tenu un dimanche. Il enregistre plus d'affluence que les autres jours.

Nakamtenga n'a pas de marché. Ses habitants se rendent à Ziniaré et Zitenga pour toutes transactions commerciales. Cela constitue un handicap au développement des activités lucratives. En revanche, Guilongou a un marché qui s'anime tous les 3 Jours. En dehors et pendant la saison sèche, on y trouve chaque jour une dizaine de vendeuses de dolo (bière de sorgho rouge), de galettes, poissons frits, tourteaux d'arachide, etc... Mais aussi des produits d'importation proposés par des tabliers ambulants ou fixes : savons, pièces de cycles, cigarettes. La bière industrielle est vendue dans deux bars.

- Les équipements socio-collectifs comprennent pour Guilongou :

- . un centre d'alphabétisation qui a servi à former 30 paysans dans le cadre de l'alphabétisation commando ;
- . une école primaire de 6 classes avec 482 élèves en 1988/1989
- . une pharmacie villageoise qui facilite l'approvisionnement de la population en médicaments.

POUR NAKAMTENGA

./.

- . Une boutique villageoise gérée par le groupement villageois facilite le ravitaillement des paysans en produits de première nécessité.
- . Un moulin à grains limite le temps de mouture en hivernage ; il allège les travaux des femmes à cette période.
- . Une SMI fréquentée par les femmes des villages environnants contribue à l'amélioration de l'état sanitaire des femmes et des enfants.
- . Un centre d'alphabétisation.

Ces infrastructures constituent les innovations importantes dans la vie des deux villages et au delà, celle de la société traditionnelle moaga en pleine transformation.

2.3 - LES MUTATIONS SOCIALES

Les villages de Guilongou et Nakamtenga connaissent des situations différentes. Nakamtenga est exclusivement occupée par des Nakomsé, se réclamant descendants du roi Oubri. A Guilongou: on trouve plutôt des Talsé (hommes libres mais non nobles) descendants des Nioniosé qui, contrairement aux premiers venus du Ghana, seraient les vrais autochtones des lieux. le Lycée Provincial de Ziniaré porte le nom de l'ancêtre des Niniosé : Basy.

La société moaga est inégalitaire : inégalité entre hommes-femmes et enfants. La famille dans les deux villages est composée en moyenne de 10 personnes. L'homme en est le chef et coordonne toutes les activités. La femme s'occupe autant que l'homme de l'éducation des enfants mais est tenue à l'écart des affaires du village. les enfants, les plus âgés sont souvent consultés par le chef de famille selon le cas.

En revanche les mossi sont solidaires. Cela se traduit dans les faits par une organisation du travail pendant la période de cultures. En effet, dans les deux villages des sociétés de cultures ont existé. Elles résultent de l'esprit de camaraderie, du bon voisinage. Les membres, au

./.

nombre de 25 à Guilongou et environ la dizaine à Nakamtenga se regroupent dans le champ d'un tiers et l'aident à accomplir différentes tâches agricoles (semis, sarclage, récolte, etc...), à titre de réciprocité ou moyennant une prise en charge. Ils exploitent aussi des champs collectifs. Les recettes sont utilisées pour les festivités de fin de campagne.

Aujourd'hui cette organisation sociale connaît des transformations. En effet, à partir de 1974, fut lancé le développement communautaire. Il s'agit de regrouper les paysans en une association pour faciliter l'encadrement technique et l'octroi du crédit. Ainsi, en 1978 et 1979 ont été créés respectivement les groupements villageois de Nakamtenga et de Guilongou, résultat d'une évolution des associations traditionnelles préexistantes. A partir du 04 août 1983, de nouvelles structures politico-administratives sont créées CR (ex CDR), UNAB, UNPB, UFB. Ces organisations sont des cadres de concertation et de discussion sans distinction de sexe : les femmes et les jeunes ont désormais leur mot à dire dans la direction des affaires du village.

La cohésion sociale est de plus en plus ébranlée par une tendance prononcée à l'individualisme, la recherche d'un profit personnel du gain monétaire. "De plus en plus, l'individu échappe au contrôle du groupe dans lequel il vit" (1). Dans les deux villages, cela se manifeste par :

- des contestations fréquentes de l'autorité par les autres membres de la famille à propos de l'utilisation des revenus résultant de la vente des produits du grenier commun. Elles amènent certains à quitter la concession ou à mettre l'accent sur les champs individuels au détriment du collectif.
- une tendance au contrôle individuel des terres de cultures.

Cette évolution des structures traditionnelles et de la mentalité paysanne a-t-elle changé les conditions matérielles d'existence des masses rurales ?

(1) Tallet Bernard (1985)

2.4 - LA PRODUCTION ET LA GESTION DES VIVRES

2.4.1 - Les activités productives principales

Elles portent sur l'agriculture, l'élevage, le commerce du dolo et l'artisanat.

- L'agriculture est l'activité économique principale. Elle occupe toute la population active des deux villages.

C'est une agriculture de type extensif . Les champs, de formes irrégulières se situent les uns à proximité des concessions et bénéficient d'une fumure organique en saison sèche ; les autres, plus ou moins éloignés sont appelés champs de brousse.

Aussi est-elle tributaire des conditions agroclimatiques (voir calendrier agricole). Les semis commencent vers fin mai, la récolte en octobre et prend fin en novembre après les dernières pluies. Entre ces deux opérations, le sarclage est la façon culturale la plus délicate ; il exige une main-d'oeuvre importante pour débarrasser les plantes des adventices. Par conséquent elle conditionne aussi la réussite de la campagne.

La production végétale porte sur :

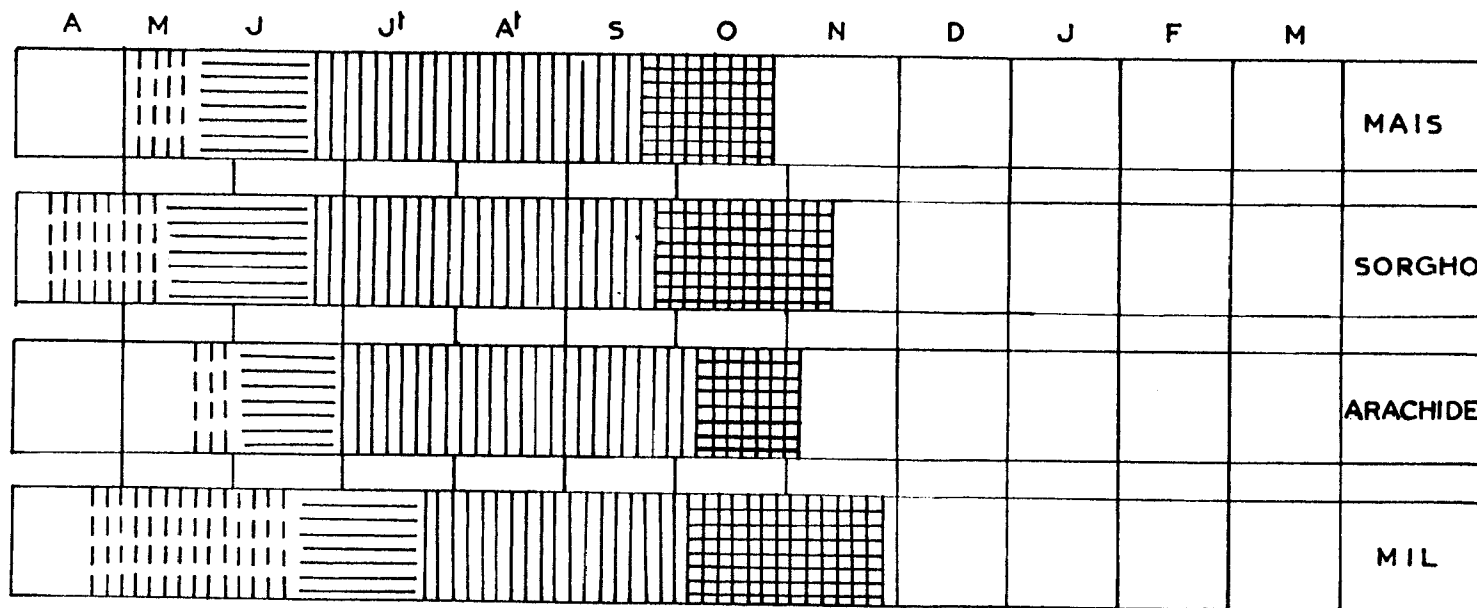
- des céréales : sorgho (rouge et blanc), mil, riz et maïs
- des légumineuses : sésame, niébé, voandzou, arachide et soja
- des tubercules : igname et patate.

Cependant les céréales constituent l'aliment de base des populations. En témoigne la production de la Province en 1988/1989 (1).

(1) CRPA du Centre (1989) : Rapport suivi de la campagne 1988/1989, Province d'Oubritenga

TABEAU N°4

CALENDRIER AGRICOLE DES PAYSANS DE GUILONGOU ET DE NAKAMTENGA



	Production(t)	%
Total céréales	65 734	91,75
niébé	654,5	0,91
voandzou	350	0,49
sésame	129	0,18
soja	0,25	0,00
arachide	4 676	6,53
igname	35	0,05
patate	64	0,09

Total productions végétales : 71 642,75 T

Les céréales ont une importance inégale en termes de volume. En voici la répartition en pourcentage pour les campagnes cumulées de 1986 à 1989 :

- sorgho	48,10
- petit mil	47,91
- maïs	3,55
- riz	0,44

Le sorgho et le mil viennent en première position (plus de 95 % de la production céréalière). Ce sont les céréales les plus appréciées ; elles s'adaptent aux conditions naturelles. Celles-ci ne se prêtent pas à la culture du riz. D'où sa faible production (0,44 %)

Le maïs plus exigeant en eau et difficile à moudre intervient peu dans l'alimentation des Mossi (3,55 % de la production). Les légumineuses viennent en complément aux céréales. Mais elles sont plus destinées à la vente qu'à l'autoconsommation. Parmi elles, l'arachide apparaît comme la principale culture de rapport dans les deux villages.

En effet, il s'agit essentiellement d'une agriculture de subsistance. Mais elle a de plus en plus du mal à couvrir les besoins de la population.

Tableau N° 5 : Bilan céréalier dans la Province d'Oubritenga : 1984/1989
(données en tonnes)

CAMPAGNES	PRODUCTION NETTE (1)	BESOINS	BALANCE	TAUX DE COUVERTURES DES BESOINS (%)
1984/85	31 389	48 203	- 16 814	65,12
1985/86	60 530	49 976	+ 10 554	121,12
1986/87	60 843	58 872	+ 1 971	103,35
1987/88	43 853	59 695	- 15 842	73,46
1988/89	55 874	60 557	- 4 683	92,27

Sources : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (1988)
Bulletin de campagnes agricoles 1984/88 et CRPA Centre (1989)
Rapport suivi de campagne 1988/89

La production est fluctuante et les déficits sont plus prononcés que les excédents. Par ailleurs, les données globales de la Province cachent des disparités au niveau local. En effet, nos enquêtes ont été menées en janvier 1989 sur 56 familles (60,40 %) à Nakamtenga et 90,(75 %) de celles de Guilo ngou. ELles ont révélé les faits suivants concernant la production céréalière de la campagne 1986/87 au niveau des familles.

Tableau N° 6 : Taux et durée de couverture des besoins familiaux en céréales à Nakamtenga et Guiloungou, campagne 1986/87 (2)

DUREE LOCALITES	5 MOIS	7 MOIS	12 MOIS ET PLUS
Guiloungou	17,78 %	46,67 %	35,55 %
Nakamtenga	7,14 %	51,79 %	41,07 %

Source : Enquête de terrain 1989

(1) Production nette = production*(1 - 15 %)
15 % : pertes et besoins en semences.

(2) Les récoltes de cette campagne sont consommées en 1988. L'enquête a donc porté sur la consommation familiale en 1988.

En effet, la production céréalière de 1986/87 a totalement couvert les besoins de 35,55 % et 41,07 % des familles respectivement à Guilongou et Nakamtenga et partiellement ceux de plus de 50 % des familles dans les deux villages.

Pour remédier à la précarité de la production les Centres Régionaux de Promotion Agro-Pastorale (CRPA) contribuent à l'amélioration des techniques de production dont la culture attelée avec semis en ligne, utilisation d'engrais minéral, compostage. Les villages de Guilongou et Nakamtenga ont reçu entre 1982 et 1984 pour le premier 33 charrettes, 12 houes manga et 10 charrues et le second 39 charrettes, 52 houes manga et 7 charrues.

Toutefois la principale cause de l'altération de la situation alimentaire selon les paysans est la nature. "Ils ne pleut plus suffisamment. Nos terres sont épuisées", se lamentent-ils.

- L'élevage : l'activité pastorale est de type traditionnel. Les animaux sont gardés dans des enclos en hivernage. Pendant la saison sèche, ils divaguent et se nourrissent des tiges de mil. Le recensement du cheptel dans les deux villages a donné les résultats suivants :

Tableau N° 7 : Composition du cheptel par espèce à Guilongou et Nakamtenga en 1989

ESPECES	BOVINS	CAPRINS	ASINS	PORCINS	OVINS	TOTAL
VILLAGES						
Guilongou	88	908	233	418	1 254	2 901
Nakamtenga	33	681	68	69	1 160	2 011

Source : Enquête de terrain (1989)

Les plus nombreux sont les caprins et les ovins qui représentent respectivement 31,87 % et 43,23 % du cheptel de Guilongou et 33,87 % et 57,68 % de celui de Nakamtenga. Les bovins, asins et porcins sont peu nombreux ; soit dans l'ordre de citation 3,03 %, 8,03 % et 14,41 % des bêtes dans le premier village et 1,64 %, 3,38 % et 3,43 % dans le second.

./.

L'intérêt accordé aux petites bêtes s'explique par le fait qu'elles sont plus faciles à élever, à vendre et ne gênent pas l'activité agricole. Toutefois, les produits de l'élevage présentent des avantages socio-économiques non négligeables. Les animaux sont utilisés pour le transport (asins), la culture attelée (asins et bovins) ; on s'en sert pour l'accomplissement des rites coutumiers. Aussi constituent-ils des sources de revenus appréciables pour les achats de céréales.

- La vente de dolo : la commercialisation de la bière de mil/sorgho à Guilongu ne passe pas inaperçue. Elle mobilisait au moment de l'enquête une quarantaine (42) de femmes de 25 à 45 ans. Un tiers (13) d'entre elles exercent leur activité de façon permanente, c'est-à-dire en toute saison ; les autres ne s'y adonnent que occasionnellement. Le dolo est conservé dans des fûts de 60 l. Une seule préparation exige au moins 2,5 tines, soit 40 kg de sorgho rouge. La quantité produite tient compte cependant des possibilités de vente. Par exemple la mévente est fréquente pendant la saison des pluies.

Tableau N° 8 : Evolution de la production de la bière à Guilongou selon les saisons pour l'année 1988

Période	Saison humide Juin-Oct. (5 mois)	Saison sèche		TOTAL
		Période de fraîche. Nov-Fév. (4 mois)	Période chaude Mars-Mai (3 mois)	
Production				
Nombre de fûts vendus par les 13 dolotières et par mois.	52	99	283	
Nombre de fûts vendus par les 13 dolotières et par saison.	260	396	849	1 505
Nombre de fûts vendus par les 13 les marchés de 21.	41 x 17			697
Production totale des 13 vendeuses et des autres.				2 451

Source : Enquête de terrain - 1989.

En saison humide, l'intensité des travaux champêtres limite la fréquentation des cabarets. Seules les vendeuses habituelles fabriquent le dolo, mais en faible quantité (260 fûts). En période fraîche, les prix des céréales sont bas ; les brasseuses occasionnelles ont la possibilité d'acheter la matière première ; les professionnelles réduisent leur volume (396 fûts). Par contre en période chaude, la montée des prix du mil/sorgho contraint celles-là à se retirer de la vente. La chaleur est favorable à la consommation de la bière locale. Celles-ci augmentent leur production (849 fûts).

Au total les dolotières de Guilongou ont vendu 2 451 fûts de bière locale en 1988, ce qui représente : $40 \text{ kg} \times 2\,451 = 98,040$ tonnes de céréales. La préparation du dolo demande donc beaucoup de céréales. Mais la vente engendre des revenus non négligeables. La recette moyenne par fût étant estimée à 7 500 F CFA, la commercialisation de 2 451 rapporte 18 382 500 F CFA soit en moyenne 437 680 F CFA par femme.

Les femmes participent aux dépenses de la famille avec les revenus tirés de la vente du dolo. Elles achètent notamment les condiments indispensables à la préparation des repas quotidiens. Elles supportent donc des dépenses importantes.

Par contre à Nakamtenga, la brasserie traditionnelle est peu développée. Elle occupait au moment de l'enquête, seulement 5 femmes en période fraîche. L'absence de marché, les travaux champêtres en hivernage, et la pénurie d'eau en période chaude en sont les facteurs limitatifs.

- L'artisanat : l'activité artisanale porte essentiellement sur la poterie et la vannerie. La première occupe pendant la saison sèche environ 1 homme sur 4 à Guilongou et 1 sur 2 à Nakamtenga. Les produits, notamment les canaris vendus sur le marché de Ziniaré procurent en moyenne 25 000 F CFA par an et par exploitant. La seconde fournit des nattes et des fermetures de maisons, fabriquées avec des tiges de mil. Ces produits ne sont pas commercialisés.

./.

2.4.2 - La gestion traditionnelle des céréales chez les Mossi

Dans les deux villages, les céréales sont conservées selon des méthodes traditionnelles séculaires ; les produits utilisés sont ceux de la nature. Les formes d'utilisation sont fonction du niveau de la production et des besoins monétaires. le marché de Ziniaré où s'effectue l'essentiel des échanges commerciaux basés de nos jours sur la monnaie, se caractérise par une diversité d'acteurs et d'unités de mesure et des variations de prix.

2.4.2.1 - De l'utilisation de la production familiale

Les céréales sont récoltées après les dernières pluies et séchées au village sur une estrade depuis que les vols de récoltes au champ se multiplient. Ensuite elles sont stockées dans des greniers en banco (terre pétrie avec des tiges de mil). Cependant la majorité des greniers sont entièrement en pailles. On utilise aussi des canaris pour conserver surtout les légumineuses.

Les céréales sont entreposées en grains ou en épis. Les entrepôts en banco sont munis d'ouvertures orientées selon la direction du vent pour permettre une bonne aération, condition indispensable à la réussite de la conservation ; aussi le dessus est souvent recouvert de pailles. Ceux en pailles ne nécessitent pas une orientation particulière étant assurée par les percières. Pour lutter contre l'humidité, les silos sont légèrement élevés au dessus du sol. Entreposées sous forme de grains, les céréales sont mélangées à la cendre de bois pour lutter contre les infestations (moisissures, charaçons).

Cette technique de conservation selon les paysans est très efficace. Un bon grenier peut contenir 10 sacs de céréales avec un taux de perte de l'ordre de 1/10ème après une durée de 5 ans. La céréale la plus difficile à conserver est le sorgho rouge ; elle s'infeste après 2 ans. Alors que le sorgho blanc et le petit mil sont encore bons à consommer même après 4 ans.

./.

La gestion du grenier incombe au plus âgé de la concession qui peut déléguer cette responsabilité à son cadet. Elle est fonction de la situation agricole du village.

- En période normale (1), la consommation moyenne journalière pour une famille de 10 personnes est de 5,46 kg (2,5 plats : instrument de mesure utilisé sur les marchés et dont les familles se servent pour mesurer leur consommation). Chaque matin la femme reçoit du mari la quantité de céréales nécessaire. Mais elle a aussi la possibilité de se servir directement. L'accès du grenier ne lui est pas interdit comme chez les Yasi du Yatenga. Toutefois, la ration alimentaire est fixée en fonction de la situation du moment. Lorsque les greniers sont vides et que les céréales sont disponibles sur les marchés de Zitenga et Ziniaré, le chef de famille achète en fonction de ses moyens du moment.

- En période de crise généralisée comme ce fut le cas en 1968 et 1972/73, non seulement les entrepôts sont vides mais les céréales disparaissent également des marchés habituels de ravitaillement. Pour s'approvisionner il faut sortir de la Province. Les populations des deux villages ont eu recours dans de telles circonstances aux Provinces du Kadiogo, de la Sissili, du Mou-houn, en élargissant de plus en plus le rayon de collecte. Les déplacements s'effectuent en véhicules automobiles, vélos ou à dos d'ânes dans des délais variables selon le moyen utilisé. Chaque famille envoie ses éléments valides. La ration alimentaire habituelle est réduite de moitié. Les cultures de rapport, arachide et niébé viennent en compensation.

- En revanche quand la récolte est bonne, les cérémonies mises en veilleuse pendant la crise alimentaire deviennent grandes consommatrices de céréales : dolo et nourritures sont préparés en quantités importantes pour le faste des funérailles. L'on améliore la ration alimentaire parfois au delà du nécessaire.

(1) Période normale selon les paysans des 2 villages : déficit moins prononcé n'entraînant pas l'absence de céréales sur le marché de Ziniaré en hivernage

2.4.2.2 - Le marché traditionnel des céréales

Le commerce traditionnel des produits agricoles a connu une évolution sur le plateau mossi. Les échanges commerciaux traditionnels actuels qui utilisent la monnaie (dans la majorité des cas) résultent de l'évolution du système basé autrefois essentiellement sur le troc.

- le troc : il consiste à échanger un produit contre un autre. Les populations de Guilongou et de Nakamtenga se rendaient à Gambaga (actuel Ghana) avec des tissus en coton qu'elles échangeaient contre la cola. Ce produit permettait d'obtenir du mil et du sel à Mopti (Mali). Ces déplacements sur de longues distances étaient effectués par des colporteurs. Dans un tel système, la valeur marchande du produit était déterminée par son utilité dans les différentes régions géographiques.

Le développement des échanges entraîne par la suite l'introduction des cauris comme valeur fiduciaire. le cauris a été adopté par toutes les sociétés rurales en Afrique Occidentale. Il sera supplanté par le F CFA dont l'introduction et la diffusion sont étroitement liées au développement des cultures de rente.

Les cauris ne servent pratiquement plus que pour certaines cérémonies rituelles. Par contre, le troc subsiste et revient en surface pendant les périodes de crises (1).

Toutefois les échanges commerciaux traditionnels de nos jours sont influencés par plusieurs facteurs.

- le système traditionnel actuel de commercialisation des céréales : la multiplicité des agents économiques, la diversité des unités de mesure et la variation des prix sont les caractéristiques principales des échanges traditionnels de céréales.

(1) DRABO Issa (1989)

En effet les premiers éléments de la chaîne des agents sont des agriculteurs qui vendent leurs produits pour diverses raisons. Ceux qui animent le marché de Ziniaré viennent de Loumbila, Zitenga, Sawana, Laongo, Barkouitenga, Kouila, Guilongou, Nakamtenga. Leurs moyens de déplacement sont les vélos, mobylettes. Les femmes qui constituent la majorité se déplacent à pieds sur un rayon de 5 à 10 km. Les quantités apportées prises individuellement n'excèdent pas 50 kg. Pour les écouler plus facilement, elles sont fractionnées en fonction du pouvoir d'achat de celui qui se présente. Il ressort de nos enquêtes à Guilongou que 5 % des chefs de familles ayant acheté des céréales au cours de l'hivernage 1987/88 en avaient vendues en novembre pour préparer la fête de Noël ou acheter des fournitures scolaires à leurs enfants. Autrement dit, ce qui est vendu n'est pas nécessairement un surplus de la production. La décision de vendre dépend plus des impératifs du moment que de la situation de la campagne agricole. Toutefois la vente est plus importante à la récolte que pendant le reste de l'année. Elle a lieu surtout avec des commerçants.

En effet la Province d'Oubritenga ne compte pas de grands céréaliers disposant de structures de stockage à l'instar de celles du Yatenga, Pasoré et Kadiogo. La répartition spatiale des céréales est assurée par des collecteurs dont l'activité commerciale est une forme de diversification des activités, une stratégie pour résoudre quelques problèmes. Ils sillonnent les marchés de la Province à motos ou à vélos, collectent et conditionnent les céréales en sac de 100 kg. Certains opèrent pour le compte de grossistes résidant à Ouagadougou et perçoivent une commission de 150 à 100 F CFA par sac de 100 kg collecté. Les autres travaillent pour eux-mêmes. Leur connaissance du terrain leur permet d'agir avec efficacité en exploitant les disparités et les opportunités offertes. Ainsi dans la première quinzaine de janvier 1989, des céréales collectées à Sawana ont été revendues à Ziniaré. La différence de prix était de 150 F CFA par tine entre les deux marchés. Ils interceptent parfois le producteur avant qu'il n'arrive sur le marché, toujours dans le but d'acheter moins cher. Les villages situés sur les axes

routiers utilisent le même procédé. En moyenne les céréales sont livrées avec une différence de 50 F CFA par tine par rapport au prix du marché. Ils achètent de préférence entre novembre et décembre, période de fêtes coutumières, c'est-à-dire de grandes ventes et surtout de bas prix. Cependant, s'il n'y a pas de disparités zonales, vers début février selon eux, ils se retirent du marché. Leurs principaux clients sont les autres agriculteurs n'ayant pas eu une bonne récolte.

Certains d'entre ceux-ci débutent leurs achats aussitôt après la récolte, en janvier. Ils le font au comptant ou à crédit avec ou sans intérêt selon les cas, à l'appréciation du vendeur. Mais de nombreux impayés volontaires ou involontaires ont créé un climat de méfiance et réduit les prêts même entre proches parents.

Tout ce mécanisme commercial s'effectue avec des unités de mesure non officielles. Celles couramment rencontrées sont : la tine, le plat, la tasse en plastique, la louche. Les deux premières sont utilisées par les collecteurs, les vendeuses se servent des deux dernières.

Aussi les prix ne sont pas officiels. Ceux du marché de Ziniaré sont fournis par des mercuriales établis par le CRPA du Centre. Les relevés ne sont pas régulièrement faits. Seules les données mensuelles de la récolte et de l'hivernage des campagnes de 1981/82 à 1988 y figurent.

Les prix des céréales subissent des variations inter et intra-annuelles. Compte-tenu de la raison sus-mentionnée, nous analyserons les fluctuations saisonnières à partir du graphique N° 6.

En effet, les prix sont bas à la récolte (octobre, novembre). Plusieurs paysans présentent le même produit, l'offre étant supérieure à la demande. A l'approche de l'hivernage, les quantités de céréales apportées par les producteurs-vendeurs diminuent. Le rapport de force entre l'offre et la demande s'inverse. Il en résulte une montée des prix qui atteindront leur maximum en juillet-août avant de chuter avec l'arrivée des récoltes nouvelles.

Les variations sont donc importantes entre les deux extrêmes, récolte et soudure.

Fig.6: PRIX MENSUELS DES CEREALES A ZINIARE EN 1988

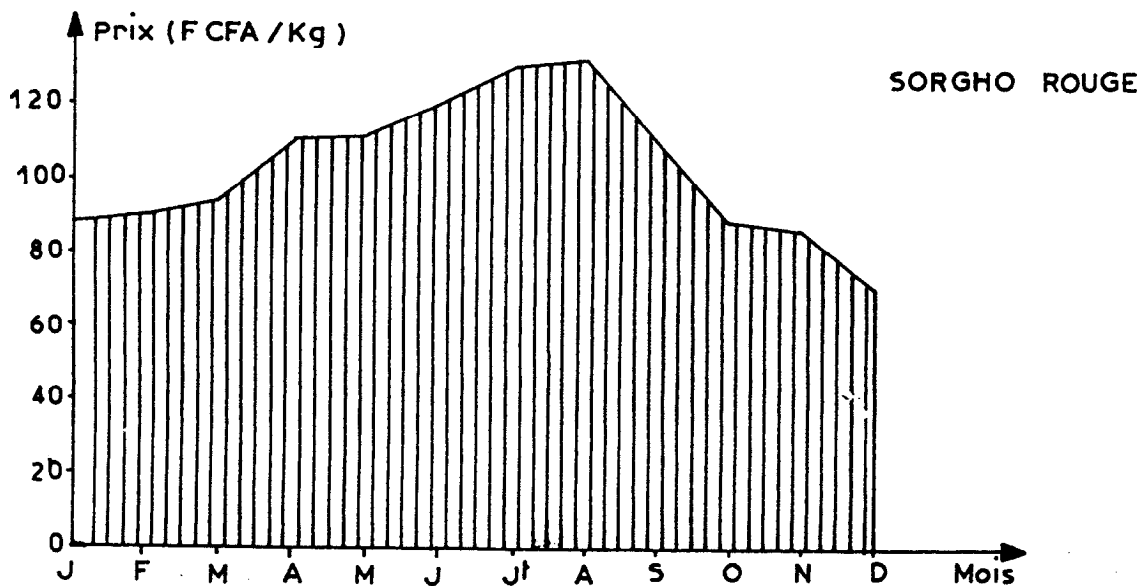
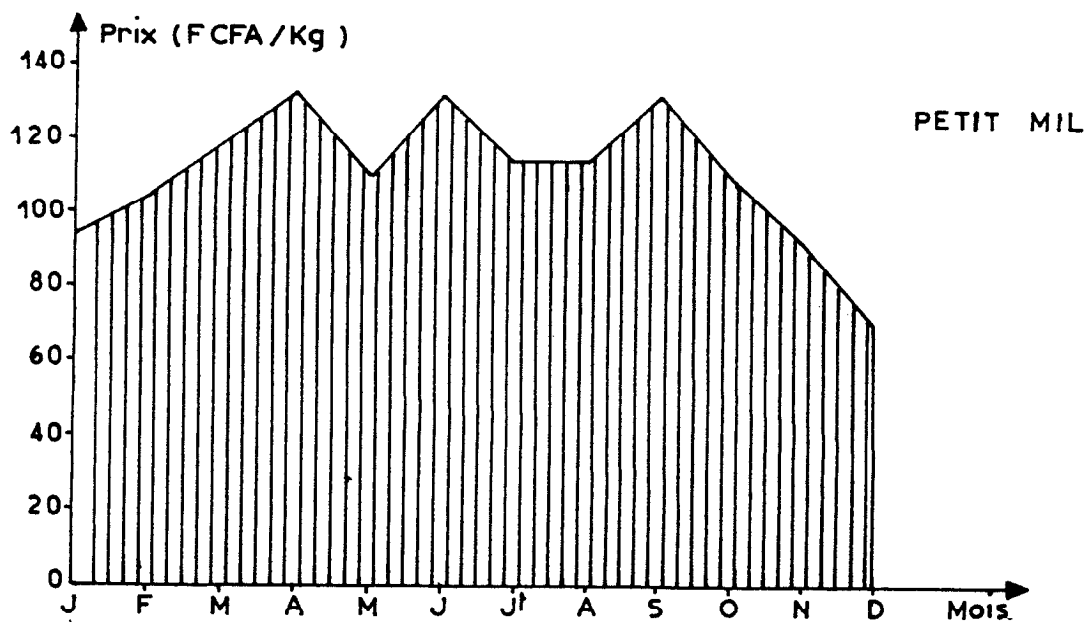
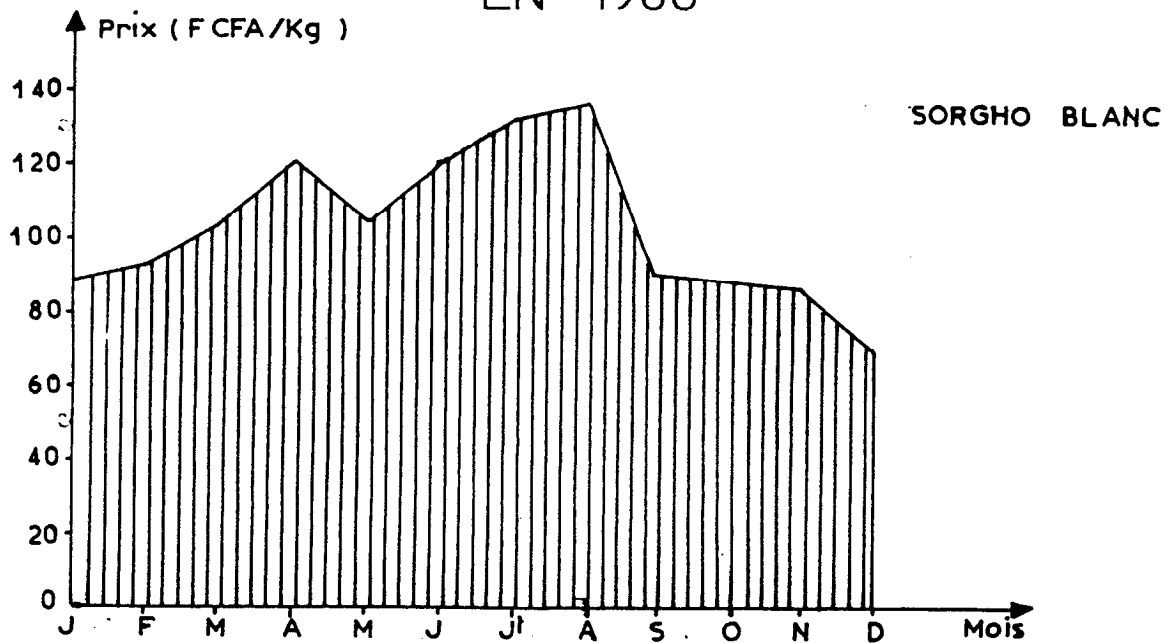


TABLEAU N° 9

- 40 -

Variation des prix du sorgho / mil entre la
récolte (Novembre) et la soudure (Août) sur le
marché de Ziniaré de 1981/1982 - 1988.

NATURE DU PRODUIT	CAMPAGNES	PRIX A LA RECOLTE F.CFA/KG	PRIX A LA SOUDURE F.CFA/KG	BALANCE %
Sorgho blanc	1981/1982	77	72	- 6,5
	1982/1983	64	110	71,87
	83/84	100	164	64
	84/85	82	142	73,17
	85/86	78	121	55,12
	86/87	61	84	37,70
	87/88	69	132	91,30
Petit mil	1981/1982	75	75	0
	1982/83	69	116	68,12
	1983/84	106	164	57,69
	1984/85	91	142	56,04
	1985/86	80	123	53,75
	1986/87	69	86	24,64
	1987/88	68	131	92,64
Sorgho rouge	1981/1982	72	60	- 16,67
	1982/83	60	104	73,33
	1983/84	106	160	50,94
	1984/85	86	138	60,47
	1985/86	72	121	68,06
	1986/87	61	84	37,70
	1987/88	66	128	93,94

SOURCE : C R P A du Centre mercuriales du marché de Ziniaré.

Du tableau, il ressort que le petit mil est la céréale la plus chère malgré son importance dans la production. La principale raison est qu'elle est la mieux appréciée et par conséquent la plus demandée.

En outre, entre la récolte et la soudure, les prix des céréales augmentent de plus de 50 %. La différence fut une seule fois nulle (1981/1982 ; petit mil) et négative (1981/1982 : sorgho blanc: - 6,5 % ; sorgho rouge: - 16,67 %). La récolte de 1981 fut bonne au niveau de la province (1) ; à la soudure de 1982, les paysans disposaient encore de vivres de la précédente récolte. La demande fut faible. Les prix ont évolué en sens inverse.

Cette première partie a mis l'accent sur les ressources naturelles et les activités humaines dans les deux villages. En effet, les conditions naturelles ne sont guère favorables. Elles le sont d'autant moins face à une pression démographique qui impose l'occupation et l'exploitation intégrales des sols. La suppression des jachères entraîne une chute des rendements, une diminution progressive de la fertilité des sols. La production familiale suffit de moins en moins. Il faut donc multiplier les initiatives pour survivre dans un environnement de plus en plus difficile. La gestion des revenus fait partie de la stratégie des paysans. Mais elle est confrontée à la hausse importante des prix des denrées de première nécessité entre la récolte et la soudure, période où de nombreux paysans, ayant leurs greniers vides doivent faire face aux activités agricoles les plus délicates et qui exclut les consommateurs à faibles revenus.

Tous ces facteurs dont dépendent les conditions de vie des paysans, expliquent et justifient la mise en oeuvre de nouvelles formules comme la banque de céréales dans les villages.

(1) - Sur l'ensemble du CRPA du Centre, le déficit a chuté de 82 100 t (1979/80) à 49 500 t (1980/81).

(Source : Situation de la campagne 1984-1988. Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage).

DEUXIEME PARTIE : LES BANQUES DE CEREALES : PERCEPTION DE LA
CRISE DES SYSTEMES TRADITIONNELS ET SOLUTIONS ENVISAGEES

Dans une étude intitulée "Evaluation des banques de céréales FOVODES", Dolidon (1) définit les banques de céréales (Bc) comme "une organisation villageoise de stockage et de commercialisation des céréales autogérées par les villageois regroupés au sein d'un comité de gestion".

Au séminaire sous-régional ACOPAM (2) tenu au FEER (Fonds de l'Eau et de l'Equipement Rural) du 26 au 30 Avril 1989, la banque de céréales a été définie comme étant "une unité socio-économique d'une structure associative paysanne (groupement villageois, coopératives) qui vise l'autonomie alimentaire et financière grâce à la commercialisation des céréales".

La deuxième définition explicite le rôle à long terme d'une banque de céréales : l'autonomie du village. Selon les deux, les activités relèvent du stockage et de la commercialisation.

En effet, la banque de céréales est composée d'une structure de gestion, un bâtiment et un fonds de roulement initial.

(1) - Dolidon : 1980

(2) - Auquel nous avons participé.

CHAPITRE III. - CARACTERISTIQUES GENERALES DES BANQUES DE
CEREALES AU BURKINA

3.1. - Les buts poursuivis

Ils sont multiples, les promoteurs les regroupent en deux catégories principales :

3.1.1. - Les objectifs principaux

Ils diffèrent (à quelques exceptions près) selon la zone agro-climatique.

- Dans les zones déficitaires, l'objectif premier des banques de céréales est la sécurité alimentaire. Il est assuré par la disponibilité d'un stock céréalier en permanence au sein du village, mettant les paysans à l'abri d'éventuelles famines et évitant la distribution d'aides alimentaires souvent inadaptées aux habitudes de consommation des populations rurales. En outre, il épargne aux paysans les longs déplacements qui réduisent la main d'oeuvre agricole à la soudure et portent préjudice à la campagne. Aussi, les prix de vente et taux d'intérêt plus avantageux que ceux des commerçants facilitent l'accès des paysans démunis aux céréales et contraignent les taux usuriers.

- Dans les zones excédentaires et/ou intermédiaires : ce sont des localités à productions agricoles suffisantes, mais avec parfois de légers déficits. En plus de l'objectif de sécurité alimentaire, les banques visent l'accroissement des capacités locales de commercialisation. Pour justifier l'implantation de banques de céréales dans de telles zones, un responsable d'ONG raconte : "Les paysans de zones excédentaires connaissent parfois des flambées de prix à la soudure et ont des problèmes d'écoulement à la récolte. C'est la raison pour laquelle nous avons implanté une banque dans la Sissili". Elles y ont pour rôle de briser à la récolte, le monopsonne des commerçants, défavorable à un prix rémunérateur de l'effort de production.

Aussi, la collaboration entre banques des deux zones facilite la circulation des céréales à l'intérieur du pays. Toutefois, quelle que soit la zone agro-climatique, elles visent à long ou moyen terme d'autres objectifs.

3.1.2. - Les objectifs secondaires

- Disposer des céréales en période de crise au sein du village, mais en dehors des commerçants entre dans la préoccupation majeure des paysans. Cette fonction, remplie par les banques de céréales les inciterait à conserver cet acquis. Ils uniraient leur force pour le bon fonctionnement de l'unité, d'autant plus que celle-ci est collective. Cela renforcerait la solidarité, la cohésion des membres et par conséquent faciliterait l'évolution des groupements villageois vers des formes d'organisation plus avancées : les coopératives.

- Par ailleurs, les bénéfices tirés des activités commerciales serviraient à financer dans des villages des réalisations socio-économiques dont les moulins, pharmacies, boutiques et des centres qui, à n'en pas douter, contribuent à l'amélioration des conditions de vie des ruraux.

A la lumière de ce qui précède, nous admettons que les banques de céréales apparaissent comme un instrument d'autopromotion qui accorde la priorité aux problèmes alimentaires à court terme. D'où leur implantation sur toute l'étendue du territoire sans distinction fondamentale entre les zones géographiques.

3.2. - La géographie de l'implantation des banques de céréales

Le nombre de banques implantées de nos jours est difficile à déterminer en raison de l'absence d'une structure de coordination. Guy Ledoux en a fait l'inventaire en 1986. Leur nombre a été chiffré à 1177. Nous nous servons des résultats de cette étude. Cependant, il importe de donner des indications sur l'utilisation des statistiques. Il existe des discordances entre les données détaillées en annexes et les chiffres globaux des travaux du texte. En annexes, le total des banques implantées par année, CRPA et par promoteur est de 1141 dont 94 dans le CRPA du Centre Est et 208 dans la Boucle du Mouhoun. Or, des autres tableaux intégrés dans le texte, la somme des banques créées est de 1177 dont 92 dans le premier CRPA cité et 246 dans le second.

En outre, selon l'étude, la première unité a été installée en 1973 à Bourzanga (CRPA du Centre Nord) par la FONADES. Par contre, de nos enquêtes, il ressort que cet organisme a implanté ses premières structures

de commercialisation dont celle du village sus-cité en 1974. (Voir annexe n° 2, liste des banques de céréales de la FONADES).

C'est avec toutes ces réserves que nous exploitons les données de cette étude. Ainsi, nous nous servons d'une part des données détaillées en annexes pour analyser l'implantation des banques de céréales par année et d'autre part des tableaux pour la concentration par CRPA et par promoteur. Aussi, les données seront-elles actualisées autant que faire se peut.

Du tableau ^{n°10} il ressort que 1141 banques ont été créées de 1976 à 1985. A celles ci il faut en ajouter 38 (246-208, Boucle du Mohoun) et retrancher 2, (94-92 dans le CRPA du Centre Est). Ce qui donne $1141 \text{ BC} + 38 \text{ BC} - 2 \text{ BC} = 1177 \text{ BC}$ (1).

Deux phases marquent le rythme de progression des banques de céréales au BURKINA FASO.

. De 1974 à 1979 : le nombre moyen implanté par an est de 20. L'année 1975, ayant été excédentaire (+ 124500 tonnes de céréales) n'a pas favorisé l'implantation de nouvelles banques en 1976. Celles-ci naissent avec des périodes de crises alimentaires.

. Dans les années 1980, (1980-1985) : le rythme atteint 170 banques par an avec le record jamais égalé de 377 unités en 1985. Cette progression soutenue est due d'une part aux sécheresses de 1983 (- 340300 tonnes) et 1984 (-393100 tonnes) qui ont enregistré respectivement 212 et 176 magasins, au lancement du Programme Populaire de Développement (PPD, 1985-1987) dont l'objectif a été d'implanter 500 banques dans les villages. D'autre part à l'intervention des projets nationaux.

En effet, jusqu'en 1979, seules les ONG implantaient des banques de céréales. On en dénombre plus d'une quinzaine ayant à leur actif 593 magasins (50,38 % du total national). Certaines ont cessé de financer les banques de céréales parce qu'elles n'entrent pas dans le cadre de leurs activités. Ce sont des opérations ponctuelles menées face à une situation de crise : AFRICARE, Sahel Solidarité, Conseil Oeucumenique des Eglises (COE). En revanche, d'autres tentent l'expérience : l'ADRA, qui ^a financé à titre expérimental une banque en 1988 dans le Bazèga et L V I A (2)

(1) - BC : Banques de Céréales

(2) - Association Internationale de Laïques Volontaires.

TABLEAU N° 10

REPARTITION DES BANQUES DE CEREALES PAR CRPA DE 1975 A 1985

(bilan céréalier en 1.000 T)

ANNEES CRPA	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	BC DANS LE CRPA	MOYENNE Bilan cér.
CENTRE	5	-	2	5	4	6	5	2	4	2	43	78	- 65,7
CENTRE EST	2	-	1		4	1	1	9	9	17	50	94	- 22,2
CENTRE N.	1	-	5	17	21	34	38	33	39	45	73	306	- 28,2
BOUCLE DU BOUHOUN	1	-	-	-	-	2	20	10	80	52	43	208	+ 35,6
CENTRE O.	-	-	2	9	9	6	5	5	9	16	35	96	- 44
EST	1	-	-	-	-	19	18	-	19	14	11	82	- 12,9
HAUTS PASSINS	-	-	-	-	9	15	23	7	16	-	8	78	+ 32,1
YATENGA	-	-	-	-	5	6	7	6	30	20	63	137	- 44,9
SAHEL	-	-	-	-	10	10	7	8	6	10	11	62	- 39,9
BOUGOURIBA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 1,9
BC TOTAL	10	-	10	31	62	99	124	80	212	176	337	1141	
BILAN CEREALIER DE L'ANNEE	+ 124,5	- 137,9	- 51,1	- 67,9	- 105,2	- 275,6	- 103,9	- 243,6	- 340,3	- 393,1	- 446,7	Moyenne nationale de la decennie - 185,53	

dont l'intérêt dans ce domaine est récent.

Parmi les ONG, cinq occupent une place de choix par le nombre de leurs réalisations.

- 1) - Plan de Parrainage International (PPI) : 114 BC, soit 19,22 % des réalisations des ONG ;
- 2) - Savoir Se Servir de la Saison Sèche au Sahel (6 "S") : Elle a son siège à Ouahigouya et avait à son actif 104 des 593 BC financées par les ONG. C'est le pourvoyeur des Groupements Naam du Yatenga, regroupés en fédérations de groupements villageois. En 1989, le nombre de ses BC dans la province est de 137 ;
- 3) - Office de Développement des Eglises / Fédération des Eglises et Missions Evangeliques (ODE/FEME) : Organisme d'évangélisation, elle accomplit des missions socio-économiques dont la création des BC. Le nombre de ses BC est passé de 65 en 1985 à 120 en 1989 ;
- 4) - Fondation Nationale pour le Développement Economique et Social (FONADES) : Elle est la première ONG à implanter les BC au BURKINA FASO en 1974. Elle couvre tous les CRPA à l'exception du Sahel. De 71 BC en 1985, elle a porté ses réalisations à 85
- 5) - Association pour le Développement de la Région de Kaya (ADRK) : Elle avait à son actif 62 BC en 1985 ; (10 % des BC financées par les ONG).

Les cinq ONG ont financé au total 416 BC en 1985 soit 70,15 % des BC implantées par les ONG.

En ce qui concerne les projets nationaux, au nombre de 13 environ, ils ont financé 584 BC soit 49,62 % des BC en 1985. Deux d'entre eux en ont financé plus de 50 %. Ce sont :

- 1) - Le Fonds de l'Eau et de l'Equipement Rural (FEER) :
C'est le premier organisme national à avoir implanté les BC en 1980. Le nombre de ses réalisations s'élève à (191⁽¹⁾) soit 32,71 % des BC financées par les projets nationaux. Il intervient essentiellement sur le plateau mossi et au sahel. Le FEER bénéficie depuis 1984 de l'appui du projet Appui Coopératif aux Activités de Développement assistées par le Programme Alimentaire Mondial (ACOPAM) en ce qui concerne l'implantation et le suivi des unités socio-économiques (moulins, pharmaciés, boutiques villageoises et BC) ;
- 2) - Projet de Développement Agricole de la Volta Noire (PDAVN) : intervenant principalement dans la vulgarisation agricole, le projet a construit des magasins prédestinés au stockage des intrants agricoles, mais utilisés aussi pour entreposer des céréales. Au total 115 (19,7 % des BC de projets nationaux selon une source⁽²⁾) et 141 BC (24,14 % des BC de projets nationaux) selon une autre source du même auteur (P : 85) ;
- Les 1177 BC sont réparties entre 9 CRPA. Trois en concentrent près de 60 %. Ce sont :
- . Centre-Nord : 306 BC ; 26 %
 - . Boucle du Mouhoun : 246 BC ; 20,9 %
 - . Yatenga : 137 BC ; 11,6 %

Le CRPA de Bougouriba selon l'inventaire, ne compte pratiquement pas de BC. La liste des BC FONADES (Voir annexe n°2) fait cas de la création de deux BC. La presque inexistence de BC est sans doute liée à l'absence de projets nationaux ou d'ONG. En outre, le Sahel, région à vocation pastorale et où le problème d'approvisionnement des populations en céréales se pose avec acuité est le plus pauvre en BC ; seulement 62 bc : (5,27 % du

(1) - Le FEER a entrepris un inventaire des BC sur le territoire national. Mais, les résultats ne sont pas encore disponibles.

(1) - Ledoux Guys (1986) P. 29.

du total national). L'isolement de la région et les dures conditions climatiques expliqueraient peut être le désintéressement des projets.

Les 1177 BC recensées en 1986 ont une capacité maximale théorique de 310 22 tonnes. Si l'on tient compte du rythme de croissance de 170 BC par an, amorcé dans les années 1980, le nombre de BC de nos jours (fin 1989) avoisine les 1900, avec des stratégies diverses de financement.

3.3. - Le financement des banques céréalières

Il s'effectue en plusieurs phases : étude de faisabilité, construction du bâtiment, formation et mise en place du fonds de roulement initial.

- Etude de faisabilité : Le contenu diffère selon qu'il s'agit d'ONG ou de projets nationaux.

Les ONG exigent que la demande émane du village. La FONADES mettait l'accent sur la personnalité du demandeur. Il devait être un membre influent du village : autorité coutumière ou autre ressortissant bien écouté ; une caution morale était exigée. Après des résultats peu concluants de cette expérience, elle se base désormais sur les organisations paysannes. Elles insistent sur la constitution d'une structure de gestion. En outre, "les membres doivent accepter le bénévolat" ajoute l'ODE/FEME. En ce qui concerne le dynamisme d'un groupement villageois, certaines ONG l'apprécient à partir de la participation des paysans à la rencontre de prise de contact.

Les projets nationaux commencent par des informations sur le village demandeur auprès des CRPA. Les critères de choix cités par le service de crédit du CRPA du Centre sont les suivants :

- . La constitution d'un groupement villageois officiellement reconnu d'au moins 60 Membres et que le village ait au moins 500 habitants ;

- . La matérialisation de réalisations communautaires (site anti-érosif, champs collectifs) et l'existence d'une structure de gestion mise en place par les villageois permettent d'apprécier le dynamisme du groupement villageois ;
- . L'absence d'une autre BC dans le village afin d'éviter une rivalité ;
- . Le niveau d'endettement de l'organisation paysanne ne doit pas excéder 10 % des prêts si ceux-ci existent.

Si l'étude^{de} faisabilité est concluante, on entreprend la construction des magasins.

- On distingue trois types de bâtiments : traditionnels, semi-modernes et modernes.

Les premiers sont entièrement construits en banco, munis d'ouvertures (portes et fenêtr) et couverts de toits. L'OXFAM en finance ce genre.

Les seconds sont en briques de banco crépis par le ciment ; le sol est aussi renforcé par du béton et le toit est recouvert de tôles. Le coût de réalisation (ciment, ouvertures et tôles) est compris entre Trois cent (300 000) et Cinq cent (500 000) mille francs CFA. Sahel Solidarité, les 6 "S" et le COE financent ce type de bâtiment. La capacité maximale de stockage est de 15 à 20 tonnes.

Les troisièmes, entièrement érigés en parpaings, caractérisent les banques de céréales des projets nationaux. Celles de Guilongou et Nakamtenga construites par le FEER sont de ce type, ainsi que celles de certaines ONG : FONADES, ODE/FEME. Le tonnage maximum à stocker varie de 30 (FEER, ODE/FEME) à 50 tonnes (FONADES) et le coût des investissements extérieurs est de l'ordre de Un million quatre cent mille (1 400 000) francs cfa.

Dans les trois cas, la contribution des populations est demandée. Elles construisent entièrement les deux premiers bâtiments

et approvisionnent le chantier en matériaux locaux (eau, sable, gravier) pour ce qui est du magasin en dur. La main d'oeuvre locale est difficile à estimer ; le FEER la chiffre à Trois cent mille (300 000) francs cfa et la FONADES à Six cent mille (600 000) francs cfa environ. Les pourvoyeurs financent les matériaux importés (ciment, tôles et ouvertures), la main d'oeuvre spécialisée (maçon) et la formation de la structure de gestion.

- En effet, quatre membres du comité de gestion de la banque de Guilongou et sept de celle de Nakamtenga ont reçu une formation spécifique appliquée à la gestion des magasins de stockage, la tenue des documents comptables (voir annexe n° 3) traduits en mooré et l'entretien du stock. En matière de gestion, la formation porte sur la détermination des coûts de revient réels des céréales (en sac) pour fixer un prix de vente favorable à la banque et aux populations.

Cette étape précède la mise en place du fonds de roulement initial.

- On distingue deux principaux types de fonds de roulement initiaux : en nature et en espèce. Le premier est généralement une subvention (don). Les BC des 6 "S" (10 à 20 tonnes), les premières de la FONADES (30 tonnes) et celles de ACOPAM (10 à 15 tonnes) ont été implantées de la sorte. Le second type de fonds de roulement initial est un prêt dont les conditions de remboursement varient selon les structures de financement. Les crédit sans intérêt caractérise les ONG. La FONADES, l'ODE/FEME, l'OXFAM et l'ADRA prêtent respectivement Un million cent vingt cinq mille , (1 125 000), Six cent mille (600 000), Six millions (6 000 000) et Cinq cent mille (500 000) francs cfa à rembourser en 6 (5 ans plus 1 an de différé), 5, 3 et 1 ans selon l'ordre de citation. Par contre, le FEER prête avec intérêt. Les comités de gestion des BC de Guilongou et Nakamtenga ont reçu de sa part un fonds de roulement initial dans les conditions suivantes

Tableau n° 11. - Conditions de mise en place des fonds de roulement initiaux des BC de Guilongou et Nakamtenga.

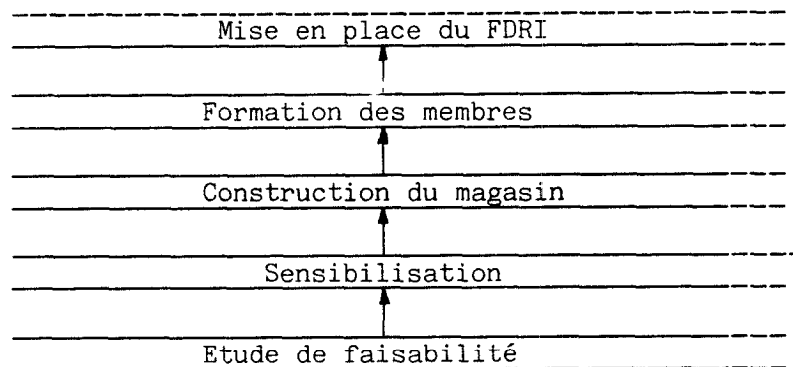
	CONSTITUTION DU FDRI (1)			CONDITIONS DE REMBOURSEMENT			
	Sacs vides F. CFA	Céréales F.CFA	Total prêt F. CFA	Taux intérêt %	Durée années	Annuité F. CFA	Total à rembourser
GUILONGOU	45 000	500 000	545 000	8,5	3	240 700	722 100
NAKAMTENGA	60 000	750 000	810 000	8,5	3	316 710	950 130

Source : FEER.

En effet, le FDRI est constitué de sommes destinées à l'achat de sacs de jute vides (9 % du FDRI) et de céréales.

Le cheminement pour installer une BC se résume aux étapes suivantes :

Figure n° 7. - Les étapes de l'implantation d'une BC



Aucune BC n'a démarré sans intervention extérieure. Cependant la participation paysanne est déterminante pour la suite.

3.4. - Le fonctionnement des BC

3.4.1. - Les structures de gestion

La gestion des BC est sous l'entière responsabilité des groupements villageois, appelés organisations pré-coopératives. Ce sont des organisations volontaires de producteurs ruraux ayant des intérêts communs jouissant de la personnalité morale (2).

(1) - Fonds de roulement initial.

(2) - Ministère du Développement rural - Direction des institutions rurales et du crédit : (1983).

Le groupement villageois de Nakamtenga créé en 1978 comprend 110 membres de 30 à 60 ans environ. Il gère diverses unités socio-économiques : la BC, une boutique villageoise, un moulin, installés par le FEER. Il cultivait un champ collectif qui a cessé d'exister depuis 1984. Le groupement villageois de Guilongou est une réplique du premier à quelques éléments près : une BC, une pharmacie villageoise, un champ collectif de 0,25 ha au moment des enquêtes. Le groupement villageois désigne un comité de gestion pour chaque unité : le moulin et la BC notamment. Celui de la BC est composé selon un modèle standard suivi par tous les villages :

- . Un président
- . Un secrétaire
- . Un trésorier.

Avec leurs adjoints dans le cas des deux villages.

Des acheteurs au nombre de deux à Guilongou et Nakamtenga.

Des vendeurs, également au nombre de deux, un conseiller à Nakamtenga et deux à Guilongou sont chargés de veiller à l'entente entre les membres.

Les membres du comité de gestion ne peuvent prétendre à une rémunération de quelque nature que ce soit. Pourtant de leur compétence et moralité dépendent les résultats des BC.

3.4.2. - Efficacité des BC par rapport aux objectifs fixés

Les objectifs poursuivis, sont-ils atteints ou réalisables après plus d'une décennie de fonctionnement ? C'est ce à quoi nous tentons de répondre dans cette rubrique. Les observations faites sur le terrain, les données statistiques ou verbales recueillies auprès de certaines structures de financement nous serviront d'éléments d'appréciation.

Concernant les activités commerciales, les BC traitent avec plusieurs partenaires. Elles s'approvisionnent selon les opportunités du moment au sein du village.

Dans les villages de Yamana, Tampouy Yarsé (département de Zitenga), les producteurs viennent au magasin proposer leurs produits. Près de 30 % des achats des BC citées se font par ce procédé. D'autres, surtout celles du Yatenga et du Sahel ont recours aux commerçants pour s'approvisionner. Ceux-ci ont fourni aux groupements NAAM 678,900 tonnes pour approvisionner 85 BC en 1989. Les BC situées dans les zones excédentaires, notamment le Mouhoun collectent pour l'OFNACER ; elles ont assuré plus de 20 % des stocks de l'office depuis 1980 ⁽¹⁾. Pour cette opération, les groupements villageois reçoivent des fonds, des sacs vides et perçoivent 75 F CFA par sac collecté. En revanche, l'OFNACER approvisionne les BC des zones agro-pastorales. En 1983/1984, l'Union des Groupements Villageois de l'Oudalan y a acheté 30,97% de ses stocks ⁽²⁾. Malheureusement, cette collaboration comporte des risques. Des groupements villageois ne retocèdent pas souvent l'argent inutilisé. Désormais, l'office collabore avec les groupements sur avis des CRPA. (Voir critères de choix des CRPA). Quant à la collaboration inter BC, c'est l'ADRK (Association pour le Développement de la Région de Kaya) dans le CRPA du Centre Nord qui inaugure cette formule d'échange en 1983. Elle a tenté d'établir un courant d'échanges entre zones céréalières et pastorales par le troc d'animaux contre du grain. Mais il y a encore des reticences et de la suspicion de part et d'autre.

La collaboration inter-zone des BC est presque inexistante. Les groupements villageois des zones déficitaires qui s'approvisionnent dans les zones productives, le font directement sur les marchés. Les acheteurs séjournent dans les zones de collecte pendant près de trois jours. La principale raison de cet état de fait est que les organisations paysannes s'ignorent. Suffit-il de créer des BC dans différentes zones agro-climatiques pour susciter une

(1) - Source : OFNACER

(2) - Moussa OUEDRAOGO (1988).

collaboration sans que des dispositifs soient mis en place ? Il aurait fallu favoriser des rencontres des membres de groupements villageois. Cela pourrait avoir lieu lors des séances de formations qui regrouperaient dans une même zone, membres de groupements villageois des zones déficitaires et excédentaires à qui on expliquerait la nécessité de la collaboration. La prise de contact s'avère efficace pour lever toute suspicion susceptible d'affecter les relations inter-BC. Chaque groupement villageois établirait des relations avec une ou plusieurs autres selon ses réalités (besoins, situation géographique). Il s'ensuivrait des contrats d'échanges commerciaux devant être respectés par chaque partie.

Toutefois, les BC en tant qu'entreprises commerciales, doivent adopter une politique économique saine pour s'autofinancer. L'étude menée par le FEER en 1985 sur 42 BC en donne une idée.

Tableau n° 12. - Evolution de trésorerie des BC FEER selon les années d'implantation et les conditions de financement

Années de créat.	Trésorerie			Total BC créées	Conditions de financement			
	augmentée	baissée de 50 %	baissée de + 50%		FDR F CFA	Durée prêt (an)	Annuités F CFA	Taux intérêt
1979/80			5	5	600 000	5	244 200	9
1980/81	3	6	1	10	750 000	3	316 710	8,5
1981/82	3	7	3	13	1 000 000	5	265 995	8,5
1982/83	10	3	1	14				
Total BC	16	16	10	42				

Source : FEER (1985). Evolution du fonds de roulement des BC 1979/80 - 1982/83.

38 % des BC ont augmenté leur trésorerie, 38 % et 24 % ont vu leur trésorerie baisser respectivement de moins de 50 % et de plus de 50 % par rapport à la mise initiale. Les conditions structurelles et climatiques dans lesquelles les BC ont été implantées en sont l'une des raisons.

Les BC implantées de 1979 à 1982 ont été confrontées au problème de remboursement ; les annuités représentaient plus de 40 % du fonds de roulement initial. Par ailleurs celles installées en 1981/82 sont les plus touchées du fait de la baisse considérable du déficit céréalier (voir tableau n° 10). Les prix des céréales ont chuté à la soudure plutôt que de grimper. Sur 13 BC créées, seulement 3 dont 2 au Yatenga et 1 dans le CRPA du Centre Ouest ont pu vendre, honorer leur engagement financier et accroître leur trésorerie.

En revanche, les BC installées 1982/83 augmentent leurs avoirs en majorité : 71,40 % des unités de la campagne. Elles ont bénéficié sans doute des conditions favorables du marché, mais aussi de mode de financement souple ; les annuités (265,995 F CFA), représentaient moins de 30 % du capital qui a atteint 1000 000 F CFA.

Depuis 1986/87, le FEER octroie le crédit campagne de 550 000 F CFA (achats de céréales, sacs vides etc...) au taux de 11 %. Cette formule rend la BC plus dépendante de la source de financement. Ces chiffres attestent que les BC ont des difficultés pour rentabiliser leurs activités. Mais ils ne traduisent pas forcément l'inefficacité des BC ; l'étude n'a pas tenu compte des stocks invendus qui permettent aux BC d'assurer la sécurité alimentaire et des crédits internes qui rendent compte de la perception paysanne des BC.

En effet, le système de cession à crédit avantageux aux économiquement faibles n'a pas été suffisamment analysé à la création des BC. Ainsi, les créances dues aux ventes à tempéramment ne sont pas correctement recouvrées. Cette pratique conduit certaines BC dans l'impasse, si ce n'est à leur fermeture. En voici quelques exemples :

Une BC ⁽¹⁾ de Samtaaba dans le Bam a cessé de fonctionner ; la gestion était confiée à un fonctionnaire qui est parti du village avec les fonds. La FONADES y a implanté une autre dont la gestion a été confiée aux responsables coutumiers. Elle tourne au ralenti ; les impayés se chiffrent à 386 350 F CFA.

(1) - Notre interlocuteur n'a pu nous fournir le nom du pourvoyeur.

Les gestionnaires, responsables coutumiers, sont les premiers débiteurs. Les autres membres ont suivi leur exemple. D'ailleurs ils ne se sentent pas responsables de la gestion vis-à-vis de la structure de financement. La même situation prévaut à Gana dans le Bazèga. La BC installée par la FONADES ne fonctionne plus depuis 1986 ; les fonds confiés aux responsables coutumiers ont disparu. Une autre, financée par l'ODE/FEME à Méguet (Ganzourgou) a aussi cessé ses activités pour les mêmes raisons.

Face à ces situations malencontreuses, la FONADES a changé de stratégie. D'abord elle a redynamisé 24 BC décadantes avec 30 tonnes à chacune. Et désormais elle se base sur les groupements villageois. Ceux-ci reçoivent un prêt de 1 125 000 F CFA pour achats de céréales (1 000 000 F CFA) et de charette (125 000 F CFA), à rembourser en 6 ans sans intérêt. La nouvelle formule de cette ONG se résume à : créer peu de BC et redynamiser celles qui existent.

Dans tous les cas, il faut des opérations suffisantes de sensibilisation et de responsabilisation des membres et autres villageois. Car même avec les groupements villageois, le problème demeure ; en témoigne ce qui suit :

"Toutes les ventes à crédit depuis la création des BC JUSQU'à nos jours doivent être récupérées Ces mesures ont pour objectif l'assainissement de la situation des BC avant l'application des travaux du comité de réflexion des 15 et 16 Juin 1989 à Bobo". (Lettre n° 169/GN des Groupements NAAM du Yatenga).

Quant aux prix proposés aux paysans, ils ne sont pas toujours attrayants. Dans la province du Yatenga, les prix de vente des BC et des principaux marchés étaient les suivants en Juin 1989

Zones	Prix marché (1) F CFA/kg	Prix BC (2) F CFA/kg	Ecart (2-1) F CFA/kg
Thiou	60	77,5	17,5
Gourcy	75	75	0
Titao	75	77,5	2,5

Dans le meilleur des cas, la BC pratique le même prix que le marché. A Thiou, l'écart est le plus important. Situé dans la zone frontalière avec le Mali, les producteurs maliens y proposent les céréales à 60 F CFA/kg (sac de 100 kg à 6 000 F CFA). Les BC approvisionnées par un commerçant à 72,50 F CFA/kg ne peuvent proposer un prix inférieur au marché. Dans ce cas précis, les BC ne jouent pas leur rôle de régulation des prix à la soudure. A la récolte, celles qui s'approvisionnent auprès des producteurs pratiquent les prix du marché. La capacité des BC à proposer des prix plus avantageux que le marché est fonction des caractéristiques de celui-ci, notamment des variations des prix entre la récolte et la soudure liées à plusieurs facteurs dont le niveau de production, l'enclavement, les possibilités de contact avec l'extérieur.

Alors, les BC peuvent-elles engendrer des ressources pour financer des réalisations socio-économiques ?

Des BC ont investi dans les villages d'implantation. Ainsi, dans le CRPA du Nord (Yatenga), celles de Bogoya et Nongdoum construites par le FEER, ont participé à la réalisation d'équipements collectifs. La première a contribué pour près de 1 000 000 F CFA au financement de SMI, école. La seconde a équipé une école primaire à concurrence de 50 000 F CFA. Mais toutes deux ont accusé un arriéré de un an. Dans le village de Pabré, la BC installée par ACOPAM ravitaille à crédit les maraichers du groupement villageois en intrants agricoles. Exception faite de ces cas, nous n'avons pas noté de réalisations financées par le réinvestissement des bénéfices des ventes de BC. Cependant, dans certaines provinces telle que le Yatenga on parle de BC mères et de BC filles. Ce qui voudrait dire que les ressources des premières ont permis

l'existence des secondes. Il peut aussi se faire que la création de nouvelles BC le soit au détriment du fonctionnement de celles qui existent déjà. Ainsi, pour la campagne 1988/1989, trois nouvelles BC ont été implantées. Mais 10 à Titao et 8 à Gourcy n'ont pas été approvisionnées. La structure de supervision de l'ensemble décide de l'affectation des fonds.

En plus de certaines difficultés qui affectent leur efficacité, les BC sont confrontées au problème que pose l'entretien des produits.

3.4.3. - Les problèmes d'ordre technique

Les céréales collectées sont conditionnées en sacs de jute de 100 kg chacun et entreposés dans le magasin sur des palettes d'environ 1,5 m x 2 m pour ce qui concerne les BC installées par le FEER et la FONADES. Les autres BC se contentent de troncs d'arbres séchés comme support. Une gamme variée de produits est proposée pour protéger les céréales contre les insectes : Aconthoscelides-obtetus, Sitrotroga-céréalla, Rhizopertha-dominica et Trogoderma-granarium. Les sacs utilisés plusieurs fois subissent un traitement à l'Acteline ou au K. Othrine⁽¹⁾ avant d'autres usages. Les traitements ne présentent pas de danger pour les consommateurs. La fumigation qui consiste à purifier le magasin avec du gaz carbonique exige cependant des précautions : se boucher les narines pendant le traitement et se laver convenablement les mains après. Les produits ont une remanence de 6 mois. Si l'opération n'est pas renouvelée, les locaux pourraient être réinfestés. L'efficacité est fonction de la maîtrise des paysans. Ce qui n'est généralement pas le cas. Et les pertes enregistrées sont relativement importantes comme le montre le tableau suivant :

(1) - Un sachet de 50 gr permet de traiter un sac de 100 kg.

Tableau n° 13 : Gestion des stocks à la BC de Nadiala 1982/83-83/85/86 (CRPA du Centre Ouest)

Campagnes Désignations	1982/83 (sacs)	1983/84 (sacs)	1984/85 (sacs)	1985/86 (sacs)
Report stock	-	75	95	150
achats	90	50	100	50
Stock avant ventes	90	125	195	200
Ventes	15	30	35	135
Pertes	0	0	10	8
Solde	75	95	150	57

Source : Fiche d'enquête - Evaluation du FDR. 3. (1982/86) ⁽¹⁾

Le tableau montre des difficultés de conservation lorsque les stocks atteignent un certain tonnage : 1984/85, 10 sacs détériorés sur les 195 que contenait le magasin ; soit 15 % du stock. La campagne suivante, le taux de perte est de 4 %. Ce qui paraît faible certes, mais les quantités détériorées auraient pu servir à nourrir une famille de 10 personnes ⁽²⁾ pendant près de 18 jours.

Par ailleurs, lorsque les pertes sont importantes, elles entraînent l'inactivité des BC. A Koundouba, dans le Yatenga, la BC a enregistré en 1981, une perte de 90 sacs sur les 200 stockés et a dû fermer ses portes jusqu'en 1989.

La constitution de stock de sécurité pendant plus d'une campagne pose donc des problèmes. Le système traditionnel comparé à celui des BC est plus avantageux. Les produits de conservation ne sont pas achetés ; ce sont ceux de la nature, à portée de la main du paysan. Mais l'application de la méthode traditionnelle aux BC dont le tonnage manipulé est important exige une main d'oeuvre

(1) - FDR : Fonds pour le Développement Rural, devenu FEER.

(1) - 5,46 kg /j/famille.

nombreuse, la mobilisation des bénéficiaires. Ce serait un moyen d'apprécier la motivation des membres à gérer l'unité.

D'une manière générale, les principaux pourvoyeurs ont changé leur stratégie d'intervention au vu des résultats de près de 10 ans de fonctionnement des BC. Cela atteste l'échec de la majorité de celles-ci. Mais comment se portent celles de Guilongou et Nakamtenga ?

CHAPITRE IV : LES EXPERIENCES DE GUILONGOU ET DE NAKAMTENGA

4. 1. LES ACTIVITES COMMERCIALES

4.1.1. L'APPROVISIONNEMENT DU MAGASIN

Les BC de Guilongou et de Nakamtenga ne bénéficient pas de facilités d'achats au sein des villages, devant les magasins. En témoignent les propos d'un membre du comité de gestion de Guilongou. " A notre première année, nous avons demandé aux membres du groupement villageois et aux autres villageois de venir vendre à la banque. Nous n'avons pas eu plus de 2 sacs de 100 kgs. Ici les gens vendent difficilement le mil. " Elles s'approvisionnent d'abord sur le marché de Ziniaré selon les opportunités, directement auprès des producteurs, jamais chez les commerçants revendeurs. Il existe cependant une certaine collaboration. Il arrive que les collecteurs prêtent leur service aux BC pour les aider à s'approvisionner facilement en se retirant volontairement et provisoirement des marchés 2 à 3 séances. Ils peuvent aussi collecter pour les banques moyennant une commission de 25 F CFA par sac de 100 kg. Cette deuxième formule est utilisée par le groupement de Nakamtenga. Malheureusement tous les besoins ne peuvent pas être couverts de cette façon. Les BC s'adressent alors à des fournisseurs d'autres régions. Les achats effectués en 1983/1984 par Nakamtenga en donnent une idée. Sur 18,336 tonnes collectées, la répartition par lieu de provenance se fait de la façon suivante :

<u>Localités de provenance</u>	<u>Distance de la BC</u>	<u>Tonnage</u>
Producteurs de Ziniaré	5 km	0,528 tonnes
Groupement de Zitenga	17 km	1,808 tonnes
Groupement de Manga (Zoundwéogo)	150 km	16 tonnes

Les achats ont été financés par une subvention de 1.300.000 F CFA et d'un véhicule de transport de la part de l'O N G Peuples Solidaires (ex UCODEP). Pour mener cette opération, les groupements de Manga et de Zitenga n'ont pas acheté les céréales pour les revendre. Ils ont seulement facilité la rencontre des producteurs^{et} de la commission d'achat de Nakamtenga.

.../...

Aucune des 2 banques n'achète à l'OFNACER, peut-être parce que le magasin de vente de l'office à Ziniaré n'avait pas encore été approvisionné.

La période de collecte s'étend de Décembre à Février à Nakamtenga et de Janvier à Février à Guilongou. Le décalage dans le démarrage de la collecte entre les deux villages s'explique en partie par la programmation des cérémonies coutumières dont le Bassèga. Il a lieu généralement à la mi Décembre à Nakamtenga, en Janvier à Guilongou. Avant sa célébration, toute transaction (consommation et commercialisation) de la nouvelle récolte est interdite et le comité de gestion de Guilongou est indisponible. A l'intérieur de la période de collecte, les quantités de céréales achetées varient selon les mois dans les deux villages.

Tableau N° 14 QUANTITES DE CEREALES COLLECTEES SELON LES MOIS A NAKAMTENGA
DE 1983 / 84 A 1988 / 89 (EN TONNES)

CAMPAGNES MOIS	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89
Décembre	2,336	6,896	-	0	1,584	0
Janvier	16	7,600	-	0	5,040	0
Février	0	1,696	-	0	0	0
Total	18,336	16,192	4,032	0	6,624	0

Source : Enquête de terrain - données récoltées à partir des documents comptables.

.../...

TABEAU N° 15 : Quantités de céréales collectées selon les mois
à Guilongou de 1984/85 à 1988/89 (en tonnes)

CAMPAGNES MOIS	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89
JANVIER	5,152	5,056	2,880	0	0,640
FEVRIER	0,768	2,944	0	0	0,320
TOTAL	5,920	8	2,880	0	0,960

Source : Idem tableau N° 14

En 85/86, 86/87 et 1988/89, la banque de Nakamtenga n'a rien acheté. Les 4,032 tonnes (85/86) proviennent de la cotisation des membres du groupement villageois. Il en est de même pour la BC de Guilongou au cours de la campagne 1987/88.

Dans les deux villages, plus de 60 % des achats ont lieu en Janvier sauf exception. La collecte est faible en Décembre et presque nulle en Février, mois à partir duquel les prix des céréales commencent à grimper.

En effet, les prix d'achat sont ceux du marché quel que soit le lieu d'achat. Avant de se rendre sur le marché, le comité de gestion s'informe sur le prix en cours.

Par contre, le principal instrument de mesure utilisé est la tine officielle, fournie par le F E E R. Les autres unités officielles (la demi tine le pot, le double pot) ne sont pas utilisées. Il en est de même du plat, demi plat, tasse en plastique et louche, instruments les plus courants sur les marchés céréaliers.

En plus des céréales collectées, les BC reçoivent des subventions en nature de la part des organismes de financement ou d'un autre pour grossir leur capital. Nakamtenga a reçu de 1983/84 à 1985/86 les dotations suivantes :

../..

<u>Campagnes</u>	<u>Fournisseurs</u>	<u>Tonnage (tonnes)</u>
1983/84	Peuples solidaires	15
1984/85	P A M (1)	9
1985/86	F E E R	15

Guilongou a reçu en 1985/86 et 1987/88 respectivement 15 tonnes et 10 tonnes du FEER et de A C O P A M.

Les céréales collectées sont conditionnées en sacs de jute de 100 kg chacun, les dotations le sont déjà dans des sacs de dimensions variables (60 kg, 100 kg) et stockées dans le magasin durant près d'un trimestre avant d'être proposées à la vente.

4.1.2.

LA ROTATION DES STOCKS

Le début de la vente varie selon le volume stocké et la situation agricole du village. A Nakamtenga où la capacité de stockage est plus importante, la vente commence généralement en Mars surtout lorsque les campagnes agricoles sont très mauvaises comme en 1982/83 et 1983/84. Par contre à Guilongou, la banque n'ouvre qu'à partir de Juin. Cependant les records des ventes dans les deux cas ont lieu en Juillet où plus de 50 % des stocks sont écoulés. C'est la période de soudure, très critique pour les paysans dont la majorité a son grenier vide ; les BC enregistrent une grande affluence.

Le calendrier de l'ouverture du magasin varie d'une localité à l'autre. A Guilongou, il est calqué sur la périodicité du marché de Ziniaré. A Nakamtenga le magasin est ouvert en fonction de la disponibilité des vendeurs. Mais comme ceux-ci résident généralement dans le village, ils peuvent être sollicités très tôt le matin avant le départ aux champs ou le soir à leur retour.

(1) Programme Alimentaire Mondiale.

Les deux banques vendent à la tine et au sac exclusivement. En plus elles ne vendent pas à tout le monde. Les salariés et commerçants sont d'office exclus. La banque de Nakamtenga à sa première année n'était accessible qu'aux paysans ; le groupement villageois estimait que les vivres étaient destinés à ceux-ci seulement et non à toutes les catégories socio-professionnelles. D'ailleurs toute tentative d'utilisation des produits provenant de la banque à des fins lucratives est passible d'exclusion de la banque aux dires d'un membre du comité de gestion de la banque de Guilongou. " A notre première année, nous avons constaté que certaines femmes revendaient au marché les céréales achetées à la banque. En guise de représailles, l'accès de la banque à été interdit à toute leur famille. La mesure n'a été levée que sur l'intervention du Chef de village. Depuis lors, personne n'a tenté d'en faire. " De nos jours, les banques vendent à tous les paysans quels que soient leurs lieux de provenance. Désormais, l'air de distribution d'une BC englobe plusieurs villages, sur un rayon pouvant atteindre 10 KM.

TABLEAU N° 16 : VILLAGES SATELLITES DES BC DE GUILONGOU
ET DE NAKAMTENGA.

GUILONGOU		
VILLAGES	POPULATIONS	DISTANCE DE LA BC
Barkouitenga	1176	3,5 KM
Kouila	1468	2 KM
Yagueu	-	6 KM
Yipala	2683	5 KM
NAKAMTENGA		
Nabitenga	476	3 KM
Tiben	430	2 KM
Moyargo	667	10 KM
Dopané	-	1 KM
Ladwenda	491	6 KM
Boalen	255	4 KM
Kologondiésé	310	5 KM
Soulogo	397	9 KM

Source : INSD (population). Enquête de terrain (distance)

La BC de Guilongou étend sa zone d'influence sur 4 villages totalisant au moins 5.000 habitants et situés dans un rayon de 6 KM. Celle de Nakamtenga ravitaille dans un rayon de 10 km plus de 3.000 personnes. Les membres du groupement villageois jouissent de certains privilèges. Ils sont les premiers informés de l'ouverture du magasin et sont servis en priorité à la soudure. En outre, ils bénéficient des subventions à des prix de vente préférentiels.

Tableau N° 17 : PRIX DE VENTE DES CEREALES A NAKAMTENGA
SELON LEUR PROVENANCE

CAMPAGNES PROVENANCES DES CEREALES	1983/84 FCFA/KG	1984/85 F.CFA/KG	1985/86 F.CFA/KG
Céréales collectées	135	113	41
Subventions	103	100	43
Différence de prix	34	13	-2

Source : Enquête de terrain - documents comptables

La différence de prix pour la campagne 1985/86 est négative parce que toutes les céréales ont été vendues à des prix préférentiels aux membres. Celles collectées sont les cotisations des membres (voir tableau N° 14). La différence de prix entre elles s'explique par leur nature. Les produits collectés sont le sorgho rouge, généralement moins cher que le sorgho blanc sur le marché. A Guilongou, les céréales collectées en 1985/86 ont été vendues à 110 F CFA le kg à tout le monde contre seulement 42 F CFA le kg des dotations, cédées exclusivement aux membres du groupement villageois. Aussi en 1987/88, les subventions ont été vendues à 45 F CFA le kg.

.../...

La banque n'a rien collecté.

Cette discrimination est plus perceptible dans les types de cession. Les deux banques en ont adopté deux :

- La vente à crédit : Elle s'effectue entre partenaires entre lesquels règne une certaine confiance. Dans le cas des banques des deux villageois, elle ne concerne que les membres des groupements villageois. Ceux-ci avaient la possibilité d'emprunter des céréales à partir de Juillet. Le remboursement se faisait en nature après la récolte (Octobre-Novembre-Décembre) avec un intérêt de 4 à 5 kg, soit l'équivalent de 2 plats par tine de 16 kg. Mais les nombreux impayés ont amené les deux groupements villageois à abandonner ce système.

- Seule la vente au comptant est pratiquée désormais. Elle a lieu généralement sur le marché traditionnel entre l'acheteur et le vendeur. L'on ne tient pas compte du statut du client : résidant ou non du village, membre ou non membre de l'organisation paysanne. Toute personne, les commerçants exceptés, peut avoir accès aux vivres de la banque de céréales si elle dispose de quoi acheter.

Les BC de Guilongou et Nakamtenga ont le même type de fonctionnement : structure de gestion pareille, mêmes unités de mesure, discrimination de part et d'autre entre clients, même fournisseurs et calendriers commerciaux (à quelques exceptions près). Mais, qu'en-est-il des résultats ?

4. 2. L'ANALYSE DES RESULTATS

Concernant l'analyse des résultats d'une BC, des critères d'appréciations ont été retenus à l'issue de la table ronde sur la création et la gestion des BC, tenue du 4 au 8 Novembre 1985 à Bamako (Mali). (voir annexe n°4) Certains critères sont quantifiables. Mais d'autres ne le sont pas. Ceux-là méritaient d'être élucidés par des normes.

Dans notre analyse, nous avons été confrontés à la collecte de données statistiques sur les premières années des BC.

.../...

En effet à Nakamtenga les données des campagnes 1981/82 et 1982/83 n'existent pas, à Guilongou ce sont celles de 1983/84, dates de création des BC. Les données disponibles vont de 1983/84 à 1988/89 pour Nakamtenga et de 1984/85 à 88/89 pour Guilongou. Les raisons de cet état de fait seront abordées dans la rubrique capacité d'autogestion des organisations paysannes.

4. 2. 1. BC ET POUVOIR D'ACHAT DES PAYSANS

Le temps nécessaire pour s'approvisionner, les prix pratiqués par les BC par rapport au marché, les unités de mesure utilisées sont les éléments qui renseignent sur l'accessibilité des paysans aux céréales des baraques par rapport à celles du marché.

- Gain de temps : Dans une analyse antérieure nous avons mentionné que la rareté des céréales sur le marché de Ziniaré à la période de soudure contraint les paysans des deux villages à effectuer de longs déplacements pour s'approvisionner.

En outre le marché de Guilongou n'enregistre pas de transactions céréalières, Nakamtenga est dépourvu de marché. En effet, les déplacements à la recherche de céréales s'imposent pour les paysans des deux localités. Ils ont lieu en période de soudure. L'absence du membre valide de la famille généralement commis à cette tâche compromet le déroulement normal des activités agricoles et la réussite de la campagne. La disponibilité des céréales dans les deux banques a épargné les longs déplacements aux populations lors des crises de 1983 et 1984. Aussi, même en campagnes normales les villageois n'ont plus besoin d'aller à Ziniaré pour acheter des céréales à la soudure. Par ailleurs avec sa boutique villageoise et sa banque le groupement villageois de Nakamtenga élargit la gamme de produits dont les paysans ont besoin.

Dans les deux villages où les paysans ne vendent pas de céréales, les banques sont les bienvenues pour limiter les déplacements. Le temps dégagé permet aux habitants de se consacrer à d'autres activités. Mais, encore faut-il que les prix de cession pratiqués par les BC soient inférieurs à ceux du marché de Ziniaré.

- Les prix des BC

La comparaison des prix sur le marché de ziniaré et ceux des BC se présentent comme suit .

TABLEAU N° 18. EVOLUTION PRIX DU MARCHE DE ZINIARE ET DES BC DE GUILONGOU ET DE NAKAMTENGA DE 1983/84 A 1987/88

CAMPAGNES \ PRIX	ZINIARE F.CFA/KG	NAKAMTENGA F.CFA/KG	GUILONGOU F.CFA/KG	E C A R T %	
				NAKAMTENGA ET ZINIARE	GUILONGOU ET ZINIARE
1983/1984	153	135	-	11,76	-
1984/1985	137	113	110	17,52	19,71
1985/1986	122	*	92	*	24,59
1986/1987	85	*	81	*	4,71
1987/1988	128	78	*	39,06	*

Sources : CRPA du centre (prix Ziniaré) et enquête de terrain 1989.

* : Pas de vente de céréales achetées : ventes de subventions ou pas de ventes.

- : Absence de données.

La comparaison porte sur les prix de vente des céréales achetées et revendues. Ceux des subventions n'indiquent pas la capacité des BC à fournir des céréales à bas prix par rapport au marché. D'ailleurs elles ne sont pas vendues à tous les clients. Ainsi en 1985/86 Nakamtenga n'a vendu que les céréales provenant des cotisations des membres, en 1986/87, elle n'a ni collecté, ni vendu de céréales. Quant à Guilongou, elle n'a vendu que les céréales reçues en subventions en 1987/88.

.../...

En effet à Nakamtenga, l'écart moyen de prix par rapport à Ziniaré est de l'ordre de 32 %. A Guilongou, il est d'environ 16 %. Toutefois la proportion varie selon la situation de la campagne agricole précédente, le niveau d'endettement de la BC et le mode d'approvisionnement. Lorsque la campagne est bonne, les écarts sont faibles et les prix sont moins attractifs. En 1986, année excédentaire, Guilongou a vendu environ 5 % moins cher que le marché en 1986/87.

En revanche, en cas de mauvaises récoltes la différence de prix est importante : 1983/1984 (11,76 %) , 1984/1985 (17,52 %) à Nakamtenga. Il en est de même à Guilongou : 1984/1985 (19,71 %) et 1985/1986 (24,59 %).

Par ailleurs, lorsque la banque n'a aucune échéance à rembourser, les prix de vente subissent une moindre hausse. Nakamtenga a réglé ses dernières échéances en 1984/1985 ; il a proposé des prix au KG 39 % moins cher que le marché en 1987/1988. L'écart de prix entre Guilongou et Nakamtenga en 1984/1985 s'explique en partie par les échéances élevées de celle-ci par rapport à celle-là et des commissions versées aux collecteurs par Nakamtenga. Néanmoins les deux BC vendent moins cher que le marché quelles que soient les situations. En dépit de cela, les céréales ne sont pas accessibles à tous les paysans.

- L'utilisation exclusive de la tine limite la fréquentation des BC aux demandeurs à faibles revenus, si elle ne les écarte totalement.

TABLEAU N° 19 : FREQUENTATION DES BC DE GUILONGOU ET NAKAMTenga PAR LES FAMILLES

VILLAGES	FREQUENTATION ASSIDUE % FAMILLES	FREQUENTATION IRREGULIERE % FAMILLES	AUCUNE FREQUENTATION % FAMILLES		
			DEFICITAIRES	AUTOSUFFISANTES	TOTAL
GUILONGOU	34,67	24	33,33	3	41,33
NAKAMTenga	26,79	28,57	35,71	8,93	44,64

Source : Enquête de terrain. 1989.

Dans les deux villages, plus de 40 % des familles n'ont jamais fréquenté les BC : 41,33 % à Guilongou et 44,64 % à Nakamtenga. Parmi elles, certaines ont une production régulièrement suffisante. Celles-ci représentent 8 % et 8,93 % des familles dans l'ordre précédent. Par contre les plus nombreuses 33,33 % et 35,71 % respectivement dans les premier et second villages sont chroniquement déficitaires. Elles ne disposent pas de quoi acheter une tine ; elles s'approvisionnent au plat sur le marché de Ziniaré. En ce qui concerne celles qui viennent aux banques , près de 30 % ne le font que lorsqu'elles peuvent s'offrir le prix d'une tine grâce à la vente de quelques bêtes ; aussi lorsque les prix sont plus incitatifs. Les autres, 34,67 % à Guilongou et 26,79 % à Nakamtenga fréquentent assidument les banques. Certaines comptent en leur sein des dolotières, potiers et reçoivent fréquemment de l'argent de parents immigrés.

En effet, beaucoup de familles achètent au plat. L'utilisation exclusive de la tine et du sac écarte les familles à faibles revenus des avantages des BC, alors que l'objet de la structure dans sa conception devrait plutôt les aider en priorité. Dans la pratique, tout se passe dans les deux villages comme si l'on s'était servi du sort des familles démunies pour obtenir le financement d'une infrastructure dont le bénéfice retombe sur les autres catégories sociales.

Pour mieux s'intégrer aux réalités socio-économiques des villages, les mesures restrictives devraient être revues afin de trouver des solutions appropriées au problème alimentaire là où il s'exprime de la façon la plus aigue. L'efficacité passe entre autres possibilités, pas l'utilisation du plat en plus des deux autres mesures.

4.2.2. L'IMPACT DES BC SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION ALIMENTAIRE

L'analyse portera uniquement sur l'évolution des quantités de céréales commercialisées. Il ressort des cahiers comptables que toutes les céréales stockées de 1983 à 1989 ont été vendues.

.../...

TABLEAU N° 20 : COMMERCIALISATION DES CEREALES A LA BC DE
NAKAMTENGA DE 1983/84 A 1988/89
(données en tonnes)

CAMPAGNES PROVENANCE DES CEREALES	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89
SUBVENTIONS	15	9	15	0	0	0
COLLECTES	18,336	16,192	4,032	0	6,624	0
TOTAL	33,336	25,192,	19,032	0	6,624	0

Source : Enquête de terrain - documents comptables

TABLEAU N° 21 : COMMERCIALISATION DES CEREALES A LA BC DE GUILONGOU
DE 1984/85 A 1988/89
(données en tonnes)

CAMPAGNES PROVENANCE DES CEREALES	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89
SUBVENTIONS	0	15	0	10	0
COLLECTES	5,920	8	2,880	0	0,960
TOTAL STOCK	5,920	23	2,880	10	0,960

Source : Enquête de terrain - documents comptables

Les stocks commercialisés sont composés des céréales collectées et des dotations. Celles-ci ont constitué une part importante des stocks de Nakamtenga de 1983/84 - 1985/86

../..

<u>CAMPAGNES</u>	<u>SUBVENTIONS</u>	<u>STOCK TOTAL</u>	<u>% SUBVENTIONS</u>
1983/84	15 T	33,336 T	45 %
1984/85	9 T	25,192 T	35,73 %
1985/86	15 T	19,032 T	78,81 %

A Guilongou elles ont constitué 65,22 % du stock de 1985/86 et 100 % de celui de 1987/88.

La quantité moyenne de céréales stockées à Nakamtenga est supérieure à celle de Guilongou : 14,031 tonnes pour le premier et 8,552 tonnes pour le second. Les multiples subventions apportées à celui-là expliquent en partie cet écart. Cependant à Nakamtenga le stock a regressé régulièrement. Il est passé de 33,336 tonnes à 0 tonne entre 1983/84 et 1986/87, 6,624 tonnes à 0 tonne entre 1987/88 et 1988/89 . Or le magasin de Guilongou contient régulièrement des céréales. Mais la quantité a varié en dents de scie entre deux campagnes consécutives de 1984/85 à 1988/89.

1984/85	-	1985/86	+ 288,51 %
1985/86	-	1986/87	- 87,48 %
1986/87	-	1987/88	+ 247,22 %
1987/88	-	1988/89	- 90,40 %

Les apports extérieurs de 1985/86 et 1987/88 expliquent cette tendance.

Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer l'évolution des stocks. En effet lorsque :

- Les banques finissent de rembourser leurs échéances (85/86 à Nakamtenga et 86/87 à Guilongou).

- Elles reçoivent les dotations avant la période de collecte (malgré leur capacité de stockage).

- Les gestionnaires estiment que la campagne précédente est bonne, et pour éviter une mévente.

.../...

Les banques n'achètent pas (1985/86, 86/87 et 1988/89 à Nakamtenga) ou collectent peu de céréales (1986/87, 87/88 et 1988/89 à Guilongou).

Ainsi elles n'ont pas une perception à long terme de leur rôle de sécurité alimentaire. Elles ne seraient utiles qu'en cas de crises. L'achat en années excédentaires entrainerait sans doute des méventes, certes, mais les céréales invendues constitueraient un stock de sécurité en vue de pallier d'éventuelles crises où les enchères montent (et il faut sortir de la province pour s'approvisionner). D'ailleurs dans les zones plus fréquemment déficitaires qu'excédentaires, il n'est pas prudent de parler de bonnes compagnes ; il y a toujours des disparités locales. L'enquête socio-économique a montré que quel que soit l'excédent provincial, les céréales manquent à la soudure. La sécurité alimentaire n'est réalisable que grâce à l'accroissement continu du tonnage commercialisé et la disponibilité de vivres dans les magasins. Or les ruptures de stock avant les récoltes sont fréquentes. A Nakamtenga, les stocks n'ont atteint Septembre qu'en 1983/84 et 84/85. A Guilongou, le magasin se vide avant ce mois. En outre, la capacité maximale du magasin (30 tonnes) a été une seule fois atteinte à Nakamtenga (1983/84, 33,336 tonnes). Elle le sera encore d'autant plus difficilement que plus les BC vieillissent, moins elles collectent.

Cette tendance n'est pas de bon augure pour les BC fonctionnant en tant qu'institutions sociales. Mais puisqu'elles doivent être gérées comme des entreprises commerciales, il importe d'analyser le niveau des résultats économiques.

4.2.3. LES RETOMBÉES ECONOMIQUES DES ACTIVITES COMMERCIALES

Pour s'autofinancer, les BC doivent rentabiliser leurs activités. L'évaluation des résultats et la situation de la trésorerie en sont les principaux indicateurs. En ce qui concerne les BC de Guilongou et Nakamtenga, nous adopterons la méthodologie suivante :

- La situation de la BC de Guilongou sera cernée à partir des résultats de chaque campagne (évaluation des résultats). Nous ne pourrons pas apprécier l'évolution de la trésorerie de cette banque, les soldes antérieurs pour report étant inexistant tant au niveau de la BC, de l'organisme qui l'a implantée que de la cellule de suivi du CRPA du Centre.

.../...

- Par contre il est possible d'analyser l'évolution de la trésorerie de Nakamtenga : une étude d'évaluation (1) en donne le solde pour report en 1982/83. Pour cette banque, nous n'avons pas jugé nécessaire de faire l'analyse des résultats en plus de celle de la trésorerie ; les deux notions renseignent sur la rentabilité économique.

- Cependant pour les deux BC nous analyserons les chiffres d'affaires.

- Pour le calcul de ces différents éléments, nous nous sommes inspirés des fiches utilisées par le FEER pour la collecte des données.

Les tableaux (annexes n° 5 et n° 6) montrent les différents éléments économiques intervenant dans le fonctionnement des deux BC. Certains n'ont pu être chiffrés, faute de justification. Ce sont par exemple : les achats de sacs vides et de produits phytosanitaires.

- Evaluation des résultats de Guilongou.

Le compte d'exploitation renseigne sur les résultats de chaque campagne : bénéfice ou perte. Le tableau suivant en est un récapitulatif de 1984/85 à 1988/89.

(1) F E E R (1985) : Evolution du fonds de roulement des BC 1979/80-1982/83.

TABLEAU N° 22 :

RESULTATS DES ACTIVITES COMMERCIALES
DE LA BC DE GUILONGOU. 1984/85-1988/89

CAMPAGNES DESIGNATION	1984/85 F.CFA	1985/86 F.CFA	1986/87 F.CFA	1987/88 F.CFA	1988/89 F.CFA
DEPENSES TOTALES DE LA CAMPAGNE	573.533	711.033	249.033	2.000	68.000
VENTES TOTALES DE LA CAMPAGNE	647.500	1.505.000	234.000	450.000	78.600
RESULTATS DE L'EXPLOITATION	73.967	793.967	- 15.033	448.000	10.600
% BENEFICE	11,42	52,76	- 6,42	99,56	13,50

Source : annexe n° 5

Certaines dépenses sont fixes: intérêts prêts (59033 F CFA) de 1984/85 à 1986/87 et frais divers (2000 F CFA) qui représentent les frais de gardiennage de 1984/85 à 1988/89. D'autres sont variables : achats de céréales.

Les ventes de céréales se composent des recettes de céréales achetées et de subventions.

Le résultat de l'exploitation est la différence entre ventes et dépenses totales.

Le taux de bénéfice est le rapport des bénéfices (résultats) sur les ventes. Il rend compte du niveau de rentabilité.

Le taux est négatif pour la campagne 1986/87. La campagne 85/86 a été bonne. Les prix ont chuté sur le marché par rapport aux années précédentes. La BC a été obligée de baisser les prix pour écouler ses céréales. Or les quantités commercialisées étaient faibles (2,880 tonnes). En dépit d'une marge bénéficiaire de 16 F CFA/KG la BC n'a pu rembourser les intérêts du prêt sans perte.

.../...

En revanche il est positif pour 4 campagnes : 1984/85 , 1985/86 , 1987/88 et 1988/89. Les activités sont plus rentables pour 1985/86 (52,76 %) et 1987/88 (99,56 %) . Elles correspondent aux années de dotations ; les recettes des subventions représentent respectivement 79,35% (630.000 F CFA) et 100 % (450.000 F CFA) des bénéfiques. En plus la BC n'avait plus de crédit à rembourser en 1987/88. Par contre lorsque la BC ne reçoit pas de dotations le taux de bénéfique est faible : 11,42 % en 1984/85 et 13,5 % en 1988/89.

En effet, du point de vue économique, Guilongou rentabilise ses activités, mais faiblement sans intervention extérieure. Qu'en est-il à Nakamtenga ?

- Situation de la trésorerie de Nakamtenga.

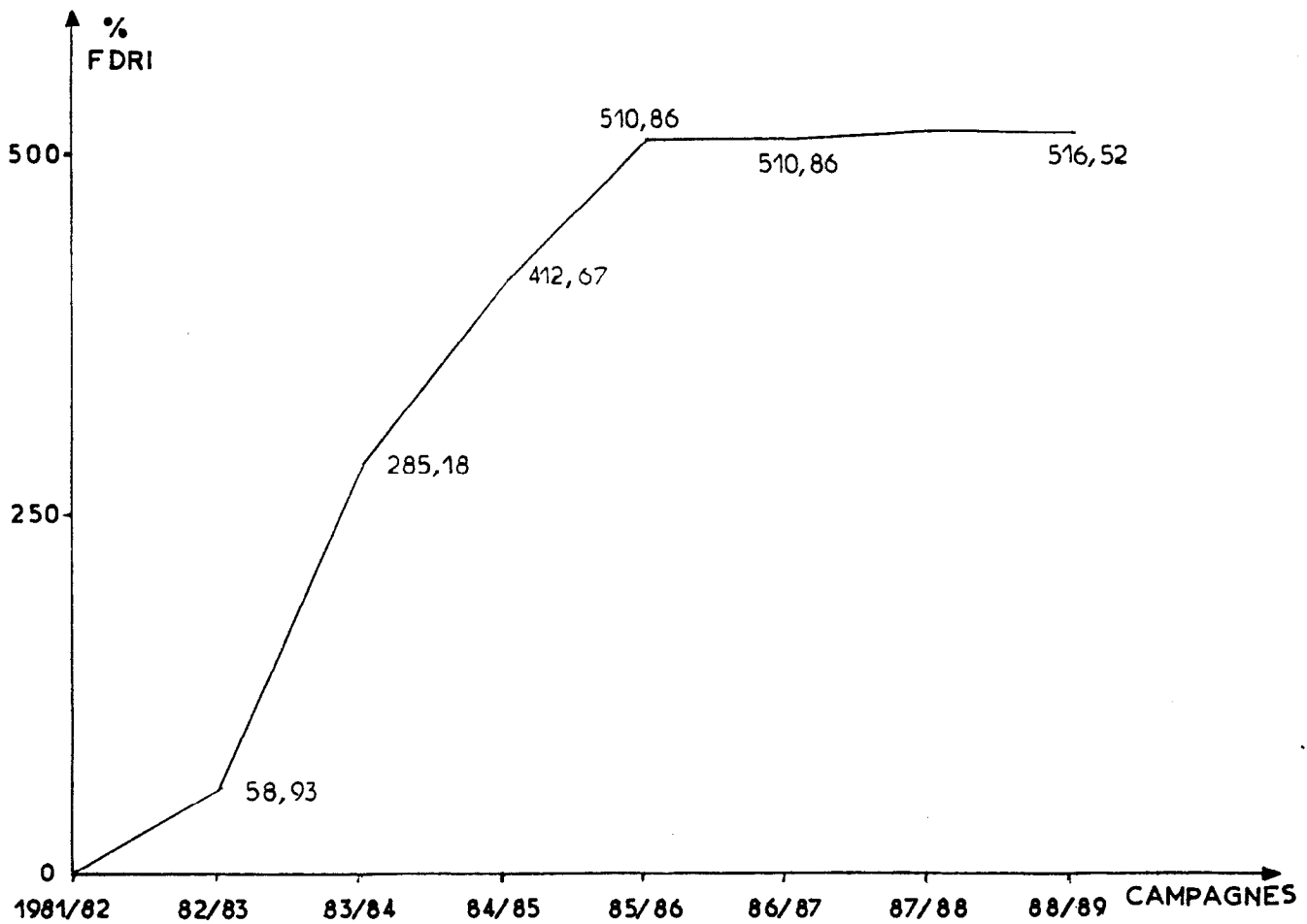
Elle est cernée à partir du solde qui est la différence entre les recettes et les dépenses totales. Dans ce cas-ci, les recettes totales se composent des ventes de subventions, de céréales achetées et du solde de l'année précédente. Les principales dépenses sont les échéances, 316,710 FCFA de 1983/84 à 1984/85 et les achats de céréales. Le solde permet d'apprécier la rentabilité économique des activités sur plusieurs années. Il renseigne sur l'augmentation des avoirs ; dans le cas présent de la BC de Nakamtenga, cet aspect sera cerné par comparaison du solde de chaque campagne au fonds de roulement initial. (1)

La figure n° 8 en donne une idée.

Avec un fonds de départ de 810.000 FCFA, les transactions commerciales se sont soldées par une marge bénéficiaire de 2.000FCFA en 1981/82, soit un ratio presque nul. Les prix ont chuté sur le marché de Ziniaré au moment de la vente ; la banque n'a pas pu vendre les céréales achetées. Celles-ci ont été cédées en 1982/83 avec tout ce que cela a entraîné d'avaries ; les pertes se sont élevées à près de 11 sacs de 100 kg chacun. Sur le plan financier, l'opération s'est conclue à 477.390 F CFA, soit 58,93 % du fonds de roulement initial. Les avoirs de la banque ont régulièrement progressé par la suite. En 1988/89, ils se chiffrent à 4.183.680 F CFA, soit 5 fois le fonds de roulement initial. Les ventes de subventions représentent une part importante dans cette croissance financière. Par rapport aux soldes elles ont évolué de la manière suivante de 1983/84 à 1985/86.

(1) si le ratio est supérieur à 1, le solde est supérieur au F D R I.

Fig.8: EVOLUTION DU SOLDE DE LA
BANQUE DE CEREALES DE
NAKAMTENGA 1981/82-1988/89
(% Fonds de roulement initial)



SOURCES: FEER (1985) et Annexe n° 6

	<u>SOLDE FIN CAMPAGNE</u>	<u>VENTES SUBVENTIONS</u>	<u>% SUBVENTIONS</u>
	F. CFA	F. CFA	F. CFA
1983/84	2.309.940	1.545.000	66,88
1984/85	3.342.630	900.000	26,92
1985/86	4.137.930	637.500	15,41

Les ventes des subventions ont constitué en moyenne plus de 36 % de la trésorerie de Nakamtenga entre 1983/84 et 1985/86.

Les BC rentabilisent difficilement leurs activités notamment les premières années de leur installation en raison de certaines difficultés :

- En années excédentaires, les variations des prix du marché qui entraînent souvent des méventes. La banque est alors incapable de régler ses échéances. Nakamtenga s'est trouvée dans une telle situation en 1981/82 suite à la bonne campagne de 1980/81. Elle a versé ses premiers remboursements en 1982/83 au lieu de 1981/82.

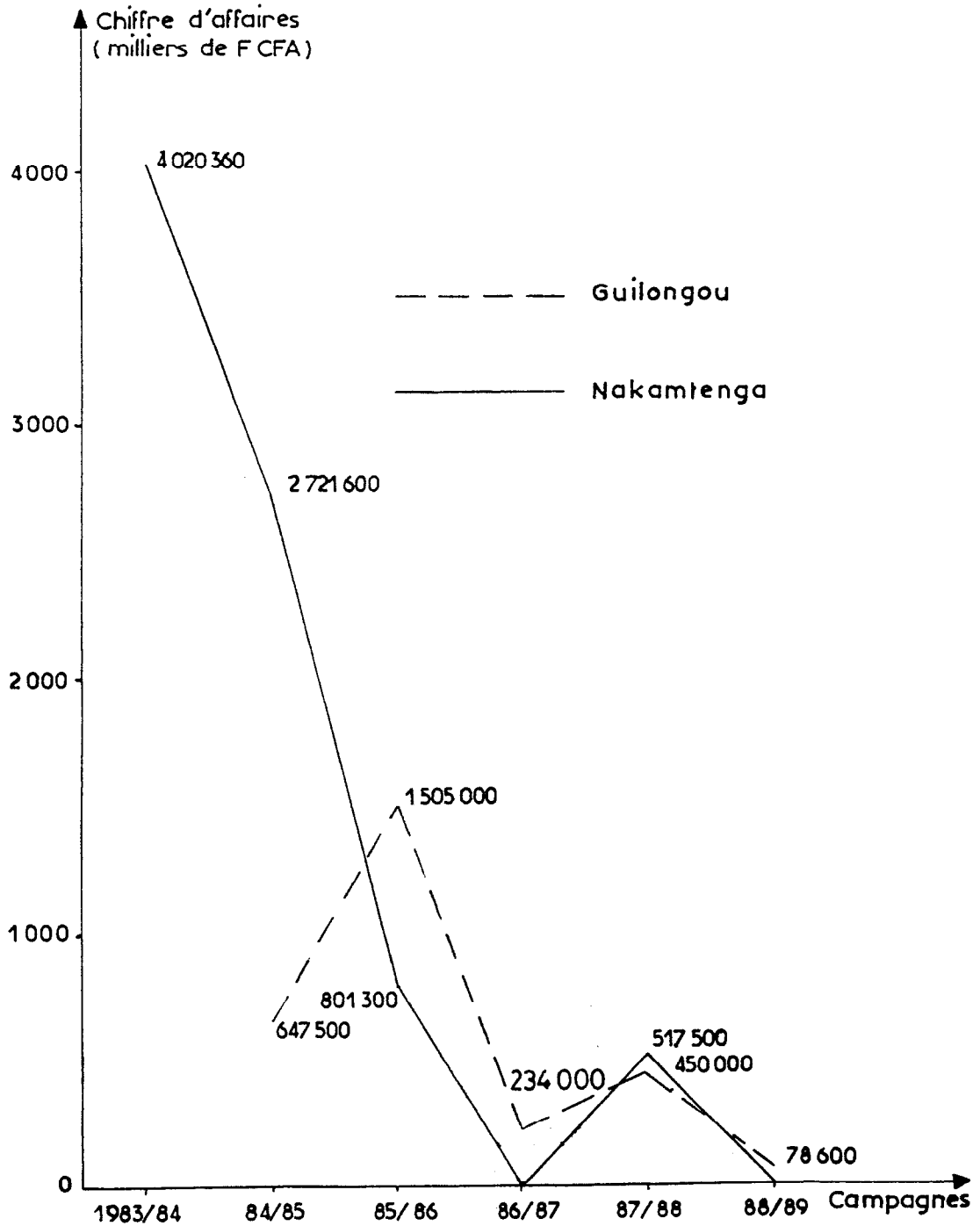
- Le système de cession : les difficultés de recouvrement des créances en années déficitaires et la vente à crédit remboursable en nature ne produisent pas de ressources monétaires qui permettent aux BC de supporter certaines charges financières dont les échéances. Cette pratique a obligé Guilongou à régler ses premiers dus en 1984/85 au lieu de 1983/84.

Aussi ces problèmes influent-ils sur les recettes.

- Le chiffre d'affaires : il est composé des recettes provenant de la vente des dotations et de celles des céréales collectées. Il rend compte de la croissance économique et de l'intensité des activités.

La courbe de Nakamtenga (voir figure n° 9) montre une régression continue de son chiffre d'affaires: il est passé de 4.020.360 F CFA à 0 F CFA entre 1983/84 et 1986/87, campagne où la banque n'a effectué aucune activité commerciale.

Fig.9: EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES BANQUES DE CEREALES DE GUILONGOU ET DE NAKAMTENGA 1983/84 - 1988/89



SOURCES: Annexes n° 5 et 6

Et de 517.500 F CFA en 1987/88 pour s'annuler de nouveau en 1988/89. Par contre Guilongou est continuellement en activité. Ses recettes ont évolué en sens de baisse entre les campagnes 1984/85 et 1988/89

1984/85	-	1985/86	+	132,43 %
1985/86	-	1986/87	-	84,45 %
1986/87	-	1987/88	+	92,31 %
1987/88	-	1988/89	-	66,41 %

Les ventes des subventions expliquent en partie cette évolution. Elles ont constitué 41,86 % (630.000 F CFA) et 100 % (450.000 F CFA) des chiffres des affaires respectivement en 1985/86 et 1987/88.

En effet, la fréquence annuelle des activités à Nakamtenga est faible par rapport à Guilongou ; la première est active 6 années sur 8 contre 6 sur 6 pour la seconde. Mais aucune d'elles n'arrive à maintenir un rythme de croissance soutenue en tant qu'entreprises commerciales. Cette tendance ne permet pas de faire des révisions en matière de gestion et amène à douter de la capacité d'autogestion des groupements villageois.

1.2.4. LA CAPACITE D'AUTOGESTION DES STRUCTURES PAYSANNES

L'évolution des organisations pré-coopératives vers des formes plus avancées dépend de la tenue des documents comptables qui renseigne sur la gestion, le respect des principes organisationnels et la résolution de certains problèmes.

1.2.4.1. LA TENUE DES DOCUMENTS COMPTABLES

Nous avons plusieurs fois noté l'absence de statistiques des premières années d'implantation des deux banques de céréales. La formation reçue n'était pas suffisante pour tenir les documents comptables. Les recyclages ont remédié à cette situation. Cependant seuls les cahiers de ventes sont utilisés. Leur transcription en abrégé facilite l'utilisation. Par contre leur exploitation n'est pas aisée : enregistrements différés, totaux des achats et ventes non calculés, même les bénéfiques.

.../...

Par ailleurs les documents sont mal conservés. Ceci entraîne des pertes de feuilles et oblige à recourir à la mémoire défaillante des gestionnaires pour collecter des données. Sous cette forme, ces archives ne permettent pas de suivre la marche des BC et prendre les décisions qui s'imposent en matière de gestion. Le manque d'expérience des groupements villageois en est une raison. Il incombe à la cellule de suivi des unités socio-économiques du CRPA de remédier à cette situation avec la collaboration des encadreurs. C'est-à-dire, habituer les gestionnaires à remplir régulièrement les cahiers, attirer l'attention de ceux-ci sur l'évolution de leurs activités commerciales. Car cette cellule même ne collecte pas correctement les données. La preuve se trouve dans cette remarque : (documents comptables mal tenus, activités peu intenses, mauvais stockage...)⁽¹⁾

Par ailleurs le suivi ne doit pas se faire seulement au niveau des documents comptables; de nos jours, leur mauvaise tenue trouve son explication dans le fonctionnement des groupements villageois.

4.2.4.2.

LE FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES DE GESTION

Toutes les BC ont un comité de gestion. Mais leur fonctionnement est variable. Dans les villages de Guilongou et Nakamtenga, l'on note un cumul de fonctions : les présidents et secrétaires sont aussi trésoriers des BC et autres unités socio-économiques. Cette concentration excessive des fonctions écarte et indispose les autres membres. D'où la faible participation de ceux-ci et leur incapacité à contrôler la gestion des responsables. Mais n'ayant reçu aucune formation, ils ne peuvent postuler à une fonction. Les conditions d'implantation des deux BC en est la cause.

L'une d'entre elles a été installée à l'initiative d'un natif du village qui occupait un poste important au sein de la source de financement. L'on en confie la gestion à un notable, ancien homme politique et encore actif dans les structures politiques actuelles.

(1) CRPA du Centre : Cellule de suivi des unités socio-économiques. Fiche de suivi des activités de la BC de Guilongou, dernière sortie de 1989.

Il se considère en territoire conquis d'autant plus qu'il passe pour être la personne dont les relations ont permis d'avoir les équipements collectifs installés dans le village. Fort de cette réputation (renforcée par le comportement de l'agent encadreur) il décide de tout et seul sans avoir de compte à rendre. Face à cette situation de quasi monopole, un groupement villageois dissident a été créé et a acquis un moulin avec l'aide d'une O N G. Il compte ouvrir une deuxième BC. Au delà de la contestation de gestion, il s'agirait de rivalité pour la conquête du pouvoir dans le village par deux groupes antagonistes ; l'un admettant difficilement d'être "commandé" (selon les termes d'un membre) par l'autre.

L'autre BC a été infiltrée par un "éclaireur", membre de la famille du chef. Il accapare avec les siens tous les postes clés du groupement villageois, négocie des subventions directement avec les différents organismes de financement au nom de telle ou telle unité de production en difficulté. Ce faisant, estimant que le groupement villageois peut se passer de l'encadrement, il s'oppose à toute évaluation des activités en retournant aux agents : " nous avons fini de rembourser votre argent. Que voulez-vous ? "

En effet, la monopolisation des BC par quelques individus, les rivalités internes, freinent l'évolution des groupements villageois en organisations coopératives . Outre ces insuffisances d'ordre organisationnel, les BC sont confrontées à d'autres problèmes.

4.2.4.3

LES MULTIPLES PROBLEMES DES BC

- Faible capacité du magasin.

Théoriquement, 30 tonnes couvrent les besoins de 61 familles sur seulement 3 mois. Mais en tenant compte de la croissance démographique et du nombre de villages satellisés, la capacité du magasin se révèlera insuffisante. Les BC doivent alors effectuer plusieurs rotations, achats et ventes immédiatement.

.../...

Elles ne réalisent pas de marges bénéficiaires élevées, mais les céréales sont disponibles de façon permanente dans le magasin et couvrent les besoins des familles déficitaires pour au plus 3 mois.

Cette capacité opérationnelle nécessite une mise initiale suffisante.

- La modicité des moyens de départ.

Guilongou et Nakamtenga ont reçu un fonds de roulement initial destiné à l'achat de céréales et de sacs vides. Or ils sont situés dans une zone à faible niveau de commercialisation du fait de l'incertitude de la production agricole. Ce faisant, la constitution de stocks importants exige que la collecte ait lieu dans des zones productives. Par conséquent, il faut se déplacer et aussi acheter des produits de traitement pour la conservation des céréales. Or la structure de financement ne prend en compte que l'achat de céréales et de sacs vides. Les autres frais de collecte sont à la charge des paysans. Ceux-ci ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour y faire face. D'ailleurs les deux groupements villageois étaient débiteurs envers le F E E R au moment de l'enquête. Sur les 938.410 F CFA reçus pour l'installation de son moulin en 1981, Guilongou accusait des arriérés de 511.860 F CFA, soit environ 55 % du prêt. Nakamtenga a aussi reçu un prêt de 293.655 F CFA pour l'installation de sa boutique. Ses impayés s'élevaient à 195.770 F CFA, soit plus de 66 % du capital.

C'est la preuve que certains critères de sélection importants ne sont pas respectés en plus des coûts réels de collecte.

.../..

C O N C L U S I O N

=====

La faiblesse principale du circuit privé du grain, le ravitaillement onéreux des paysans pendant l'hivernage a suscité la création des BC.

Après plus d'une décennie de fonctionnement, les résultats atteints ne sont pas ceux escomptés. Les problèmes de rentabilité se posent dès les premières années de fonctionnement pour les banques qui ont été installées sur prêts. En effet les remboursements avec intérêt représentent entre 15 et 30 % des charges financières. Les variations difficilement maitrisables des prix du marché, les types de cession (opérations de charité, prêts, prix de faveur) se conjuguent pour transformer les bénéfiques en pertes et même parfois mettre des unités dans l'impasse. Le credit à long terme avec une réduction du montant des annuités s'avère nécessaire. Dans les zones déficitaires, les paysans se défont difficilement des céréales même pour en vendre. La cession en espèce ou à credit mais avec remboursement en espèce y serait approprié. Elle engendre des ressources financières qui permettraient le remboursement des échéances. Aussi, grâce aux autres activités traditionnelles rémunératrices, les paysans s'acquitteraient de leurs dûs.

Les subventions devant soutenir les banques de céréales villageoises ne sont pas maitrisées. D'une part elles ne sont pas fournies en fonction de la situation financière de celles-là et de l'autre elles sont considérées par les bénéficiaires comme une sorte d'assistance. Ce qui met en cause l'autonomie du village vis-à-vis de l'extérieur.

Et la manifestation la plus inquiétante de cet état de fait est la baisse du niveau des stocks du fait de l'inactivité des BC au fur et à mesure qu'elles vieillissent. Ceci, dénotant un manque de vision à long terme a des inconvénients sur la sécurité alimentaire et la croissance financière des unités économiques. Celles-ci doivent intensifier leurs activités surtout si elles veulent briser le monopsonne des commerçants. Ainsi, plusieurs personnes interviendraient sur les marchés ruraux qui ont lieu les mêmes jours, en se déplaçant en charrettes. Les avantages de la collecte en chemin (prix inférieurs à ceux sur le marché) réduiraient le prix de revient des céréales. En outre, les organisations paysannes gagneraient à s'orienter vers d'autres produits agricoles qui font l'objet de spéculation.

.../..

D'autre, part il importe d'adapter les unités de mesure et le calendrier d'ouverture du magasin au niveau économique des paysans. Car pour les faibles revenus il est plus facile d'acheter 1 plat chaque jour que une tine pour 3 jours. En tout cas, l'intégration au système traditionnel, exigeant une opérationnalité efficace est indispensable.

En ce qui concerne le stockage, les bâtiments en dur, plus résistants et faciles à balayer seraient appropriés. Et pour maintenir les céréales en permanence dans le magasin, l'on procéderait à un renouvellement des stocks. Ainsi, les membres du groupement villageois échangeraient les produits invendus de la banque avec leurs nouvelles récoltes ; chacun apporterait une certaine quantité fixée par l'organisation.

Toutefois, quelles que soient les solutions proposées pour l'amélioration des prestations des BC, l'animation qui précède leur mise en place doit être efficace. En effet, les pourvoyeurs doivent spécifier le rôle des BC. Ont-elles des fonctions sociales ? Ce qui justifierait les prix inférieurs à ceux du marché, avec des risques de pertes. Ou, sont-elles des entreprises commerciales qui doivent rentabiliser leurs activités pour s'autofinancer ? En tout cas, ces deux fonctions sont difficilement conciliables. La social ne doit pas prédominer sur l'économique surtout dès les premières années de création des BC.

Aussi il importe de déterminer un mode de rémunération des gérants. Ceux-ci, continueraient-ils d'abandonner leurs champs pour servir à la banque sans aucune motivation pécuniaire ? Les multiples détournements de fonds, mauvaise tenue des documents comptables et dans certains cas les migrations montrent que le bénévolat à long terme n'est pas sûr.

D'une manière générale, sur le plan national, l'harmonisation des stratégies d'intervention, des échanges d'expériences entre les organismes s'imposent.

.../...

Les interventions ponctuelles des années de sécheresse, sans étude de milieu approfondie et de programme de suivi expliquent en partie les faibles résultats de la majorité des BC dont certaines ont été créées pour agrandir le catalogue de réalisations des organismes. " Les BC n'entrent pas dans le cadre de nos activités. Ce sont des opérations ponctuelles menées sur la demande des paysans. " disent ceux-ci. Cependant les organisations paysannes doivent savoir ce qu'elles veulent. Une bonne gestion étant incompatible avec la conservation de certaines pratiques sociologiques que les populations rurales doivent accepter de remettre en cause si elles visent un idéal : le progrès.

A N N E X E S

ANNEXE N° 1.

LIQUE DE HAUTE-VOLTA
TION DE L'HYDRAULIQUE
DE L'AMENAGEMENT
DE L'ESPACE RURAL

INVENTAIRE
SSOURCES HYDRAULIQUES

FICHE DE FORAGE

N° LRH

N° provisoire 119
Sous-Préfecture ZINIADE
Canton
Village NAKOMTENGA
Lieu dit :
Photo aérienne n° 163

Longitude x = 5862
Latitude y = 1093
Cote sol z = 287
Carte 1/200 000° OUGANDA
Mission NO 30. v

ment C.C.C.E.C.E.A.O
3ire
œuvre H.E.R (BRGM)
se FORAFRIQUE - OKANAZOE
machine VERTIGE
SIKA

Date du début des travaux 28. 1. 83
Date de la fin des travaux 1 - 2. 83

Massif filtrant nature Gravier
granulométrie 3.6mm v. 200 extra

Equipement P.V.C φ 112 - 130mm

ur	Coupe technique	Coupe géologique	DESCRIPTION GEOLOGIQUE	N. S. (1)	Observations
	<p>Tubage Provisoire φ 115mm</p> <p>P.V.C φ 112 - 130mm</p> <p>gravier 3.6mm</p> <p>forage 6"</p> <p>crepine - P.V.C φ 112 - 130mm</p>		<p>4.5 Argile beige + laterite. cfla. + alteration de feldspath. micellin.</p> <p>15 altérites argileux roses + éléments de quartz</p> <p>23.5 Arènes beige peu humides + vertes, + alteration de feldspath. micellin + micro granules + éléments de quartz</p> <p>27 filon de quartzites hyper oxydées peu altérées + pyrite</p> <p>29.5 granite grain moyen oxydé + feldspath. quartzite. fissuré + pyrite humide</p> <p>30.5 faille à 36,5m</p> <p>+ migmatitique faille'</p> <p>+ granite grain + filon de quartz rose oxydé</p>		<p>- 1 31m venue d'Eau boueuse</p> <p>- A 34,5m 1,200 m³/h</p> <p>- A 38,5m 1,200 m³/h</p> <p>- A 42m 1,300 m³/h</p>

Fin du forage à 42m

ECHELLE 1/400

FICHE DE FORAGE

N. I.R.M.

REPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA
 RECTION DE L'HYDRAULIQUE
 ET DE L'AMENAGEMENT
 DE L'ESPACE RURAL

N° provisoire : 746-2
 Sous-Préfecture : ZIMBARÉ
 Canton :
 Village : GUILONGOU
 Lieu dit :
 Photo aérienne n° 164

Longitude : x = 684
 Latitude : y = 1395
 Cote sol : z = 318
 Carte 1/200.000° OUA6A00000
 Mission No-30-22

INVENTAIRE
 RESSOURCES HYDRAULIQUES

ancement : Conseil de l'Entente
 riétaire :
 re d'œuvre : H.E.R. (BRGM)
 eprise : FORATRIGUE - O. KANAZOE
 e de machine : SM-70
 eur : JEANVILLE

Date du début des travaux : 14-10-83
 Date de la fin des travaux : "

Massif filtrant { nature : laterite
 granulométrie : 2 à 5 mm

Equipement : PVC 110-125

Profondeur (m)	Coupe technique	Coupe géologique	DESCRIPTION GEOLOGIQUE	N. S. (1)	Observations
4		* *	Laterite		
7	10°	*	+ argile lateritique		Niveau statique 6,03- à 15.10.83
12		*			
16			argile d'alteration micacée beige		
20					
24					
28					
32	6 1/2	+	granite peu oxydé		
36	PVC 125	+	avec fissures colmatées par des argiles d'alteration		40 m Venue d'eau
40		+			
44		+			
48		+	granite		50 m V.E. Q=12 m³
52	crepine 125	+	granite fracturé oxydé		
56	gravier	+	Leuco granite		
60		+			
64	sabot Fin : 62, 83		passage Fracturé		62 m V.E. Q=20 m³/h

PERIODES

Annexe n° 2

BP. 523

Té1. : 33-65-99

- OUAGADOUGOU -

LISTE DES BANQUES DE CEREALES

Nom du village	Département	Province	CRPA	Année de Réalisation	Stock Initial
Boursanga	Boursanga	Bam	Centre Nord	1974	300 sacs de 100 kg
Bollo	Rollo	Bam	" "	1974	" "
Laye	Laye	Oubritenga	Centre	1974	" "
Koasangha	Ziniaré	"	"	1975	" "
Zouma	Pabré	"	"	"	" "
Pabré	Pabré	"	"	"	" "
Gounghin	Gounghin	Kouritenga	" Est	"	" "
Niongstenga	Yargo	"	"	"	" "
Bilanga	Bilanga	Gnagna	Est	"	" "
Tampouy	OUAGA	Kadiogo	Centre	"	" "
Sama	Bokin	Passoré	" Nord	1976	" "
Zogoré	Zogoré	Yatenga	Yatenga	"	" "
Niankoré	Tougan	Sourou	Volta Noire	"	" "
Tikra	Tikra	Passoré	Centre Nord	1977	" "
Manega	Dapelogo	Oubritenga	Centre	"	" "
Zorgho	Zorgho	Gansourgou	" Est	"	" "
Nakaba	Gounghin	Kouritenga	" "	"	" "
Mia	Arholié	Passoré	" "	"	" "
Pelagiangha	Yako	Passoré	" "	"	" "
Kongoussi	Kongoussi	Bam	Centre Nord	"	" "
Moménié	Boursanga	Bam	" "	"	" "
Kyelle	Rollo	Bam	" "	"	" "
Rouko	Tikaré	Bam	" "	"	" "
Dablo	Barsalogo	Samentenga	" "	"	" "
Barsalogo	Barsalogo	"	" "	"	" "
Daguilma	Ziniaré	Oubritenga	Centre	"	" "
Miniogo	Pabré	"	"	"	" "
Latitam	Yako	Passoré	Centre Ouest	"	" "
Manga	Manga	Zoundrédogo	"	"	" "
Pealoga	Poa	Boulkiemé	" Ouest	"	" "
Tanghin-DAS	Tanghin-Das	Baséga	Centre	1978	" "
Baséko	Ouaga	Kadiogo	"	"	" "
Kossouka	Kossouka	Yatenga	Yatenga	1979	" "
Tikaré	Tikaré	Bam	Centre Nord	"	" "
Mégnet	Mégnet	Gansourgou	" Est	"	" "
Kouplé	Kouplé	Kouritenga	" "	"	" "
Pilorguin	Kouplé	"	" "	"	" "
Dinastenga	Kouplé	"	" "	"	" "
Yargho	Kando	"	" "	"	" "
Gompouson	Gompouson	Passoré	Centre Ouest	"	" "
Gounghin	Kouhissiri	Baséga	"	"	" "
Boungou	Kouhissiri	"	"	"	" "
Zagtouli	OUAGA	Kadiogo	"	"	" "
Songandé	OUAGA	"	"	"	" "
Gorki	Bokin	Passoré	Centre Nord	1980	" "
Rambo	Rambo	Yatenga	Yatenga	"	" "
Kersimoro	Kersimoro	Samentenga	Centre Nord	"	" "
Baskouré	Baskouré	Kouritenga	" Est	"	" "
Pinal	Kando	"	" "	"	" "
Tiben	Yako	Passoré	" Ouest	"	" "
Kande	Kande	Kouritenga	" Est	"	" "
Wama	Gouray	Yatenga	Yatenga	"	" "

N°	Nom du village	Département	Province	C.R.P.A.	Année de Réalisation	Stock Initial
53	Douré	Gourey	Yatenga	Yatenga	1980	300 sacs 100
54	Bassafdo	"	"	"	"	" " "
55	Koussilga	Koussilga	Bazèga	Centre	"	" " "
56	Monontenga	Koumassiri	"	"	"	" " "
57	Santaaba	Tikaré	Bam	" Nord	1981	" " "
58	Tanguiga	Dapélogo	Oubritenga	"	"	" " "
59	Dialagaye	Dialagaye	Kurittenga	" Est	"	" " "
60	Koumestinga	Boulsa	Namentenga	" Nord	"	" " "
61	Gana	Koumassiri	Bazèga	"	"	" " "
62	Diguila	Sourgoubila	Oubritenga	"	"	" " "
63	Léo	Léo	Sissili	" Ouest	"	" " "
64	Nabitenga	Tanghin-D.	Bazèga	"	1982	" " "
65	Badnoogho	Saaba	Oubritenga	"	"	" " "
66	Niougnin	Gougnin	Kurittenga	" Est	1983	250 sacs 100
67	Nazoaga	Nanoro	Bulkiendé	" Ouest	"	" " "
68	Namaqô	Pièla	Gnagna	Est	1984	" " "
69	Ninon	Kordié	Sanguié	Centre Ouest	1984	" " "
70	Oronkwa	Oronkwa	Bougouriba	Bougouriba	"	" " "
71	Yaeken	Guiba	Zoundwéogo	Centre	1985	" " "
72	Boni	Boni	Houet	Hauts-Bas.	"	" " "
73	Gadmtenga	Dapélogo	Oubritenga	Centre	"	" " "
74	Dapoury	Kayao	Bazèga	"	"	" " "
75	Boussouma	Boussouma	Sankantenga	" Nord	1986	" " "
76	Kougaabla	Tenkodogo	Boulgou	" Est	"	" " "
77	Yactenga	Laye	Oubritenga	"	"	" " "
78	Pouleba	Oronkwa	Bougouriba	Bougouriba	"	" " "
79	Koumbia	Koumbia	Houet	Hauts-Bas.	"	" " "
80	Toussiana	Toussiana	"	"	"	" " "
81	Lankoué	Lankoué	Sourou	"	1987	" " "
82	Silgadji	Tongouyel	Soum	"	"	" " "
83	Guéré-Goghin	Guiba	Zoundwéogo	Bazèga	"	" " "
84	Neminkidou	Zinguedeguin	Namentenga	"	1988	" " "
85	Kambo	Nobéré	Zoundwéogo	"	1988	" " "

Total

2 425 Tonnes

Réalisation

ANNEXE N° 3 : LES DOCUMENTS COMPTABLES DES
BANQUES DE CEREALES FEER.

CAHIER DE CAISSE

DATES	N° D'ORDRE	DESIGNATION	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
		Report			
Solde	pour report				

CAHIER DE STOCK

DATES	DESIGNATION	ENTREE	SORTIE	SOLDE
	Report			
Solde	pour report			

CAHIER DE VENTE A CREDIT REMBOURSEMENT EN NATURE

DATE	NOM ET PRENOM	QTE CEDEE	INT	TOTAL A REMB.	SIGNATURE EMPRUNTEUR	REMBOURSEMENTS			
						DATE	QTE	SOLDE	SIGNATURE EMPRUNTEUR
TOTAL									

SUITE ANNEXE N° 3

CAHIERS DE VENTES MENSUELLES

NATURE DES PRODUITS	UNITE	VENTES HEBDOMADAIRES					TOTAL VENTE DU MOIS	PRIX UNITAIRE	MONTANT TOTAL
		1	2	3	4	5			
TOTAL									

Source : OUEDRAOGO MOUSSA (1988).

A N N E X E N° 4

LES CRITERES DE REUSSITE DE L'OPERATION BC

1) - Indicateurs techniques

- Quantités de céréales stockées
- Durée du stockage
- Evolution du niveau de stock
- Etat d'entretien du bâtiment
- Techniques de stockage pratiquées
- Niveau de parasitage
- Taux de perte.

2) - Indicateurs économiques

- Quantités de céréales distribuées
- Nombre de bénéficiaires
- Prix pratiqués à l'achat et à la vente
- Bénéfices réalisés et leur utilisation
- Montant des prêts et taux de remboursement
- Croissance du chiffre d'affaire.

3) - Indicateurs sociaux

- Perception des avantages et des inconvénients de la BC par les villages
- Impact social (identification des bénéficiaires, évolution de la situation alimentaire, et des revenus)
- Renforcement de l'esprit coopératif.

ANNEXE N° 5 : EVALUATIONS DES RESULTATS DE GUILONGOU

1984/85 - 1988/89

CAMPAGNES DESIGNATION	1984/85	1985/86	19867	1987/88	1988/89
<u>DEPENSES</u>	F.CFA	F.CFA	F.CFA	F.CFA	F.CFA
achats céréales de la campagne	512.500	650.000	188.000	+	66.000
achats sacs vides utilisés	-	-	-	-	-
rais de transport	-	-	-	-	-
rais de produits de raitement	-	-	-	-	-
Intérêt prêts	59.033	59.033	59.033	prêts remboursés	
Frais divers	2.000	2.000	2.000	2.000	2.000
Total dépenses campagne	573.533	711.033	249.033	2.000	68.000
<u>RECETTES</u>	F. CFA	F. CFA	F. CFA	F. CFA	F. CFA
Ventes céréales de la campagne	647.500	1.505.000	234.000	450.000	78.600
Résultats de la campagne	73.967	793.967	- 15.033	448.000	10.600

Source : Enquête de terrain : cahiers de ventes mensuelles.

+ : Pas d'achats de céréales

- : Absence de données.

1983/84 - 1988/89

CAMPAGNES DESIGNATION	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89
<u>RECETTES</u>	F.CFA	F.CFA	F.CFA	F.CFA	F.CFA	F.CFA
Port année cédente	477.390	2.309.940	3.342.630	4.137.930	4.137.930 *	4.183.680 *
Ventes céréales la campagne	4.020.360	2.721.600	801.300	-	517.500	-
Total recettes de campagne (A)	4.497.750	5.031.540	4.143.930	4.137.930	4.655.430	4.183.680
<u>DEPENSES</u>	F.CFA	F.CFA	F.CFA	F.CFA	F.CFA	F.CFA
Achats céréales	1.768.600	1.366.200	+	*	465.750	*
Achats sacs vides	79.900	-	-	*	-	*
Frais de transport	4.600	-	-	*	-	*
Frais produits de nitement	15.000	-	-	*	-	*
Frais divers	6.000	6.000	6.000	*	6.000	*
Échéances	316.710	316.710	Echéances totalement réglées			*
Total dépenses la campagne (B)	2.187.810	1.688.910	6.000	*	471.750	*
Report de - B)	2.309.940	3.342.630	4.137.930	4.137.930 *	4.183.680	4.183.680*

RCE : Enquête de terrain : cahiers de ventes mensuelles.

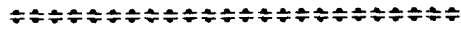
: Pas d'achats de céréale ; ventes de dotations et de cotisations des membres.

: Pas de données.

: Pas d'activités commerciales

B I B L I O G R A P H I E

B I B L I O G R A P H I E



I. - RAPPORTS -- THESES - MEMOIRES

- 1). Agropgress : 1982. Repercussion d'un relèvement des prix payés aux producteurs sur la commercialisation et le stockage de céréales au niveau de l'exploitation agricole-Bcnn . Rapport final - 65 P. Salle de documentation du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage code 1007.

- 2). André DRABO / 1986. Mouvement associatif : une réplique à la crise au BURKINA FASO - Ouagadougou Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature. Mémoire de fin d'études 67 P. Salle de documentation du Ministère de l'agriculture et de l'Élevage - code 512.

- 3). BONKIAN Adama : 1982. Les structures du marché et le prix des céréales dans deux villages du Centre de la Haute-Volta. Ouagadougou. Rapport d'étude de l'ICRISAT. 32 P. Bibliothèque de la FAO.

- 4). BADO Jean : 1983. Contribution à l'étude des canneaux de commercialisation en Haute-Volta : structure, fonctionnement et efficacité du circuit traditionnel du mil et du sorgho. Rennes. Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Rennes. Chaire d'économie. Mémoire de fin d'études. 196 P. Salle de documentation du Ministère de l'agriculture et de l'Élevage. Code 2124.

- 5). - Club du Sahel : 1986. La réforme de la politique céréalière dans le Sahel : le BURKINA FASO. Paris 107 P. Salle de documentation du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Code 2405.
- 6). Charles TRAORE : 1988. Des groupements villageois vers les coopératives dans l'ex-ORD des hauts bassins. Ouagadougou. Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature. Mémoire de fin d'Etudes. 90 P. Idem 5 - code 2489.
- 7). DOLIDON D. : 1980. Evaluation du programme des banques de céréales de la FOVODES. Ouagadougou. Rapport de consultant. 85 P. CID code 497.
- 8). FAO : 1985. Rapport final de la table ronde sur la création et la gestion des banques de céréales tenue du 04 au 08 Novembre 1985 à Bamako. 118 P. Bibliothèque de la FAO à Ouagadougou.
- 9). FAO : 1983. Rapport final de la table ronde sur les banques de céréales en Haute-Volta tenue du 10 au 15 Novembre 1983 à Ouagadougou. 95 P. Bibliothèque de la FAO Ouagadougou.
- 10). Fonds de l'Eau et de l'Équipement Rural : 1985. Evolution du fonds de roulements des banques de céréales 1979/80 - 1982/83. Ouagadougou. Rapport d'études. 6 P. *.

- 11). Fokkema JENZE : 1984. Les unités économiques des unités de développement de l'UP1 - Ouagadougou. Rapport de consultant. 35 P. Salle de documentation du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Code 00319.
- 12). I. OUEDRAOGO et D. WICOCK : 1980. Les activités de commercialisation des produits agricoles et animaux par les ménages paysans de l'ex-ORD de l'Est - Ouagadougou. Rapport d'études. 35 P. Salle de documentation du CRPA (ex.ORD) du Centre. Pas encore codé.
- 13). LEDOUX Guy : 1986. L'Intervention et l'Evaluation des banques de céréales au BURKINA FASO. Ouagadougou. Rapport de mission d'un consultant de la FAO (1ère partie). 85 P. *.
- 14). LEDOUX Guy : 1986. Assistance aux banques de céréales des ORD du Sahel et du Yatenga, programme de formation en gestion. Commercialisation Ouagadougou. Rapport de mission d'un consultant de la FAO (2ème partie) 47 P. *.
- 15). Lucien R. BACK : 1982. Les banques céréalères et l'auto-gestion des semences d'arachide dans le département de Maradi (Niger). Objectifs et Organisation. Niamey. Note technique de consultant d'un expert du projet Oit/NOR/75/RAF/15 ACOPAM Niger. 21 P. Bibliothèque du projet ACOPAM à Ouaga.

- 16). Ministère de l'agriculture, : 1986. Rapport final de la table
Direction de la production agricole : ronde sur la promotion des banques
de céréales tenue du 17 au 21
Novembre 1986 à Niamey. 113 P.
Bibliothèque du projet ACOPAM à
Ouagadougou.
- 17). Ministère de l'Agriculture : 1987. La contribution des banques
et de l'Environnement. : céréalières à la sécurité ali-
Direction des études, de : mentaire et la stabilisation des
la programmation et des : prix au Niger - Niamey. Rapport
statistiques agricoles. : finale d'une table ronde tenue
à Niamey en Novembre 1987 38 P.
document personnel.
- 18). Ministère du développe- : 1983. Banques de céréales ou
ment rural. Direction des : stocks de sécurité villageoise.
Institutions rurales et : Ouagadougou. Fiche technique 6P.*
du crédit.
- 19). Ministère du développe- : 1983. Ordonnance portant statut
ment rural. Direction des : des sociétés coopératives et des
institutions rurales et : groupements villageois en Haute-
du crédit. : Volta - Ouagadougou. Document
emprunté à un Camarade.
- 20). Moussa OUEDRAOGO : 1988. Les banques de céréales :
structures locales d'appui à
l'organisation paysanne et à la
politique d'autosuffisance ali-
mentaire au BURKINA FASO - Ouaga-
dougou. Ecole Nationale d'Ad-
ministration et de Magistrature.
Mémoire de fin d'études. 118 P. *.

- 21). OUEDRAOGO Adama : 1983. Les problèmes fonciers des régions comprenant des périmètres irrigués : l'exemple de la "zone" de Koubri-Ouagadougou-Université de Ouagadougou, Mémoire de maitrise, géographie. 122 P. Oeuvre prêtée par auteur.
- 22). Sahel : 1988. Les stratégies alimentaires et les banques de céréales. M'Bour (Sénégal). Rapport final de l'atelier organisé par NOVIB à M'Bour, les 24 et 25 Novembre 1988. 18 P. Directeur de l'OXFAM à Ouagadougou.
- 23). SAWADOGO Issouf : 1985. Le commerce des bières à Ouagadougou-Université de Ouagadougou-Département de Géographie-Mémoire de maitrise. 90P. Bibliothèque du Département de Géographie.
- 24). SIGUIBEOGO T. Raoul : 1987. Les activités agricoles et les formes d'occupation des terres autour des petits barrages : le cas de Goundry et Tanguiga dans la province d'Oubritenga-Ouagadougou-Université de Ouagadougou, INSHUS (Département de Géographie). Mémoire de maitrise. 99P. Bibliothèque du Département de Géographie.

- 25). TALLET Bernard : 1985. Génèse et évolution des exploitations agricoles familiales dans les milieux de savane Ouest-Africaines (exemples empruntés au BURKINA FASO) Paris-Université de ParisI-U.E.R. de Géographie-Thèse de de doctorat de 3e cycle. 379P.
- 26). V. Alterelli : 1984. Quelle stratégie pour une véritable insertion du context socio-économique dans le programme FAO ? Rome-Rapport de mission d'un expert de la FAO. 32 P. Bibliothèque de la FAO.

II. - CARTES ET PRISES DE VUE AERIENNES

a) Carte géologique

- 27). Ducellier : 1981. Carte géologique de la région de Ouagadougou. BRGM, échelle 1/500 000 BRGM.

b) Carte des sols

- 28). BILGHO A. : 1979. Carte de reconnaissance ORD du Centre RHV. Ouagadougou. Echelle 1/500000 CRPA du Centre, service de l'aménagement.

c) Carte topographique

- 29). OUAGADOUGOU : 1984. Feuille topographique de Ouagadougou ND-30-V, établie par l'IGN (France) et l'IGB (BURKINA FASO. Echelle 1/200 000 CRPA du Centre, service de l'aménagement.

d) Prises de vue aériennes

30). IGHV. : N° de la mission : 79003-80016. Ouagadougou
N° des photos : 4745-46-47-48.

* Oeuvres prêtées par Moussa OUEDRAOGO au FEER.